

THE GLOBAL NETWORK

LE RESEAU GLOBAL

No. 11

Le Réseau
The **GLOBAL** Network

Communication and Society in Eastern Europe • Communication et Société en Europe de l'Est
No. 11 1999



Special issue:
**Women, Media &
Society**

Contents / Sommaire

EDITORIAL

Daniela Roventa Frumusani

Le "deuxième sexe" dans la société et les médias

EDITORIAL

ESSAY

Tudor Catineanu

La radio - du poste d'Etat au service publique

ESSAI

EMPHASIS

LE POINT SUR

Daniela Roventa Frumusani

Women, Media and Society in the Postcommunist Countries

Simone Landry

Où va le féminisme québécois ?

Gina Stoiciu

Diana et la globalisation de l'émotion

Roger de la Garde

Le téléroman québécois

Jean Pierre Boyer

Les femmes dans le triangle des Bermudes...

ARTICLES

Boguslawa Dobek - Ostrowska

Mass Communication in Poland After the Collapse of Communism

Rita Csapó - Sweet

Where in the World is *Szesám Utca* ?

ARTICLES

THIS ISSUE WAS FINANCIALLY SUPPORTED
BY THE ROMANIAN TRADE BANK
(BANCA COMERCIALA ROMANA)

FJSC
ISSN 1223-5199

PUBLISHING DIRECTOR / DIRECTEUR DELA PUBLICATION
Mihai Coman (mcoman@fjsc.ro)

EDITOR / REDACTEUR EN CHEF
George Popescu
(georgepop@hotmail.com)

ADVISORY BOARD / COMITÉE DE LECTURE
Jean-Pierre Bacot *France*
Claude Jean Bertrand *France*
Peter Gross *US*
Kent Middleton *US*
Pierre Mory *Belgium*
Todor Petev *Bulgaria*
Walery Pisarek *Poland*
Zoltan Rostas *Romania*
Slavko Splichal *Slovenia*
Kenneth Starck *US*
Gina Stoiciu *Canada*



COVER ILLUSTRATION
Constantin Brancusi
"Sleeping Muse"

DESIGN
Oscar Stanculescu

LAYOUT
George Popescu

PRICE / PRIX

3 issues per year

Europe & Outside / Europe et outre Europe

Cost per issue: **70 FRF or 15 USD**

Distributed by TEKHNE / Distribuée par TEKHNE

Checks should be payable to / Chèques doit être payés à:

Mrs / Mme Caroline de Peyster
TEKHNE Library, 7 rue des Carmes
Paris CEDEX 75005, FRANCE

For additional information concerning the distribution, you can contact Mrs.
Caroline de Peyster at tel: + 33 1 43 54 70 84 or fax: + 33 1 44 07 07 39.

ISSN 1223-5199

CALL FOR PAPERS



Manuscripts should be prepared in accordance with the Publication of the American Psychological Association (IIIrd edition 1993) and four copies submitted. Manuscripts will not be returned. A separate, front page, should include:

1. Headline of the manuscript.
2. The author's name, title and affiliation.
3. Any necessary acknowledgements.

A second separate page should include the title and an short abstract of no more than 100 words. Manuscripts should be typed and double spaced, with notes and references on separate sheets, immediately following the text.

Les manuscrits doivent respecter les normes de style contenues dans la publication de l'Association des psychologues américains (III-ème édition). Ils seront envoyés en quatre exemplaires.

Sur la première page doivent figurer le titre de l'article ainsi que le nom de l'auteur et sa présentation. Sur la deuxième page, au dessous du titre, incluez un résumé de tout au plus 100 mots. Les manuscrits seront dactylographiés à deux interlignes; les mots et références apparaîtront sur des feuilles séparées, à la fin du texte. Les manuscrits transmis à la redaction ne sont pas rendus.

THE GLOBAL NETWORK
provides a forum of scientific
discussion that includes
exchange and comparison of ideas for
academics and professionals.

THE GLOBAL NETWORK
publishes manuscripts emphasizing
philosophical, evaluative, empirical,
legal, historical and critical inquiry
into relationships between
communication and society
in the post-communist period of
Central and Eastern Europe.

manuscripts to / Envoyez manuscrits à:



prof. Mihai Coman
Facultatea de Jurnalism si Stiintele Comunicarii
CP 16-170, Bucuresti, Romania
e-mail : mcoman@fjsc.ro

EDITOR OF

THE GLOBAL NETWORK / L E RESEAU GLOBAL
THE FACULTY OF JOURNALISM AND MASS COMMUNICATION STUDIES,
UNIVERSITY OF BUCHAREST

ADDRESS : Bd. IULIU MANIU 1-3, SECTOR 6,
BUCHAREST, ROMANIA
TEL / FAX: (+401) 410 06 43

EDITORIAL

Daniela Frumusani

Le “deuxieme sexe” dans la société et les médias 5

ESSAY/ESSAI

Tudor Catineanu

La radio - du poste d'Etat au service publique 11

EMPHASIS/LE POINT SUR

Daniela Roventa Frumusani

Women, Media and Society in the Post-communist Countries 21

Simone Landry

Ou va le féminisme québécois ? 33

Gina Stoiciu

Diana et la globalisation de l'émotion 45

Roger de la Garde

Le téléroman québécois 53

Jean Pierre Boyer

Les femmes dans le triangle des Bermudes 73

ARTICLES

Boguslawa Dobek - Ostrowska

Mass Communication in Poland after the Collapse of Communism 85

Rita Csapó - Sweet

Where in the World is *Szesám Utca*? 105

EDITORIAL

EDITORIAL

Le "deuxième sexe" dans la société et les médias

BY DANIELA ROVENTA FRUMUSANI

**“Cette majestueuse
égalité devant la loi
qui permet aux riches
comme aux pauvres
de dormir la nuit sous
les ponts” (Anatole
France)**

Dans l’année du jubilé du “Deuxième Sexe”, dix ans après la chute du totalitarisme (en tant qu’exclusion du différent et de l’individuation), un questionnement de la catégorie femme amorce une réflexion légitime non seulement sur l’identité et les valeurs féminines,

mais aussi sur des valeurs universelles telles “empowerment”, “recomposition” identitaire, facilitation du relationnel, de l’échange, de la communication (autrement dit valorisation de l’expérience, de la mémoire, des histoires de vie en complément à l’expertise et à la compétitivité concurrentielle). Or une telle recomposition identitaire est fondée en égale mesure sur le changement volontariste de

DANIELA ROVENTA
FRUMUSANI
est professeure à
la Faculté de
Journalisme et
des Sciences de la
Communication
de Bucarest

l'ordre social (les débats actuels sur la parité, de même que la légitimation de nouveaux acteurs sociaux remplaçant les partis et leurs métarécits en faillite) et sur la réflexion critique, dénonciatrice des stéréotypes de pensée et d'action (cf. Pierre Bourdieu "La domination masculine") : "Il faut cesser de penser que l'individu est au service de la société, est défini par ses fonctions et sa contribution à la vie collective, et faire de l'individuation l'objet central de l'éducation scolaire ou familiale et du droit" (A. Touraine, 1999 : 142).

Avec la chute du communisme et les crises (financières mondiales) du libéralisme, ce qui se profile à l'heure actuelle c'est une "troisième voie" (cf. Anthony Giddens entre autres) de flexibilité de l'organisation sociale à même de fournir aux acteurs sociaux la capacité de prendre l'initiative.

La modernisation occidentale s'est accomplie à travers de multiples polarisations vécues comme opposition dominants/dominés : initiative des entrepreneurs /vs/ routine des salariés;

"lumières" civilisatrices des colonisateurs /vs/ primitivisme des colonisés et last but not least rationalité masculine modélisant l'espace public et la logique économique et socio-culturelle /vs/ sensibilité, intuition, esprit sacrificiel féminins gouvernant la sphère privée.

Or, après les grands mouvements de libération coloniale on assiste en cette seconde moitié du XXe siècle à deux autres grandes formes de "recomposition" du monde : la pensée et l'action féministe étroitement liée à celle écologique, comme responsabilité à l'égard des valeurs de la nature (en tant que réservoir de vie) et de la culture (activation d'un formidable potentiel humain annihilé symboliquement, renié comme identité autre, différemment engagé dans la course au pouvoir et au rendement. "Après le mouvement ouvrier et les mouvements de libération nationale et comme eux, ce mouvement (*des femmes* n.n.) lutte pour le dépassement des oppositions hiérarchisées entre un pôle rationnel masculin, bourgeois et occidental, et un pôle irrationnel féminin, populaire et indigène" (A. Touraine, 1999 : 99).

Les études du présent numéro de Global Network (de "l'information sans les femmes" - Jean - Pierre Boyer, Daniela Roventa-Frumusani à la mythologisation d'une femme - Lady Di dans l'étude de Gina Stoiciu ou à l'invisibilisation sociale et politique de cette majorité anonyme etc.) vont mettre en évidence (de manière plus ou moins explicite) la persistance d'une inégalité *de facto* au sein d'un système égalitaire *de jure* et consolider l'idée d'une politique réparatrice ou discrimination positive ("affirmative action") en s'inscrivant de plein - pied dans le débat actuel sur la parité qui remporte des succès importants dans l'opinion publique. L'analyse très pertinente de la sociologue québécoise Simone Landry "Ou va le féminisme québécois ?" configurant le "ressac" du féminisme occidental, l'antiféminisme de la droite américaine de même que l'éclatement des pratiques féministes sera complétée par la schématisation des rôles stéréotypes et archétypes féminins fournie par Daniela Roventa Frumusani dans "Women, Media and Society in the Postcommunist Countries" et Roger de la Garde - "Le téléroman québécois".

Par rapport aux tendances mondiales grosso modo similaires (sous-emploi féminin, féminisation de la pauvreté, inégalité des chances à l'éducation et l'emploi etc.), les femmes de l'Europe Centrale et Orientale subissent (et ne choisissent pas, comme le suggère assez souvent le discours patriarcal normalisant) la non représentativité, le sous-emploi, le chômage, autrement dit une marginalisation économique et politique accentuée (cf. aussi J. Heinen, 1999 : 51).

Nous espérons que ce recueil de perspectives (sociologiques, médiologiques, politiques) sur les femmes contribuera à l'approfondissement des axes de l'altérité : axe axiologique (valorisation et non plus exclusion de l'autre dans un dialogue culturel fécond), axe épistémique (connaissance in depth de l'autre) et axe praxiologique (intégration et non plus assimilation ou exclusion du différent), ainsi qu'à la dissolution de ce que Pierre Bourdieu appelle la violence symbolique, exercée essentiellement par les voies symboliques de la communication et de la connaissance, ou plus exactement de la méconnaissance qui ont transformé l'histoire en nature et l'arbi-

traire culturel en naturel. "S'il est vrai que le principe de perpétuation du rapport de domination masculine ne réside pas principalement au sein de l'unité domestique (...), mais dans des instances telles que l'école, ou l'Etat, lieux d'élaboration et d'imposition des principes de domination qui s'exercent au sein même de l'univers le plus privé, c'est un champ d'action immense qui se trouve ouvert aux luttes féministes ainsi appelées à prendre une place originale et bien affirmée au sein des luttes politiques conte toutes les formes de domination" (P. Bourdieu, 1999 : 82) . C'est au sein de ces luttes et donnant sens et légitimité aux constructions identitaires responsabilisantes que ce situe le présent état de lieux et vecteur d'action future. Le positionnement de la femme dans l'espace public est marqué de manière significative par la logique du spectacle et de l'information - marchandise, induite par la concurrence aigue de l'économie du marché, ayant comme résultat tangible l'inégale distribution de visibilité et participation dans l'espace public : minorité de leaders et médiateurs surinformés, suréquipés, toutpuissants /vs/ majorité silencieuse sousinformée, sous-

représentée sinon totalement ignorée. L'annihilation symbolique de la femme remarquée par Gaye Tuchman il y a 20 ans se perpétue paradoxalement, malgré la "révolution féminine" de la "troisième femme" (Gilles Lipovetsky), le plaidoyer pour la parité (Gisèle Halimi) et la revalorisation de la différence (ethnique, religieuse, de genre). On pourrait dire que la dégradation de l'identité féminine dans les pays postcommunistes qui traversent un antiféminisme sans féminisme est corrélable à l'antiféminisme ouest - européen (cf. Peggy Watson 1997) fondé sur la résurrection de l'identité féminine "family based" (et corrélairement du travail à domicile, part time de même que de la féminisation de la pauvreté). En Russie un politicien n'hésiterait pas à affirmer : "Si on s'imagine l'humanité comme une grande famille, alors les femmes assurent la continuité et la stabilité du système, alors que les hommes expérimentent, avancent, s'assument des risques. Les femmes ne peuvent jouer un rôle primordial, pas même égal" (P. Watson 1997 : 149).

La démocratisation des pays ex-communistes a été

mysogine dans tous les Etats même si pour des raisons différentes : la résurrection de l'église catholique en Pologne et en Hongrie, de celle orthodoxe en Roumanie (à côté du syndrome Elena Ceausescu). Cette représentation négative, minorisante, unilatérale de 51% de la population est indubitablement liée à :

- i)** la crise économique et politique qui place la femme dans une double dépendance à l'égard du mari et du système dans une société très patriarcale ;
- ii)** la masculinisation de l'espace public (reflet du rejet de la politique communiste, d'émancipation

de la femme);

iii) l'attentisme des femmes elles mêmes qui acceptent le diagnostic impitoyable du ministre roumain des Affaires Etrangères, Andrei Plesu : "Les Roumains considèrent toujours l'autre comme cause de leur échec".

La solidarité féminine et l'activité des journalistes et chercheurs pourrait mener à l'érosion de ces clichés et à la restructuration de l'espace public postcommuniste, but auquel est voué aussi le présent numéro.

q

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Beaugé, Florence, 1999, "Le "deuxième sexe" du journalisme" in *Le Monde diplomatique - Femmes, le mauvais genre?*, no 44, mars - avril

Bourdieu, 1999, "Au coeur de la domination masculine" in *Le Monde diplomatique - Femmes, le mauvais genre?*, no 44, mars-avril

Corner, John, Philip; Schlesinger, Roger, 1997, "International Media Research. A Critical Survey", London, Routledge

Heinen, Jacqueline, 1999, "Illusions perdues à l'Est" in *Le monde diplomatique - Femmes, le mauvais genre?*, no 44, mars-avril

Landowski, Eric, 1997, *Présences de l'autre*, Paris, PUF

Lipovetski, Gilles, 1997, "La troisième femme", Paris, Seuil

Oakley, Ann; Mitchell, Juliet, "Who's Afraid of Feminism" in 1997, *The New Press*

Todorov, Tzvetan, 1994, *Cucerirea Americii*, Iasi, Institutul European

Touraine, Alain, 1999, *Comment sortir du libéralisme?*, Paris, Fayard

ESSAY**ESSAI**

La radio, du poste d'Etat au service publique

BY TUDOR CATINEANU

Ce titre suggérant le passage de la radio d'une hypostase à l'autre, nous projette dans le cadre plus large de ce qu'on appelle transition. Ce processus a lieu dans tous les anciens pays socialistes, mais il prend des formes diverses et avance à vitesses inégales. De plus, il se déroule sur plusieurs plans distincts, bien que, intimement liés. L'on assiste ainsi, au niveau politique, au

passage de la dictature à la démocratie, et au niveau économique, au passage de l'économie dirigée à celle de marché. Sur le plan culturel, on pourrait identifier à l'aide de deux métaphores élaborées par McLuhan et A. Moles, un processus de transition du modèle culturel pyramidal, au modèle culturel en mosaïque. Comme les médias - y compris la radio - sont des phénomènes culturels, ils s'inscrivent eux

PROF. DR. TUDOR CATINEANU
est PDG de la
Société Roumaine
de Radiodiffusion

a u s s i
sous le signe de ces
t r a n s f o r m a t i o n s .

Notre but n'est pas de dresser ici une histoire factuelle, mais plutôt d'en faire une esquisse du point de vue de l'expérience roumaine. Entre les deux hypostases de la radio roumaine (avant 1989 et après) il y a des rapports de continuité, de complémentarité et de contraste.

Nous allons parler ici seulement de ces derniers, et cela, sous l'angle des domaines suivants : la dénomination, l'organisation, les fonctions, les aspects financiers et techniques et l'ouverture vers le monde.

1. Les dénominations et le nombre

LA Radiodiffusion Roumaine formait avec la télévision une institution commune et était nommée « organe de parti et d'Etat », l'ordre des mots mêmes en étant signifiant en tant que « verticale » placée à « l'horizontale ». Elle était donc premièrement organe du parti communiste et en second lieu de l'Etat socialiste. En effet, « l'organe »

étant une partie de « l'organisme » tout entier, il en est un instrument fonctionnel et la métaphore biologique avait été choisie pour suggérer l'idée de vie, de naturel. D'ailleurs le parti même s'appelait « le centre vital de la nation », étant donc l'organe vital de tout l'organisme social. Remarquons encore qu'en roumain, le mot *poste* (utilisé pour la radio) indique non seulement un point fixe ou l'on s'installe pour épier en vue de l'attaque ou de la défense mais aussi le temps d'ascèse culinaire ou générique précédant les grandes fêtes religieuses. Toutes ces connotations suggèrent la subordination linéaire et univoque.

La Loi 41 de 1994 parle aujourd'hui de l'organisation et du fonctionnement de deux sociétés : La Société Roumaine de Radiodiffusion (SRR) et La Société Roumaine de Télévision (SRTV). Elles sont donc des micro - sociétés à l'intérieur de la société toute entière. Leur dénomination fondamentale - à caractère emblématique - est celle de « services publics autonomes d'intérêt national ». Les nouvelles sociétés font partie donc de la sphère plus large des services à caractère public et non pas privé.

Elles ont de l'autonomie éditoriale. Il est certainement sous entendu que cette autonomie dépend de plusieurs facteurs y compris celui financier, dont nous allons parler un peu plus loin.

Dans la mesure où ces nouvelles sociétés s'adressent à tous les auditeurs - avec diverses nuances de langage radiophonique mais sans discriminations - et dans la mesure où elles mettent en jeu les valeurs communes et spécifiques d'une nation, elles sont aussi d'intérêt national, donc pas zonal ou commercial.

Tout comme dans le cas des dénominations, le nombre n'est significatif que par le contraste, le pluriel étant de par sa définition, démocratique.

Il y a deux services publics la SRR et la SRTV et en alternative et concurrence avec plus de 260 postes privés. Nous assistons récemment aussi à la prolifération des postes pirate, phénomène qui rend légitime les expressions théoriques de « progrès et revers » et « de la tyrannie à la mafia » (C.D. Bruycker). A

son tour, la SRR a trois départements rédactionnels : les chaînes centrales (4), la chaîne internationale (qui émet en 17 langues) et le département des studios territoriaux (6) et locaux (2).

2. L'ORGANISATION

L'ANCIENNE Radiodiffusion, en tant qu'« organe de parti et d'Etat » était organisée et rigoureusement subordonnée. Son directeur général était nommé en fonction de critères politiques et changé pour la moindre erreur. Tous ses employés étaient à leur tour obligatoirement membres du parti communiste. Le modèle administratif de la hiérarchie en est révélateur.

Ainsi, le rédacteur-en-chef, était « l'homme politique » qui avait deux adjoints : l'un pour la radio et l'autre pour la télévision. La transmission des tâches du parti et des nouvelles sur les « réalités » internes et internationales était donc unitaire et rigoureuse. La célèbre « Direction de la Presse » vérifiait les programmes et la « Commission d'Ecoute » monitorisait

l'émission (elle écoutait l'écoute). Ces deux institutions représentaient la censure qui contrôlait autant les entrées que les sorties. Si nous recourons à la métaphore de la « boîte noire », l'on contrôlait non seulement les « in-put » mais aussi les « out-put » et de plus, la boîte noire elle-même était transparente puisque les employés étaient membres du parti (d'habitude bien « formés ») et puisque les services de la Sécurité d'Etat surveillaient tout mouvement interne .

Nous devons quand même mentionner qu'en dépit de la sévérité du contrôle interne et de la vigilance de celui externe, la Radiodiffusion a trouvé des solutions de « compromis » pour pouvoir s'acquitter aussi de ses devoirs vis-à-vis des citoyens.

En tant que « service public », la SRR a toujours une organisation hiérarchique mais une constitution tout à fait différente. Tout comme la télévision nationale, la radio fonctionne conformément à une loi organique sous le contrôle unique du Parlement de la Roumanie. Aucune autre autorité (à l'except

tion du Conseil National de l'Audiovisuel) ne peut intervenir dans leur activité. Aucun employé ne peut appartenir à un parti ou à une formation politique. Le Conseil d'Administration (CA) est élu par le Parlement. Les 13 membres du CA sont des personnalités indépendantes proposées par les partis parlementaires dans une proportion établie par la loi, de sorte que la structure du CA reflète celle du P a r l e m e n t .

Théoriquement, une antinomie peut surgir ici : le conseil d'administration étant élu pour une période de quatre ans, le Parlement peut changer entre temps. Le Conseil d'Administration actuel a parcouru cette antinomie n'étant pas changé après les élections de novembre 1996.

Cet exemple renchérit une fois de plus l'affirmation qu'aujourd'hui, le principe déontologique fondamental promu et visé par la SRR est l'équidistance politique. En ce qui concerne la censure, elle est effectivement disparue. A sa place, les Roumains ont aujourd'hui la liberté. La législation en matière est très permissive

et nous n'avons pas encore une Loi de la Presse, dans le sens juridique. Seul le Code Pénal (chap . IV, art . 205, 206) vise en général l'insulte et la calomnie considérées comme « infractions contre la dignité ». En revanche, les codes déontologiques et les statuts professionnels sont en plein développement. La radio a elle aussi le rôle de promouvoir et de défendre les valeurs fondamentales de la démocratie, au centre desquelles se trouve probablement la liberté. L'une de ses formes est la liberté d'expression ou bien si l'on préfère, la liberté de s'exprimer et celle d'expression.

Dans ce sens, je remarquerais ici un chapitre spécial qui a trouvé diverses solutions dans d'autres espaces culturels. Il s'agit des émissions des minorités ethniques. Dans la SRR ces émissions s'adressent aux minorités et sont faites dans la langue des minorités et sont réalisées par des rédacteurs appartenant à ces minorités. Il y a des rédactions autant au niveau central, qu'au niveau régional et les émissions sont transmises en pas moins de 16 langues des minorités ethniques.

L'un des changements les plus importants à l'intérieur de la société est le passage à l'organisation par « chaînes », passage commencé en 1996. On pourrait l'appeler métaphoriquement le passage du « panier de basket-ball » (ou l'on introduit le ballon de façon aléatoire) au « panier de marché » ou l'on range tout de façon sélective, organisée et en fonction des ressources.

Nous avons aujourd'hui 4 chaînes chargées de la coordination unitaire de la production et 10 rédactions productives. Toutes les rédactions fournissent du matériel à toutes les chaînes à divers degrés et avec des productions spécifiques, conformément à des règles bien établies. On a introduit ainsi entre les chaînes et les rédactions une relation d'offre et demande et la concurrence inhérente à ce rapport.

Nous avons à présent quatre chaînes nationales : *Actualités*, *Culture*, *Jeunesse* et *Musique*. Malheureusement, la chaîne *Musique* émet seulement sur Bucarest vu que, le régime de distribution

des fréquences - dans la lutte avec les postes privés - n'est pas encore complètement affiné.

Une cinquième chaîne possible que nous aimerions appeler *Les Antennes de l'Europe* conçue en collaboration avec les postes étrangers est pour le moment une hypothèse de travail. L'organisation basée sur la distinction chaînes - rédactions est elle aussi de transition. Le CA est en train d'envisager de plus près d'autres modalités de développement de cette structure qui a eu de bons effets mais aussi des limites.

3. LES FONCTIONS

DANS l'ancienne Radiodiffusion toutes les trois fonctions fondamentales - d'information, de formation et de divertissement - étaient distordues puisqu'elles étaient subordonnées à, ou bien, coordonnées par une métafonction : celle de modeler la « société nouvelle » et « l'homme nouveau ». Cela équivalait en fait, à une manipulation généralisée car l'on pouvait même ne plus la percevoir en tant que manipulation.

Les gens risquaient déjà d'être assimilés dans ce processus, par le processus même. L'idéologie assimilait et maîtrisait tout, y compris la déontologie. La troisième fonction (le divertissement) était réduite au minimum, presque disparue (je parlais au début du fait qu'en roumain « poste » signifie aussi ascèse). Réhabilitées après 1989, les trois fonctions sont définies dans la Loi 41 et dans la Loi 48 du CNA, qui précisent les proportions et les plages optimales des trois fonctions et leurs domaines de référence.

Dans le cas de la radio publique on pourrait parler probablement aussi, d'une quatrième fonction non pas en tant que l'une distincte de celles-ci, mais comme dénominateur commun et en même temps comme modalité de les intégrer tacitement. On pourrait l'appeler la fonction de maintien du tonus général des auditeurs. Elle peut entrer en jeu - à la limite - même lorsque les informations transmises sont des plus mauvaises. Elle est essentiellement une fonction génériquement humaine ou déontologique et elle peut remplacer

l'ancienne et souvent
sinistre fonction
idéologique.
Dans ce contexte nous
voudrions souligner encore
deux aspects spécifiques.
Le premier est lié au fait
que les anciennes rédac-
tions - peut-être comme
réaction à la pression
idéologique et à la manipu-
lation - avaient tendance à
se spécialiser dans la pro-
duction culturelle propre-
ment - dite, artistique,
scientifique, philosophique, etc., faisant
ainsi concurrence aux insti-
tutions spécialisées qui
existaient au dehors de la
radiodiffusion.

Tout en admettant que
dans la radio peuvent tra-
vailler des personnalités
de pointe de la culture, la
production a été et est ori-
entée aujourd'hui mani-
festement vers la produc-
tion radiophonique. Dans
d'autres mots, ce qui nous
intéresse ce ne sont pas
autant les valeurs cultu-
relles qu'on peut élaborer
n'importe où, mais les
valeurs radiophoniques, la
forme d'expression
radiophonique des
réalités et des valeurs.

Deuxièmement, si toute
notre activité est appréciée
par le Parlement par ses

commissions de spécialité
(celle de la Chambre des
Députés et celle du Sénat),
la qualité de nos pro-
grammes (de l'émission) est
mesurée par les auditeurs.
Le taux de notre audience
est très élevé (?).

Un autre indice synthé-
tique encore plus signifi-
catif est la crédibilité. Dans
ce sens il suffit de préciser
que la SRR occupe la pre-
mière place parmi les
institutions média et
la troisième position
dans l'ensemble des insti-
tutions de Roumanie,
après l'Eglise et l'Armée.

4. ASPECTS FINANCIERS ET TECHNIQUES

L'ANCIENNE
Radiodiffusion était
financée par l'Etat ce qui
augmentait sa dépendance
éditoriale. Dans ce con-
texte, nous devons admet-
tre que le bâtiment qui
nous abrite aujourd'hui
encore, a été construit
(1952) au niveau des stan-
dards les plus élevés de son
temps. La preuve en est le
fait qu'aujourd'hui nous
nous en servons encore
après y avoir fait quelques
transformations.
Conformément à la Loi

nr.41 de 1994, la Radiodiffusion actuelle a deux sources de financement : les ressources budgétaires et des ressources propres. Les premières sont utilisées pour le paiement des stations et circuits de transmission, et pour le développement technique. Malheureusement, cette partie est toujours en diminution. Les ressources propres (représentant environ 60 pour cent des revenus) proviennent des redevances, de la publicité et d'autres ressources, dues à des activités complémentaires. Celles-ci se sont développées les dernières années et sont devenues plus diverses. Il s'agit là de concerts, d'enregistrements des CD, de spectacles, d'édition de livres, etc. Pour ce qui est de la situation financière, nous devons préciser qu'à l'installation du Conseil d'Administration actuel (en 1995) la SRR avait des dettes au budget d'Etat en valeur de 15 milliards de lei.

Pour résoudre ce problème on a établi une hiérarchie des priorités dans l'utilisation des revenus qui placeait en première position le paiement des salaires,

suivi par le paiement des dettes et ensuite par le développement technologique. Le 26 juin 1998 la SRR a acquitté toutes ses dettes. Nous devons admettre que, vu la situation économique et financière de notre pays, le fait d'avoir payé nos dettes représente une performance.

Pour y arriver nous avons prévu dès le début des mesures sévères, d'austérité, dont voilà quelques - unes :

- on a élaboré un nouvel organigramme qui réduisait un nombre de 45 postes de dirigeants
- les deux dernières années, toutes les personnes ayant atteint l'âge de la retraite ont dû quitter l'institution (il s'agit de 162 personnes)
- les postes libres ont été occupés par des concours ouverts uniquement au personnel de l'institution
- les diverses dépenses ont été réduites au minimum en parallèle avec l'augmentation des revenus propres.

Il faudra rationaliser

encore plus les relations entre les revenus et les dépenses, pour qu'on puisse déplacer l'accent sur notre troisième objectif qui est le développement technologique. Nous avons affaire là, en fait, à l'antinomie fondamentale de la SRR : nous avons un personnel bien formé (et là dessus nous devons remercier vivement l'UER) mais en revanche le niveau de développement technique est très bas. L'effort d'informatisation vient à peine de commencer et le système digital est introduit en seulement deux points expérimentaux. Mais le problème des problèmes est celui du nouveau siège de la Radio ; ce projet élaboré par notre illustre prédécesseur Eugen Preda est toujours dans l'étape de projet.

5. L'OUVERTURE VERS LE MONDE

J'ÉPROUVE le besoin de parler à la fin de l'activité de relations internationales de la SRR. Comme dans tous les autres pays ex-communistes l'institution que je dirige a traversé une longue période d'isolement, qui a duré jusqu'en 1989. Même les contacts à l'intérieur de l'OIRT

étaient considérés d'un regard réservé. Après la dissolution de l'OIRT et l'intégration de la SRR à l'UER, tout a changé. Notre stratégie internationale s'est développée et se développe sur plusieurs plans.

1. Une collaboration européenne efficace et non pas formelle, avec l'UER qui peut stimuler - par son organisation et par sa législation - même la démocratie en Roumanie et en autres pays. Voilà donc, la raison de nos appels adressés aux services permanents de l'UER pour diverses opérations d'assistance et d'expertise. On peut dire la même chose vis-à-vis de notre collaboration avec l'URTI, et à cette occasion je voudrais vous annoncer que la SRR sera cette année-ci, l'hotesse du « Grand Prix de la Radio ».

2. Nous avons accordé une attention spéciale au développement des relations bilatérales, autant avec les pays voisins qu'avec d'autres pays du monde.

3. Etant donnée l'importance de la contribution des medias à la stabilité politique nous avons accordé une attention spéciale à la coopération régionale. Ainsi, nous avons participé à la première conférence des radiotélévisions des

Balkans organisée par nos collègues grecs ; la deuxième conférence aura lieu cette année en Roumanie. Notre ouverture vers le monde peut se développer et s'accomplir concrètement par notre ouverture réciproque en tant que membres et collègues (et pourquoi pas amis ?) de la même union : l'UER.

q

EMPHASIS

LE POINT SUR

Women, Media and Society in the Postcommunist Countries

Romania's case

BY **DANIELA ROVENTA FRUMUSANI** —————

1. Communication and change in the post- communist era

OUR remarks try to re-define the women's role in postcommunist societies in the framework of essential economic, societal and ideological changes. In a synthetical manner we could assert that the ontological presupposi-

tions (matter as unique core of human performance), the anthropological presuppositions (human specificity reduced to work) and the political ones (political relationships as domination instruments cf A.Marga, 1994:10) have been replaced by new concepts and principles after 1989 : the autonomy principle, dialogic democracy etc. The latter concept launched by Anthony Giddens (1994, 12-16) infrastructures

DANIELA ROVENTA
FRUMUSANI
is professor at the
Faculty of Journalism and
Mass Communication
Studies from Bucharest

the public and the private space, explaining parents / child relations, sexual relations, friendship relations; "Dialogic democracy advances to the degree to which such relationships are ordered through dialogue rather than through embedded power" (A.Giddens, 1994 : 16). The improving of dialogue and "democratization of democracy" (in Giddens' terms) could be achieved by means of restructuring of gender relations, of work and life styles (collaborative instead of competitive). Mass-media play an especially influential role in contemporary society, shaping public images and private practices and interactions, maintaining and changing rules, representations and ideological presuppositions, because their "powerful technical capabilities and appealing content are the most effective means of information and diffusion ever invented" (J.Lull, 1995:60). Mass-media link public agendas with private worlds, promoting pattern of thought for large populations, breaking down the distance between the macrosocial and the microsocal. Or, routine assimilation of media content into everyday life often introduces, reinforces or extends the dominant ideological bias contained within them. That's why it is vital to

sensitize the public opinion as well as the rulers and mass-media policy makers on biases, stereotypes, distorted images in the mediatic discourse. It is important to stress from the very beginning (even if it is a truism) that neither the countries of the ex-communist bloc nor the women constitute a generic entity. Beyond the asexual socialist identity having as common denominator the famous double burden and emancipatory rhetoric, there were different experiences, different backgrounds, dissimilar expectations and frustrations. What is incumbent on us is to point out and compare the actual role of the woman in the public and private life, her image (as perceived by herself and the others) in different actualizations : suffragette in the public space or "victime du devoir" of the rose ghetto, her discourses (from speeches more or less congruent with the patriarchal dominant culture to discourses of the edgemic, folly etc.), her projects (literary or artistic at the beginning, political now). If for contemporary postcommunist mass media, the exploitation of a unique temporal dimension - the past- is no more profitable (in the case of Romanian written press the questioning of the revolution's mysteries), for the perception

and conceptualization of the woman's role in the postcommunist society, a brief diachronic sketch is not useless (the diachronic anchor is capable to offer explanations of the differences between a country like Poland where a feminist group was active since 1981 and a country like Romania where the pressure of the repressive system hadn't permit any associative movement). It is obvious that there is no democracy without participation, no citizenship without education, no progress without autonomous, critical thinking. And if we want to pass from the first level of democracy: more means for more people to the qualitative one (quality of laws, institutions, everyday life), the investigation of values and discourses of the periphery (ethnic, religious, sexual) becomes a sine qua non condition. In the perspective of periphery visibilisation and valorisation of the difference (ethnic minorities, young people, women) it appears that the triad woman-media-society represents a stake of the postcommunist society.

2. Women in the transition society

THE positioning of the woman in the transition

period could schematically be sketched as "passage" from the popular democracy to the liberal one, complex change, difficult to assume and to manage. In order to understand better the real meaning of the woman's image, it is indispensable to go back in time to the origins of the communist imaginary of the feminine condition. As in any totalitarian system, the canceling of the traditional solidarities, the destroying of the individuality in favour of the collectivity meant the vacuity of the private life in general and of the family in particular. "The model of a mechanical sex equality claimed for women and not by women has been already installed in the mobilizing discourse of the '50, making heroes of women practicing male jobs (from siderurgy to mining)... The woman commissary or tractor driver proposed as paradigm of femininity became a part of the general reverse of all reflexes in society: Which used to be good was called evil, which was black became white, the edge came to center and the woman was exemplar if she usurped the masculine political and economic roles" (Z. Petre, 1995 : 7). The woman in the Romanian communist society assumed the difficult burden of continuing the traditional role of

mother and wife, adding to it the social masculinized role imposed by the régime: double work, double enduring. The true essence of this forced socialist emancipation was "the double slavery of women at work and in the daily struggle for the family's survival" (Z.Petre, 1995:12) (see table 1). The National Report on the Condition of Women in Romania (1980-1994) prepared for the World Conference on Women, Beijing, 1995 offers a schematization of the woman's condition evolution in Romania which is in the main similar in all post-communist countries:

1. the woman's participation to decision-taking positions decreased (4% of the Parliament in 1990);

2. disorganization of the centralized woman movement and insufficient outlining of new one through non governmental organizations;

3. women rights although legally acknowledged since long ago (Constitution, Code of Labour, Family code) are not fully applied in practice and they should be further completed with certain social or normative measures);

4. poverty is a general phenomenon during crisis but

there are increasingly more categories of women that are reaching below the poverty level (women family head, pensioners, unemployed);

5. women participation to production (45-46% of the labour force) is much higher than their involvement in the decision taking of the economic policy (about 10%), although as individuals they prove to be active as employers (27%).

The great decrease in women's participation after the abolishment of the compulsory percentage of representation according to sexes of the communist policy: 15 women in Parliament out of 500 (3%); 1 from 17 in governmental structures (5,9%); 46 women mayors (1,1%); 5 prefect's office directors (12%); has to be challenged by a new policy and by women themselves finding their own identity and place in the new society. It appears that women in spite of the rights stipulated by the Constitution and other legal regulations are more vulnerable than men on the labour market and in front of the unemployment; they are more affected by poverty, frustration, marginalization, carrying a great part of the transi-

tion costs:

- * the rate of women activity tends to diminution (13,5% of the feminine population has no economic utilization);

- * the average level of women's income is 10% lower than the masculine one;

- * unemployed women have little chances to get a job because of the lower level of education and qualification; the violence against women increases (70% of the divorces are the result of domestic violence generated by men's alcohol consumption);

- * the feminization and ageing of labour force in agriculture;

- * the predisposition of economic agents to hire predominantly men.

In spite of their high qualification (47% of the young people who graduate a school or faculty) women are underrepresented in decisional jobs, inserted in "velvet ghettos" similar to their domestic activities (consumer's protection, public relations, social assistance, education). Out of 22680951 Romanians in July 1995, 11123977 were men and 11556974 women. Women (5.500.000 active persons) represent 46% of the total active population, with an average

education level of 8,8 school years. The main characteristics of the transition period is the reduced occupational feminine spectrum concomitant with the feminization of the labour market (45,2% in December 1989 /vs/ 47,9% in December 1993) Posttotalitarian Romania has continued the tendency to concentrate women in certain positions and activities (vertical and horizontal segregation): 26% of women in agriculture; 35% of women in industry; 33% in services and the other unemployed (apud G.Predosanu, 1996:87). Researches have underlined two tendencies for the Romanian feminine labour force: the first atypical - increase of women in agriculture (from 1.700.000 in 1989 to 1843800 in 1993 and of men from 1346000 in 1989 to 1600000 in 1993) and the second typical - compression of women in industry (from 1756000 women in 1990 to 1377000 in 1993). In services even if they are increasing (1400000 millions), the fields are not well paid nor characteristic for the market economy (G.Predosanu, 1996:88). In the ex-communist countries, women have to fight with a patriarchal peasant mentality in family and paternalist in the public space. The victims of paternalism were

men and women without exception. Elena Stefoi, editor in chief of "Dilema" (political and cultural magazine) defines dependency as a feminine stereotype of subordination: "We were dependants by our fears on everybody: chief, neighbours, colleagues, teachers." Another possible explanation of the reluctance towards modernization and reoccidentalization of the Romanian society could be the veneration of the organics presented by the Romanian philosopher Lucian Blaga as the essence of orthodoxy. "If the favourite categories of the catholic are the sacre authority : the state, the hierarchy, the obedience and the protestant ones are those of liberty: independence, autonomy of decision and beliefs, the orthodox prefers the categories of the organic : life, earth, nature" (L. Blaga in V. Mihailescu et alii, 1992:87), women meaning nature, community, compassion and not competition, agressivity. Paradoxically, women are actually reluctant to enter in the public space not only as a result of the traditional mentality but also as rejection of the emancipatory politics negatively correlated with

communism only.

3. Women in the media

IN order to analyze the perception of the feminine image in media and society, we organized at the end of the international summer school on media and communication (Eforie, 1-13 august 1995) a brief poll on five fundamental questions:

1. How did evolve women's situation after 1989?
2. How do appear women in the public sphere?
3. What role changes did occur in Romanian families after 1989 ?
4. Could we speak about the women's symbolic annihilation after 89?
5. Sketch a brief presentation of women as creator and consumer of media messages.

At the first question out of 25 respondents (journalists, students, media researchers and academics) 7 men and 8 women considered the situation was better, 2 men and 2 women that the situation is unchanged and 2 men and 3 women that the situation is getting worse. Thus both sexes considered that the women's condition has improved :there are more educational and career opportunities, especia-

lly in the field of media and communication, even careers inaccessible before 89 (governor or party spokesperson, woman entrepreneur). At the second question 7 women consider that in the public space women are invisible, 6 emphasized the vulnerable inefficient feminine presence, while 10 men that women are too visible (in the physical sense) or too artificial,² other men estimate that women are not visible in the public sphere. "Society is not interested in such topics" (Cristina Teodorescu, young female journalist in the print press). If women are (rarely) presented as personalities in mass-media, economy etc, this visibility entails either hostility, envy, or rejection from men and other women. "The image is in fact divergent : there is a conservatory tendency that limits women at the traditional private role, but on the other side elements of progress appear in the liberal professions, in mass-media, and in the academic and scientific career"(Zoe Petre, dean of the Faculty of History, Bucharest University). At the third question on the role changes in family 7 women answered convinced "no" and 6 "yes" , whereas 8 men answered "yes" and 4 "no" (in the middle aged families). Thus more men than women consider that there are

changes in the role distribution in families, especially in the younger ones ("Women are preoccupied by their career like men and not only to be housekeeper and model mother and wife"(Claudiu Hirceaga, young male journalist). Women are aware that such modifications of perception take place in the families in which women play a public role or are entrepreneurs and this phenomenon is statistically very limited. The majority of women (54%) think that there are no role changes in the Romanian family. The most striking difference in opinions appears at the fourth question where 9 women out of 13 (69%) answered "Beyond doubt" especially through trivialization, one answer was "I don't know" and the other 3 were "no" and optimistically connoted (Even if the intention persists nothing is irremediable"). At the last question concerning the presence of women in mass-media as emitter and receiver of the mediatic message only 8 men and 8 women have answered; the respondents manifested their discontentment towards the lack of cultural appetite and esthetic taste of women as television consumers (South American soap operas after Dallas and Dynasty) and the traditional spaces for women' creativity (children, education and art

programmes) as well as the discrepancy between print media and electronic media. In print media there are important publications (dailies and weeklies) with women editor-in-chief whereas in electronic media women are generally announcers, transmitters of information and not creators of programmes. "We could ask ourselves if there is a relationship between a consumerist femininity and a creative masculinity" (Zoe Petre). One could say there is a sort of continuity in traditionally feminine spaces and reception practices ("Men are big consumers of sport news and informations and women prefer cultural broadcasts and soap operas" (Serge Proulx & Marie France Laberge, 1995). In order to complete the perception of the feminine image we have interviewed (in a master diploma with our student Nora Ionita) four mass-media personalities: Lucia Hossu-Longin (TV journalist), Carmen Bendovski - radio and TV journalist), Horia Alexandrescu (director of "Cronica"- national newspaper) and Sorin Rosca Stanescu (director of "Ziua", one of the first 5 national newspapers). At the first question "Do you think that there are masculine and feminine jobs in mass-media in general and in the television in particular"? All

journalists agreed that there is no such discrimination "I do believe that in TV journalism many women have climbed the Everest accepting the risk of shots that male colleagues wouldn't have accepted(...). And I think that women are often capable of having more editorial independence than male team members" (Lucia Hossu-Longin). At the second question "Do you think stereotyped images of gender persist in television? all answers were affirmative;"I think that TV's view on gender suffers from an intellectual deficiency. That is the screen of the transition has driven us mad with "street accents" during the minors' invasion and during the presidential electoral campaign" (Lucia Hossu-Longin). "The public has got used to the stereotyped image because he wanted this and this happened because for a very long period of time women were appearing on air only as announcers ; there were women reporters, but they were not appearing in the picture" (Carmen Bendovski). The most categorical answer was a men's one : "The Romanian society is touched by prejudices. TV stations are also ill. Mysoginism is a national disease" (Sorin Rosca Stanescu). At the question "How are women presented on screen"? the main isotopy was secondarity, auxil-

inary and shadow role: "Women are always in the shadow of men" (Carmen Bendovski); "Women on TV have no identity. We lack of great career myths of professional women, theatre or cinema stars, of dynamic women involved in changing the political life" (Lucia Hossu-Longin); "If in movies women are well presented, in round-tables, talk - shows contaminated by MTV, women are either dolls, Jack - a naps, or hooligans, without femininity" (Sorin Rosca Stanescu). At the question "How are perceived these presences by the public?" the interviewed were unanimous to emphasize the lack of models in this period of end of ideologies, "of history" (in Fukuyama's words). At the question "Do you think there is a difference in subject choice determined by gender identity?" the answer was "no" or even: "I think that women are less conformist. They choose hard subjects, risky and spectacular ones; they tend to treat them in a more artistical and nuanced manner. They are perfectionists." (Lucia Hossu-Longin). Discussing "How could TV contribute to improve women's situation in society?" it resulted clearly that journalists have the task to rebuild the status of women, destroyed with other holy sites by Ceausescu. "I think that women themselves through

their own images are rebuilding what they have lost." (Lucia Hossu-Longin). At the question "Do you think that there are fields that should be mainly tackled by women?" the answer was firmly negative. "Women have proved to be perfect in any field. They have an extraordinary energy and flexibility of thinking that align them to any rigors of the new. There is nothing specific, there are only capable and incapable people" (Lucia Hossu-Longin). "Even if there are no discriminations in wages, there is an unwritten tradition in placing women in children and cultural departments and men in economic and political programmes" (Carmen Bendovski). Examining the Romanian's TV attitude towards the woman's situation, the conclusion was the ignorance of the real situation, the lack of concerning in the electronic media and in the print media as well.

Mediatized or not, the most worrying phenomena related to the actual women's condition in Romania were: i) the growing poverty of young women head of monoparental families as well as of aged lonely women; ii) the absenteeism in the public sphere (Carmen Bendovski); iii) the renunciation to a

career ("Too much cooking and too little career. We definitely need more restaurants and cleaning companies" - Sorin Rosca Stanescu). As opinion makers journalists were often asked to express their perception in women's issues (cf. Antoaneta Niculescu in her graduation paper on "The woman in the Romanian public space", 1996). 100 journalists in the Romanian print press - Adevarul, Azi, Cotidianul, Cronica Româna, Curierul National, Evenimentul Zilei, Jurnalul National, România Libera, Tineretul Liber and in the audio-visual press - Antena 1, Pro TV, Tele 7 ABC, TVR, TVR International, Radio Contact, Radio ProFM, Radio Total, Radiodifuziunea Româna, were invited to present their images of the political Romanian women. Men and women (between 25 and 45 years, the others were not "available") consider that women are little implied in the political life (40% of the questioned people agreed that women are very little implied, 28% estimate this phenomenon only as little). Most journalists think that this image is convergent with reality (43%) or partially corresponding to reality (36%).

The actual picture :invisibility, incompetence, inactivity was

explained by the following factors: lack of preparation; lack of time; hostility of the masculine mentality; lack of interest of women themselves; lack of a feminine political tradition (the only model mentioned is the "Iron Lady"); the "Elena Ceausescu syndrome" but as least important.

But for the main deficiencies of the women politicians the lack of courage and autonomy, the dilettantism, the exaggerated modesty and excessive subordination, selfvictimization and lack of solidarity were mentioned by the majority of men and women journalists interviewed.

As a prediction for short time (4 years) neither men nor women journalists did foresee a significant change of this feminine political "activity" (54%); another segment is skeptical (39%) concerning a possible amelioration (25% men and 15% women); very few are optimistic (8% women and 19% men). The change could be produced only by the young generation of women students in political sciences, sociology, communication who could launch the woman politician as a real professional choice, congruent with the democratic Western European models. The Romanian woman condition fits in fact very well

the description of Simone de Beauvoir: "You lock women in the kitchen and the boudoir and you wonder that they have such a limited horizon". All the content analysis of the Romanian print press confirm the visibility of women as actors (editors, even editors in chief, photographers, etc.) but their invisibility as real social identity. We coordinated the monitorizing of three of the most important national newspapers: *Adevarul*, *România Libera*, *Evenimentul Zilei* in october, november and december 1995 (221 newspapers counting 4280 articles: the front page, the last page and the social one). The content analysis proves that as authors of the message 40% of journalists are women and 60% men, but as actors of the news only 12% are women and 88% are men (women being interviewed on crimes, rapes, disasters and men on economy, sport, politics). Out of the 4000 articles only 3% are devoted to typically feminine problems, mostly rape and violence and only 1,5% to women's health, education for women, work conditions for women, unemployment of women). Only one article is dedicated to the problem of women / men equality.

The main tendency is the victimization of women : 22% of

women actors are victims (of rape, natural disasters) and only 8% of the victims are men. The age of the women actors is 18-35 (only young women : cinema, music stars or top models, while men are of all ages and professions).

For 29% of the feminine presences the profession is not mentioned; what counts is the age, name, appearance, marital status. It appears that the written press and the radio create lower satisfaction in representing women issues and experiences (sex, violence, instrumentalization of the body etc.), TV offers better programmes which are dissatisfying at the quantitative level. As in the mediatic universe all seems "déjà dit" (Michèle Mattelart) and the unique criteria is the commercial one, women have to face a multiple handicap:

*consolidation of the statu quo patriarchal "deuxième sexe" position or "majorité silencieuse" in a very traditional society (Ana Blandiana, Doina Cornea are rare exceptions of women in the public sphere); on the other hand women in mass-media have to opt for private life or profession in an out/out dilemma; many women in television are divorced or unmarried);

*continuity of a masculine aggressive, sexist or unidirectional editorial policy (even if the reporters are women, the subjects chosen and presented are for or from "the male gaze");

*underrepresentation at the emitter mediatic level (very few women in creative or high level decision jobs in radio and television);

*underrepresentation at the content level (with one exception: the pornographic and yellow press). On the contrary, career women such as Alina Mungiu, Elena Stefoi, Gabriela Adamesteanu, Daniela Crasnaru pass not very often their message in the media or reflect on the woman condition "on screen";

*"attentisme" or absenteeism of women themselves reluctant to enter in politics or in the public sphere (invisibility syndrome) and reluctance of women journalists to present women issues, principally social ones (unemployment, monoparental families, domestic violence, single old women). It is true that women are very active in NGO's (approximately 40 NGO's for women from girl scouts to women journalists-Ariadna or feminist researchers-Ana); but unfortunately it is also true that no political party had included in its electoral

campaign a special programme for women.

*In this sense women's solidarity and women journalists' activity could slowly erode the dominant stereotypes and clichés and participate to the restructuring of the public sphere, to the equal representation of women in politics and social life (the 222 initiative group composed of women politicians, journalists, educators etc. able and willing to campaign in favor of equal representation of women in the Romanian Parliament).

*If in the Western media we witness the creation of a new feminine personality (ironically sophisticated and anti-stereotype), in the postcommunist countries and media we assist a underrepresentation and underparticipation of women as possible rejection of the unbearable "tractor driver woman" and rejection of all continuity with the communist ideology (which included the rhetorical ideology of women emancipation).

q

BIBLIOGRAPHY

- Bucur, Maria, 1994 "An American Feminist in Romania" in *Social Politics-International Studies in Gender, State & Society* , volume 1, number 22
- Connor, Steven, 1992 - *Postmodernist Culture. An Introduction to Theories of Contemporary*, Oxford U.K. & Cambridge USA, Blackwell
- Creedon, Pamela, 1993 - *Women in Mass Communication*, Newbury Park, London, New Delhi, Sage Publications
- Del Re, Alisa 1994 "Temps de travail salarié et temps de travail de reproduction", conférence donnée à l'Université des Femmes-troisième édition, "Le travail des femmes et l'économie", organisée par l'Unesco, Bucarest, le 3 octobre
- Funk, Nanette 1992 "Feminism East and West" in N. Funk (ed) *Gender Politics and Post - Communism*, New York-London, Routledge
- Gallagher, Margaret, 1993 "Velvet Revolutions, Social Upheaval and Women in European Media" in M. Gallagher (ed) *Women Empowering Communication* published by World Association for Christian Communication Sukhotai Thaammathirat Open University Press
- Galtung, Johan & Vincent, Richard, 1992 *Global Glasnost. Toward a New World Information and Communication Order?*, Cresskill New Jersey, Hampton Press
- Giddens, Anthony, 1994 - *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, California, Stanford Univ. Press
- Goven, Johanna, 1992 "Gender Politics in Hungary: Autonomy and Antifeminism" in N. Funk (ed) *Gender Politics and Post-Communism*
- Hausleitner, Mariana, 1992 *Women in Romania : Before and After the Collapse* in N. Funk (ed) *Gender Politics and Post - Communism*
- Ionescu, Smaranda, 1994 "Some Considerations on the Present Condition of Women in Romania" conference at the UNESCO meeting on "The women's work in the economy", Bucharest, 3 october
- Lull, James, 1995 - *Media, communication, culture. A global approach*, New York, Columbia Univ. Press
- Marga, Andrei, 1994 - *Explorari in actualitate*, Cluj, Apostrof
- Masini, Eleonora, 1993 "Women in Civil Society" in *Media Development* no. 4
- Mattelart, Michèle, 1994 "Women, Media and Power: a time of crisis" in *Media Development* no 2
- Mezei, Smaranda, 1994 "The Status of women in Romania before and after the collapse" conference at the American Cultural Center
- Mihailescu, Vintila et alii, 1992 - *Paysans de l'histoire. Approche ethnologique de la*

culture roumaine, Bucuresti, Dar

The National report on the Condition of Women in Romania prepared for the World Conference of Women in Beijing, 1995

Niculescu Antoaneta, 1996 - The Woman in the Romanian public space, graduation paper

Pasca-Harsanyi, Doina, 1992 "Women in Romania" in N.Funk (ed) Gender Politics and Post-Communism

Petre, Zoe, 1995 - "Promoting women or about the destructuring of the feminine sexe" manuscript; conference delivered at the international summer school for journalists in Eforie, Romania

Predosanu, Gabriela, 1996 - "Forta de munca feminina pe piata muncii - intre aspiratii si nevoi" in Cine suntem noi?, Bucuresti, Anima ("The feminine working force and the labour market in Who are we? - On the identity of women in modern Romania

Proulx, Serge & Laberge Marie France, 1995 - "Vie quotidienne, culture télé et construction de l'identité familiale" in Réseaux 70

Roventa- Frumusani, Daniela, 1995 - " The Woman in Post-communist Society and Media", Global Network no 2

Où va le féminisme québécois ?

PAR SIMONE LANDRY

La fin du féminisme au Québec ? En cette dernière année du millénaire, sommes-nous en train d'assister, au Québec, à la fin de la belle époque du féminisme ? Certains signes pourraient nous amener à le croire. L'industrie de la pornographie est toujours florissante et les boîtes de spectacles dits érotiques, les sections XXX des commerces de location de cassettes vidéos, les peep-shows, les bars avec danseuses nues, font des affaires d'or non seulement dans le centre-ville de Montréal, mais un peu partout sur le territoire québécois. Les vidéoclips présentent des

images réductrices de jeunes femmes vues comme des objets sexuels, à la limite de la pornographie. Une vague de blagues mettant en scène les blondes idiotes se retrouvent sur toutes les lèvres, même sur celles de fillettes de dix ans, pourtant fort intelligentes et blondes comme les blés... On n'entend plus guère de protestations contre ces pratiques auxquelles on semble s'être accommodé. Leur dénonciation ennuie plus qu'elle ne dérange. Et les dénonciatrices sont taxées de radicalisme, d'intolérance ou de manque d'humour ! Il y a quelques mois, une chroniqueuse à la plume alerte,

SIMONE LANDRY est professeure au Département des communications de l'Université du Québec à Montréal

vantant les dessous affriolants d'un quelconque catalogue, invitait les féministes à moustaches à s'abstenir de feuilleter la chose, et ce dans le très sérieux quotidien *Le Devoir*. La violence conjugale et les autres formes de violence faite aux femmes sont toujours florissantes, mais grâce au féminisme des années 1970 et 1980, il existe au Québec un bon réseau de maisons d'hébergement pour les femmes victimes de ces violences. Ce réseau est toutefois sous-financé, en dépit du fait qu'il répond à un besoin extrêmement bien documenté. Divers sondages révèlent en effet « qu'entre 100 000 et 180 000 québécoises de 18 ans et plus sont victimes annuellement de violence conjugale » et que « selon des chiffres recueillis au bureau du coroner, entre 1990 et 1995, 195 femmes furent assassinées par leur conjoint ou leur ex-conjoint, alors que seulement 20 hommes subissaient le même sort entre les mains de leur compagne ou ex-compagne (Tremblay, 1998). Pour plusieurs, toutefois, le problème de la violence conjugale est sans lien avec la situation des femmes dans son ensemble. On encapsule ce problème, on l'isole, pour faire état des énormes progrès accomplis par les femmes dans d'autres sphères de la vie sociale.

Outre la féminisation de certains titres, bien entrée dans les mœurs au Québec - on parle désormais et depuis un bon moment d'écrivaines, de professeures, de chauffeuses d'autobus et l'on n'hésite pas à dire madame la Ministre - la véritable féminisation de la langue très sexiste qu'est le français ne cesse de reculer depuis quelques années. Le masculin générique reprend ses droits dans les écrits et l'on recule devant les doublets qui nous feraient écrire, par exemple que : Les étudiantes et les étudiants se sont réjouis de voir enfin... On écrira plutôt : Les étudiants se sont réjouis..., le bon vieux masculin l'emportant de nouveau sur le féminin. Dernier signe. Dans toutes les universités québécoises, le nombre d'inscriptions aux cours sur les femmes ne cesse de diminuer. Cette baisse significative est fort inquiétante, dans le contexte des compressions et restrictions budgétaires draconiennes qui ont entraîné une diminution des budgets des universités allant jusqu'à 25% et même au-delà. Les universités étant financées en fonction du nombre d'étudiantes et d'étudiants inscrits dans leurs programmes, les programmes et les cours les moins fréquentés risquent fort d'être fermés. L'Institut Simone de Beauvoir

de l'Université Concordia, à Montréal, qui gère les programmes d'études sur les femmes de cette université (women studies) a d'ailleurs été menacé de fermeture l'an dernier. Les concentrations et mineures en études féministes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), gérés par son Institut de recherche et d'études féministes (IREF) se tirent mieux d'affaire, l'UQAM ayant été une pionnière au Québec en ce domaine, avec l'appui et le soutien des autorités universitaires qui y voyaient un créneau novateur. Le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe (GREMF) de l'Université Laval à Québec a vu son budget passer cette année de 40 000\$ à... zéro. Et si dans les bibliothèques universitaires, on trouve d'assez bonne collections d'ouvrages sur les femmes, la banque de documentation informatisée la plus considérable au Québec, à l'UQAM, s'est vu privée de toutes ressources depuis maintenant un an. Sa mise à jour, assurée presque clandestinement depuis ce temps, ne pourra plus l'être désormais. Par ailleurs, on ne trouve plus, en 1999, de section féministe dans les grandes librairies montréalaises où les ouvrages sur les femmes et les ouvrages féministes sont éparpillés dans les collections générales,

devenant ainsi à peu près **i n v i s i b l e s . 1**

Un rapide regard en arrière

ENTRE 1970 et 1990, le féminisme québécois s'est développé tant dans l'ensemble de la société québécoise que dans les universités. Du début des années '70 jusqu'au début des années '80, le mouvement féministe, dans son volet politique, s'est développé à partir entre autres des petits groupes marxistes au sein desquels militaient des femmes que leur réflexion politique amena à prendre conscience de l'oppression spécifique des femmes (Collectif CLIO, 1982; Lamoureux, 1986). Mais cette prise de conscience, d'autres femmes non affiliées à ces groupes, syndicalistes, journalistes, enseignantes, militantes au sein du jeune Parti Québécois et j'en passe, l'ont aussi vécue. Ce fut en effet l'époque de la découverte de l'enfermement passé des femmes dans la sphère domestique, de leur difficulté à sortir des ghettos d'emploi féminin et à avoir accès à l'université et aux professions. Ce fut la découverte aussi de cette gangrène cachée qu'est la violence conjugale. Ce furent les luttes pour l'accès à l'égalité, pour l'avortement libre et gratuit, contre la publicité sexiste et le

sexisme dans les manuels scolaires. Les féministes de cette époque avaient le sentiment de participer à la naissance d'un véritable mouvement social en train de se créer et de s'enraciner dans l'ensemble du monde occidental. Après les Américaines et les Françaises, les Québécoises découvraient Betty Friedan (1963) et Simone de Beauvoir (1949), Kate Millett (1969) et Luce Irigaray (1974). Elles lisaient tout, elles étaient sur tous les fronts, elles avaient le vent dans les voiles. À partir de 1975, leurs revendications et le développement de leur compréhension de la situation des femmes furent soutenues par l'offre des premiers cours universitaires sur la problématique des femmes, par la publication des premiers articles rendant compte des premières recherches menées par des chercheuses féministes. Les universitaires québécoises formaient réseau entre elles et avec leurs collègues d'ailleurs. Les salles de cours étaient bondées d'étudiantes, souvent dans la trentaine ou la quarantaine, entrées dans les universités avec leur soif de connaître, notamment dans les universités de masse comme l'UQAM. Et pourtant, à partir de 1982, dans le contexte du début de la récession économique, les

revendications proprement politiques du mouvement féministe se firent plus discrètes. Ces années ont vu naître un peu partout des pratiques féministes mises en place par des groupes de femmes à vocations multiples, visant à améliorer la situation des femmes dans l'ensemble des sphères de l'activité humaine. Pour certaines, l'institutionnalisation des pratiques féministes et la prise en charge par l'État de la réponse aux revendications des femmes, par voie de législation, de création d'organismes voués à la promotion des femmes, ou de subventions aux regroupements de femmes offrant des services directs aux femmes en situation difficile, a porté une sérieuse atteinte au mouvement en tant que porteur de revendications. Sans inclure dans cette brève rétrospective l'évolution de la société moderne vers le post-modernisme, soulignons que cette grille d'analyse permet de comprendre la fragmentation du mouvement féministe en de multiples cellules aux visées fort différentes, pour ne pas dire divergentes, comme il explique celui des autres grands mouvements politiques qui ont marqué ce siècle². Banalisation des revendications des femmes, absence de figures publiques soutenues par un mouvement social fort

et articulé, naissance d'un discours affirmant timidement d'abord, puis de plus en plus fort, que nous étions entrées dans l'ère du post-féminisme, en somme, les années '80 me semblent marquées par le retour à un confort social apparent, par rapport la question des femmes... (Landry, 1992, p. 2)

En 1990, pourtant, les forces vives du féminisme québécois, un féminisme maintenant idéologiquement plus large, plus ouvert, en même temps que plus diffus, s'allièrent pour souligner le cinquantième anniversaire du droit de vote des femmes au Québec. Un collectif regroupant des représentantes des principales grandes associations de femmes - qu'elles se disent féministes ou non - fut créé dans le but d'organiser un grand colloque à Montréal, une fête-spectacle monstre dans le cadre de ce colloque, de même que des événements dans toutes les régions du Québec. Pour faire état de la situation des groupes de femmes au Québec, une recherche-action sur les pratiques et réflexions de ces groupes fut menée dans le cadre des activités de ce collectif appelé Femmes en tête (Femmes en tête, 1990)³. J'écrivais peu après ces célébrations, précédées d'un

travail intense dans toutes les régions du Québec et plus particulièrement à Montréal : Je dirai donc, d'abord et avant tout, que l'événement Femmes en tête, le forum des « cinquante heures du féminisme », le spectacle « Femmes en tête d'affiche », furent d'intenses manifestations de la solidarité des féministes, de la très grande vitalité du féminisme au Québec. Que c'est de toutes les régions du pays qu'est montée cette grande respiration vivifiante. La belle et chaude fin de semaine du 27 avril 1990 et tous les événements régionaux qui l'on précédée resteront très longtemps gravés dans la mémoire collective des quelque 5 000 femmes qui ont participé au Forum, qui ont chanté, pleuré, ovationné, à l'aréna Maurice-Richard où d'autres femmes sur scène revivaient pour elles la saga de notre droit de vote. (Landry, 1990a, p. 22-23)

Le ton dithyrambique de ces lignes montre bien l'enthousiasme dans lequel furent vécues ces heures, et la certitude que, malgré certaines dissidences et certaines divergences, elles allaient marquer un renouveau du féminisme québécois... Un autre événement, survenu le 6 décembre 1989, avait secoué le Québec

tout entier, projetant les féministes dans un état de choc dont il leur fut difficile de s'extirper. Ce jour-là, un jeune homme armé jusqu'aux dents entra à l'École polytechnique pour y assassiner quatorze jeunes femmes et se suicider ensuite, après avoir hurlé sa haine à l'endroit des féministes, qui, par le fait que leurs revendications avaient permis l'entrée des femmes dans cette école préparant au métier traditionnellement masculin d'ingénieur, l'auraient empêché, lui, d'y accéder. Les réactions dans les médias face à cet événement tragique auront peut-être, paradoxalement, ouvert la porte aux manifestations anti-féministes qui allaient bientôt voir le jour au Québec. Outre les lettres de femmes, féministes ou non, parfois colériques et lourdes de revendications à l'endroit des hommes, mais toujours souffrantes, il y eut aussi des réactions d'hommes, certaines empreintes de culpabilité et de tristesse, d'autres exprimant la compréhension à l'endroit du meurtrier et profitant de l'événement pour dénoncer les prétendus excès du féminisme. Quelques mois plus tard, vers la fin de l'année 1990, un journaliste montréalais, Roch Côté, publiait à compte d'auteur, un petit pamphlet anti-féministe intitulé

Manifeste d'un salaud, où il s'en prenait à plusieurs féministes connues, choisies entres autres parmi celles qui avaient collaboré à un ouvrage collectif publié peu après le massacre de l'École polytechnique (Malette et Chalouh, 1990). Au nombre de ces cibles, Armande Saint-Jean (1990), à laquelle il s'en prenait aussi à partir d'un ouvrage publié en 1983, et moi-même (Landry, 1990b). Cet ouvrage se veut un réquisitoire contre le dogmatisme qui a sans doute marqué le féminisme québécois comme il marque plus ou moins profondément toute idéologie. Le journaliste n'a pas manqué de faire ses choux gras des réactions à chaud des féministes au massacre de Polytechnique, lesquelles ont certes pu manquer parfois de nuances et faire pencher la balance vers des généralisations un peu abusives. Ce qui m'importe ici, c'est le retentissement qu'a connu ce petit livre et la nouvelle légitimité qu'il a pu donner à la parole anti-féministe, tout en jetant le discrédit sur bon nombre de féministes - journalistes, universitaires ou femmes d'action. Cet ouvrage arrivait d'ailleurs sur la place publique à un moment où partout dans le monde occidental, mais surtout aux États-Unis, le féminisme connaissait d'importants reculs. Son suc-

cès me semble s'inscrire dans la foulée de ce ressac anti-féministe et lui avoir donné une voix au Québec.

L'anti-féminisme de la droite américaine

C'EST dès 1980 que l'extrême-droite américaine défendit au sein du Parti Républicain un programme visant explicitement à revenir sur tous les gains obtenus par les femmes dans les décennies précédentes, par le retrait des lois adoptées par le Congrès au fil des ans (Faludi, 1991). Ainsi voulait-on : éliminer les lois relatives aux droits égaux en matière d'éducation; interdire les activités sportives ou parascolaires mixtes; introduire obligatoirement dans l'enseignement s'adressant aux filles l'idée selon laquelle les carrières qui conviennent le mieux aux femmes sont le mariage et la maternité; priver de financement public les écoles dont les manuels montraient l'image de femmes occupant des métiers non traditionnels; rappeler toute les lois assurant la protection des femmes battues contre leurs conjoints violents; introduire des mesures fiscales visant l'augmentation de la natalité et le maintien des femmes au

foyer; interdire totalement l'avortement, même si la vie de la mère est menacée; censurer l'information relative à la contraception avant le mariage; révoquer toutes les lois sur l'équité salariale, de même que les autres lois visant l'égalité entre homme et femmes. Bien sûr, l'ensemble de ces mesures n'a pas vu le jour. Mais les années Reagan aux Etats-Unis, tout comme les années Thatcher en Grande-Bretagne, ont marqué un incontestable recul non seulement pour la démocratie, mais pour tous les mouvements de promotion des droits des groupes minoritaires et des droits du groupe majoritaire socialement et politiquement minorisé que constituent les femmes. En France, le mouvement féministe avait éclaté plus tôt, entre autres sous le poids de ses propres contradictions internes, ce qui n'a toutefois pas empêché la réflexion féministe de se poursuivre.

L'éclatement du féminisme et ses conséquences

CETTE contestation du féminisme, de même que l'éclatement des pratiques féministes que nous évoquons plus haut, ne sont pas sans conséquences. Pour maintenir vivante et active la réflexion féministe, l'articulation avec

un mouvement au moins relativement unifié, porteur de pratiques politiques et sociales, me paraît toujours essentiel. Essentielle aussi, la participation des jeunes à la construction d'un tel mouvement, à son évolution. Or les jeunes se méfient du féminisme, le perçoivent avant tout comme une position idéologique radicale, dirigée contre les hommes. Si la propagande des médias, dénoncée par Faludi (1991), semble avoir porté fruit, il faut dire aussi que le féminisme est peut-être la première victime de sa réussite. Les jeunes femmes aujourd'hui ont le sentiment que tout est acquis, qu'elles ont les mêmes droits et les mêmes possibilités que les jeunes hommes, et que, si quelque difficulté devait survenir, les ressources sont là pour les soutenir⁴. Leurs succès scolaires sont supérieurs à ceux de leurs copains, de même que leur persévérance aux études, de sorte qu'elles sont maintenant plus nombreuses qu'eux dans les programmes de premier cycle à l'université. L'avortement leur est facilement accessible, advenant l'échec de la contraception également très accessible, et elles le vivent généralement sans culpabilité. Leurs emplois sont précaires, mais ils le sont aussi pour les jeunes hommes. À l'âge où l'amour occupe une place centrale dans leur vie, elles ferment un peu les yeux sur la violence conjugale et sur la pornographie. Certaines gagnent leurs

études comme danseuses nues et n'y voient aucun problème.

La publicité étant moins sexiste ou plus subtile qu'autrefois et la société dans son ensemble beaucoup plus tolérante en ce qui a trait au vêtement et plus particulièrement au caractère sexy des vêtements féminins portés par les adolescentes et les très jeunes filles, les jeunes baignent dans un environnement où prévalent des normes très permissives en ce qui a trait à la représentation du corps et de la sexualité. Elles auraient du mal à comprendre un discours qui leur dirait que ces vêtements les présentent avant tout comme des objets sexuels : elle se veulent seulement jolies et attrayantes et ne font pas le lien entre la contrainte à la minceur, l'anorexie et la boulimie qui peuvent en découler, et leur condition de femmes. Se dire féministe, dans un tel contexte, c'est choisir une forme de marginalité, tout en effarouchant les jeunes gens autour de soi. Quant aux jeunes hommes, fort rares, qui ont des sympathies féministes, ils font un peu figure de traîtres aux yeux de leurs copains. Le discours féministe est devenu presque impossible chez les jeunes...

Et l'avenir, alors ?

L'ÉGALITÉ réelle des femmes n'est pas acquise. Même ici au Québec, où les progrès

au cours des trente dernières années ont été tout à fait remarquables. Et je suis de celles qui pensent que le féminisme demeurera nécessaire, sur toute la planète, tant que l'égalité de fait entre hommes et femmes ne sera pas advenue. L'intégration des femmes à la vie de la cité ne sera accomplie que si chacune d'entre elles, en tant que citoyenne est entendue à l'égal de n'importe quel autre citoyen, ce qui signifie que les femmes échappent tout autant que les hommes à leur unique inscription dans la différence sexuelle pour voir s'ouvrir devant elles l'horizon de l'universel. (de Sève, 1999, p.182)

Le féminisme au Québec, mais aussi dans l'ensemble du monde occidental, connaît une période de ressac. Pour combien de temps, nul ne le sait. Au détour de l'économisme qui sévit actuellement et qui arrivera sans doute un jour au bout de sa logique mortifère, peut-être les idéologies plus humanistes mises en veilleuses pendant de trop nombreuses années renaîtront-elles, différentes, adaptées à l'état du monde tel que nous l'auront laissé les prédatrices néo-libérales si dangereuses pour la survie même de la planète. Le féminisme pourra alors lui aussi sortir de l'ombre et apporter sa

contribution aux nouvelles orientations qui devront être prises.

q

BIBLIOGRAPHIE

Beauvoir, Simone de (1949). *Le deuxième sexe*. Paris, Gallimard.

Collectif Clio (1982). *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Quinze.

Côté, Roch (1990). *Manifeste d'un salaud*, Montréal, Éd. du Portique.

De Sève, Micheline (1999). « Les féministes québécoises et leur identité civique, » dans Diane Lamoureux, Chantal Maillé et Micheline de Sève (dir.), *Malaises identitaires. Échanges féministes autour d'un Québec incertain*, Montréal, Éd. du remue-ménage, p. 167-184.

Faludi, Susan (1991). *Backlash : The Undeclared War Against American Women*, New York, Crown Publishers.

Femmes en tête (1990). *De travail et d'espoir : des groupes de femmes racontent le féminisme*, Montréal, Éd. du remue-ménage.

Friedan, Betty (1963). *The Feminine Mystique*, New York, Norton.

Irigaray, Luce (1974). *Speculum de l'autre femme*. Paris, Éd. de minuit.

Lamoureux, Diane (1986). *Fragments et collages : essai sur le féminisme québécois des années 70*, Montréal, Éd. du remue-ménage.

Landry, Simone (1990a). « De Forum en Sommet: les grandes pratiques féministes de 1990 », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 3, no 2, p. 21-32.

Landry, Simone (1990b). « La violence, la peur et le féminisme : fragments d'une réflexion » dans Louise Malette et Marie Chalouh (dir.), *Polytechnique*, 6 décembre, Montréal, Éd. du remue-ménage, p. 123-129

Landry, Simone (1992). « La perception du féminisme dans la société québécoise », notes pour une conférence au Conseil du Statut de la Femme du Québec, texte non publié.

Malette, Louise et Chalouh, Marie (dir.) (1990). Polytechnique, 6 décembre, Montréal, Éd. du remue-ménage.

Millett, Kate (1969). *Sexual politics*, New York, Avon, 1971.

Ransom, Janet (1993). « Feminism, difference and discourse : The limits of discursive analysis for feminism » dans Caroline Ramazanoglu (dir.), *Up Against Foucault : Explorations of some tensions between Foucault and feminism*, London et New York, Routledge, p. 123-146.

Saint-Jean, Armande (1990). « L'enterrement de la parole des femmes : une analyse de l'attitude des médias » dans Louise Malette et Marie Chalouh (dir.), Polytechnique, 6 décembre, Montréal, Éd. du remue-ménage, p. 57-62.

Tremblay, Odile (1998). « Drames familiaux : l'âme du crime », *Le Devoir*, 27 octobre 1998.

NOTES

1 Les informations rapportées ici relativement à la situation des études féministes dans les universités québécoises ont été glanées au fil des communications présentées dans le cadre du colloque *Les femmes et la crise des universités*, tenue à Ottawa le 10 mai 1999, dans le cadre du 67^e Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). Ce colloque était présidé par Lori Saint-Martin, professeure à l'UQAM.

2 Postmodernism offers an account of social reality in which the foci of political concern are conceived as fragmented, limitless and disparate, and no particular struggle is conceived as necessarily central. (...) So it is that feminism, or feminisms, might be seen as part of this more general fragmentation, part of a loosely connected range of alternative voices drawing on a plurality of resources in the unanchored reality that is contemporary life. (Ransom, 1993, p.124)

3 J'ai assumé la direction académique de ce projet de recherche-action, Lyne Kurtrzman en assumant la direction administrative. Par décision du collectif qui encadrait la recherche, il fut décidé que l'auteur collectif de l'ouvrage serait Femmes en tête, plutôt que les principales artisanes de la recherche-action et de l'ouvrage qui en rend compte.

4 J'ai redonné, à la session d'hiver 1999, un cours d'introduction psychosociologique

à la problématique des femmes et du féminisme, que je n'avais pas donné depuis 1990. Les travaux de mes étudiantes dans la jeune vingtaine, et mes échanges avec elles et avec les trois jeunes hommes qui ont aussi suivi ce cours ont inspiré les observations qui suivent.

Diana

et la globalisation de l'émotion

PAR GINA STOICIU

“Comme les empereurs, les stars ont deux vies. Une pour la vie, une pour la mort. Diana a commencé sa deuxième vie.”

Pour vous, qu'est-ce que Lady Di représente ? C'est fort probable que des gens du monde entier soient prêts à jouer ce jeu de l'identification. Ci et là, ils l'ont par ailleurs déjà fait, à l'occasion des différentes enquêtes. Et qu'est-ce qu'ils ont répondu ? Parmi d'autres... elle est princesse du cœur, elle est l'amour, elle est victime des méchants, elle est une tendre mère, elle est fille timide et innocente, elle est altesse

soumise et affranchie, elle est belle, elle est jeune, elle est ombre et lumière, elle est vraie, frémissante, elle est un exemple... Mais un exemple de quoi ? Icône moderne qui se nourrit de notre propre imaginaire, Lady Di, figure universelle qui incarne la souffrance du monde moderne a provoqué un étrange besoin de remise en question identitaire et d'émotion. La princesse est dorénavant devenu un cas d'école; le cas Diana est étudié dans les facultés de Berlin, Paris, Londres et d'ailleurs, afin de porter un regard scientifique sur ce phénomène émotionnel collectif,

GINA STOICIU est professeure au Département de Communications de l'Université du Québec à Montréal

provoqué par la mort soudaine de la princesse. La DIANA-MANIE, syndrome d'une étrange maladie a saisi la planète depuis le 30 août 1997... Dans cette première partie de la réflexion on s'interroge sur la médiatisation des funérailles de la princesse, qui furent en effet le déclencheur de cette idolatrie.

Entre le 30 août et le 6 septembre, la couverture médiatique est accaparée par l'accident de la route et la mort de Lady Diana; une semaine durant, le monde entier, captif de l'événement, participe à ces funérailles, livrées en quelque sorte "à domicile". Les médias se font médiateurs d'une communication dans le deuil; deux millions de spectateurs sur le passage du cortège à Londres et deux milliards et demi de téléspectateurs en direct. La station BBC, qui a le monopole de la transmission des funérailles, réussit un véritable coup d'État dans cet exploit inédit d'un émoi intense et passionné. Passionné si, toutefois selon un certain ordre mondial de communion. En premier lieu, ce sont les Britanniques (toutes races, confessions, modes et professions confondues) qui sont en larmes et en deuil. Ils sont suivis par le Canada anglais, l'Australie, l'Inde et d'autres satellites de l'ancien empire colonial

anglais. Enfin, les autres pays, plus ou moins anglophones, plus ou moins monarchiques, se laissent contaminés par l'émotion planétaire. La planète entière vit un moment de deuil, une procession dont la mise en scène est signée par le maître suprême de cérémonie : la télévision. Il convient de rappeler tout de suite que le premier grand spectacle télévisé au monde avait été le couronnement de la reine d'Angleterre, en 1952 ; dans la logique des megaévénements mondains, il fut suivi du télé-mariage du prince de Galles, Charles avec Lady Diana Spencer, en 1981. La construction dramatique des funérailles de Lady Di plonge les téléspectateurs dans une atmosphère contaminatrice de tragédie, à la fois moderne, hollywoodienne et ancienne grecque. Les Euménides, ces divinités grecques qui annonçaient les catastrophes sont remplacées par les sondages, de véritables divinités modernes dans la cité, énonciatives du bonheur et du malheur collectif. Il faut dire aussi que les temps sont durs et que le contexte est, en quelque sorte, aux funérailles. La mort tragique de la princesse n'a été que la pluie qui a fait éclater la semence. Quoi de plus symbolique que le triomphe de l'émoi collectif dans un contexte où néolibéralisme rime avec chômage

et précarité et liberté avec isolement et individualisme. Que de plus humain et de solennellement fraternel que de ressusciter, par les fresques télévisuelles, les thèmes universels de l'amour, de la trahison, du bonheur, du malheur et de l'espoir dans un monde où les discours prennent une couleur affreusement affairiste et financière.

En l'absence d'une pensée éthique, on a besoin, au moins, d'une émotion éthique; en l'absence d'une croyance religieuse qui convie à la fraternité, on a besoin, au moins, d'une religiosité affective. Ainsi, journalistes et spectateurs entrent dans ce jeu symétrique de victimes consentantes où chacun de son côté accentue la dramatisation de l'événement et de l'effervescence mythologique. Une semaine durant, les médias nous ont envoyé, par cette narrativité sur nous-mêmes, une image de socialité polymorphe, de communion dans la souffrance et de vitalisme collectif renforcé par l'identification collective au personnage de Diana. Ce fut un événement médiatique suprême où la réalité parut moins vigoureuse que l'image. La théâtralité qui a entouré la ritualisation médiatique de la mort de la princesse Diana, et qui a, en quelque sorte, exorcisé les

frayeurs quotidiennes, était enflammée par des mots magiques: le Bien, le Mal, les Justes, les Méchants; les attentes collectives étaient tournées vers la recherche d'un esthétisme existentiel et d'une éthique personnelle. Disons que l'effervescence mythologique ressurgie dans cette communion émotionnelle autour de la légende de Lady Di, a constitué une excellente drogue pour calmer nos angoisses collectives.

Si on regarde la ritualisation médiatique des funérailles de la princesse selon une perspective de rituel de passage, trois séquences symboliques nous semblent significatives quant à la manière de la reconstruction dramatique de cet événement: l'accident (la rupture et le début du deuil), les préparatifs des funérailles (la séparation du passé par un intervalle de réflexion collective) et l'héritage (l'image probable et souhaitée de l'après-Diana).

La mort d'une princesse-star

ON ne le dit jamais assez, la mort de plus de 10 000 personnes est une statistique, la mort d'une centaine de personnes est une catastrophe. Par contre, la mort d'une ou deux personnes est une tragédie parce que la mort prend un nom et un visage et

elle évoque un destin individuel. La mort de la princesse Diana, de son fiancé Dody-al-Fayed (du chauffeur aussi, mais comment s'appelait-il donc, avait-il une famille?) a été une tragédie moderne; comme disait si bien un journaliste, par une seule plume valide qui n'ait versé une larme sur ce destin aussi inédit que tragique. Les transpositions effectuées par les différentes plumes rendent apparentes les principes qui gouvernent la vie collective, les débats et les conflits qu'elle engendre: telle association de femmes avait exprimé l'idée que la princesse aura joué le rôle d'une Emma Bovary moderne et ses amours du dernier été auront reçu le même accueil que le roman de Flaubert il y a un siècle et pour les mêmes raisons: les maours d'une femme passionnée, d'une mère qui recherche l'amour mais qui adore ses enfants. D'autres ont vu en elle une Dame aux camélias à laquelle on pardonne ses écarts de conduite parce qu'elle a beaucoup aimé et beaucoup souffert. Les transpositions de la conspiration diabolique n'ont pas raté leur coup: c'était un crime raciste pour empêcher un ressortissant arabe de se marier avec une princesse anglaise, déclarait en tout sérénité Kadhafi, le leader de la Lybie. Selon une agence officielle égyptienne, le scénario des

événements et l'attaque raciste barbare qui ont précédé l'accident suggèrent qu'il pourrait s'agir d'un complot. Enfin, selon un quotidien irakien dirigé par le fils aîné de Saddam Hussein, Diana et son compagnon avaient été liquidés par les espions britanniques parce que Diana s'était trop aventurée dans l'arène politique.

Mais la plupart des plumes ont vu en Diana le destin d'une princesse qui avait choisi de faire le métier de star. On compare soudainement Diana à John Kennedy, à Marilyn Monroe, à James Dean, à Grace Kelly, à John Lennon; victimes du star-system, elle a vécu sa vie comme "une bougie dans le vent" et, comme toutes les stars, elle en a succombé. Tout comme JFK, MM, James, Grace et John, Diana était dotée d'un magnetisme hors du commun. Tout comme eux, jeune, riche et célèbre, elle était devenue un bien public et la mort l'a conférée véritable légende vivante. Comme le déclarait le comte Spencer, le frère de la défunte, Diana, la déesse de la chasse, a été elle-même pourchassée...

Les préparatifs des obsèques : la séparation

PENDANT la semaine des préparatifs, il n'y avait plus, nous raconte Paris-Match, une

seule fleur à Londres; elles étaient toutes devant les palaces, Kensington et Buckingham, pour prouver l'amour d'un peuple uni dans la douleur (pour une fois, le Royaume-Uni méritait son nom...). Cet océan de fleurs était le message que le peuple envoyait à la famille royale; la vraie reine du peuple était *Diane of Love*. Le peuple préférait, à la reine du devoir, une reine de charme. Les médias n'ont pas cessé d'alimenter cette théâtralité de la rupture entre le peuple et la famille royale dans ce moment de deuil. D'une part, le deuil passionné d'un peuple uni dans, et par, la souffrance et animé par un vitalisme collectif renouvelé à chaque jour; d'autre part, une famille royale enfermée dans l'isolement et le silence. Comme dans un moment de crise qui révèle des enjeux cachés, la reine du devoir, Son Altesse Elisabeth II, s'adresse à la nation par la télévision (elle n'avait pas parlé du devant la scène depuis la guerre du Golfe). Elle évoque cet être unique qui fut l'épouse de son fils, en ajoutant que des leçons doivent être tirées de ce qui s'est passé.

Le recueillement collectif devant les palaces et l'océan de fleurs a fait émerger une riche mythologie quant à la disparue; une princesse rebelle, une reine de

cœurs, une princesse de la douleur, une ambasadrice de l'humanitaire, une consolatrice des affligés. Avec beaucoup de flair médiatique, le Premier ministre britannique, Tony Blair, avait lui-même lancé l'idée que Diana avait choisi d'être une "princesse du peuple" (lire princesse pour s'occuper du peuple), message de plus symbolique pour une bonne cohabitation entre la monarchie et le nouveau gouvernement travailliste.

L'effervescence mythologique liée à cette séquence de ritualisation médiatique prend une allure d'évocation d'une présence palpable, d'une véritable force vibrante, d'une Diana vivante. Elle <<est>> (comme si un miracle était encore possible) cette femme libre et moderne. Elle sculpte son corps, elle a le mal de vivre de sa génération; elle en est un emblème. Elle craque, rit, pleure, souffre le désastre conjugal et connaît la boulimie et l'anorexie, surtout la boulimie de la vie. Face à un époux rigide, sceptique et réservé, elle est une femme démocratique, gaie et espiègle. Figure emblématique, elle est aristo et riche mais elle troque Kensington pour Hollywood, le charme des princes pour celui des stars, la rigidité du protocole monarchique pour le goût de l'indiscrétion. Elle a un côté

sombre et un côté lumineux; elle est triste mais drôle; elle est compliquée mais naïve; elle est une bonne mère mais une femme divorcée qui cherche une nouvelle vie sentimentale. C'est probablement à ce moment que bon nombre d'entre nous se reconnaissent dans Diana. La raison de cette identification est avant tout liée à la nouvelle morale occidentale que Diana représente. Elle avait concilié trois amours inconcevables et inconciliables auparavant: l'amour maternel durable, l'amour sentimental électif et l'amour fragile pour le prochain. La présence attentionnée de Charles auprès des enfants, Harry et William, était en effet l'image de la permanence du couple parental au delà de la séparation du couple conjugal.

On se reconnaît aussi dans l'altruisme de la princesse envers les faibles, un altruisme-compassion, un altruisme électif et affectif. Il est à l'image de la charité moderne; on donne sans rien perdre; on accorde, le temps d'un instant fragile, un regard attentionné à une âme abîmée. Pour le reste, c'est le principe de la "main invisible" qui se charge de maintenir le système en place. Chacun pour soi et de temps à autre un regard autrui; voilà une morale qui traduit bien cette charité émancipée du

collectif, ce désengagement du social et de l'assistance publique d'un État de moins en moins providence, de moins en moins présent dans des batailles collectives. Comment alors ne pas commettre l'identification et ne pas être en deuil devant cette "icône", symbole de notre propre vie et image de notre propre moralité? Comment alors ne pas souffrir devant cette démonstration du danger encouru par un tel modèle de vie?

Les obsèques, l'héritage et l'avenir...

LES obsèques ont lieu un samedi pour que le peuple travailleur et travailliste puisse y participer; c'est une journée ensolleillée, pleine d'ombres et de lumière. Ces obsèques prennent l'allure d'un couronnement post-mortem. La princesse, dit-on, aurait porté un coup spectaculaire à une monarchie qui ne survit que grâce au poids de la tradition mais qui pouvait néanmoins résister grâce au renouvellement. Une princesse légitime parce que sa légitimité tient au mérite, en plus de ses signes de naissance. Après avoir insisté sur le statut de princesse-star lors de sa mort, sur le statut de femme moderne et de princesse

du peuple pendant les préparatifs des obsèques, les médias projettent, lors de la cérémonie du cortège, l'image d'un héros perturbateur, d'un prophète et d'un guide de la nation.

On voit en William, son fils aîné, le futur monarque, l'image de la réincarnation de la princesse. Il ressemble étrangement à sa mère, il capte la lumière et le charme; il saura certainement valoriser l'héritage républicain légué par sa mère. Elle avait su apprendre aux jeunes princes la vie de tous les jours: faire la queue dans les magasins, suivre des cours dans une école publique mais huppée, s'habiller en jeans et en casquette, aller au cinéma ou encore, manger des hamburgers. En suivant cette voie, montrée par la mère-guide, il devra un jour instaurer une monarchie du peuple (monarchie toutefois) et se comporter en roi-citoyen. Ou tout au moins devenir la vedette remplaçante dans un futur roman-photos.

Les obsèques de la princesse annoncent en quelque sorte l'image de l'après-Diana. Le peuple a voulu des obsèques nationales; à force d'insister, il les a obtenues. Le peuple a voulu que la famille royale descende dans la rue; en transgressant la tradition ances-

trale, la famille royale se mêle à la foule devant les palaces. Au mât de Buckingham sera hissé et mis en berne, à la place de l'étendard de la famille royale celui du peuple, l'Union Jack.

Dans l'abbaye de Westminster, lieu chargé de souvenirs de l'histoire collective, une cérémonie exceptionnelle a lieu en l'honneur d'un être exceptionnel. Parmi les 1900 invités, ministres, têtes couronnées, acteurs d'hollywood, aristocrates de l'argent et hommes d'affaires se côtoient dans un rassemblement qui exhibe l'ordre social, pour rappeler en cette circonstance, les divers statuts sociaux en vogue ainsi que les hiérarchies qu'ils régissent. La cérémonie de l'abbaye de Westminster, suivie à l'extérieur par le peuple via un écran géant, est un mélange de tradition et de modernisme. Le chœur entonne des versets d'évangile tirés du livre des prières anglicanes, versets lus à toutes les funérailles royales en Angleterre. Les sœurs de la princesse récitent des poèmes chers à la disparue. Le frère de la princesse, le comte Spencer, et chef d'une famille des plus anciennes d'Angleterre, fait, du haut de la chaire, l'éloge de sa sœur et une philippique à la méchante presse et à la rigoureuse famille royale. De surcroît, il s'engage à trans-

mettre les valeurs de sa lignée à William et Harry qui ne sont pas que des princes appartenant à la monarchie mais également les enfants de Diana, la femme moderne et émancipée. Finalement, c'est la prestation de la pop star Elton John qui semble bouleverser complètement la cérémonie mi-traditionnelle, mi-moderne. Avec la chanson dédiée à Diana: "Tu as vécu comme une bougie dans le vent", il trouve l'expression apte à rassembler l'émotion collective. Les Saturnales transforment ainsi la subversion cérémoniale en une autre forme de retour à l'ordre. En véritable héros-perturbateur, Diana a, semble-t-il, déclenché aussi une tourmente dans le monde des médias; incriminés d'avoir déclenché la roue de l'épisode tragique, ils font publiquement leur mea-culpa. Même si l'examen de conscience sera vite oublié (la logique marchande oblige), il aura été un moment de remise en question d'un voyeurisme trop enthousiaste des médias qui, grâce aux nouveaux moyens technologiques, se prêtaient à l'orgie d'intrusion dans la vie privée.

Les funérailles de la princesse Diana ont constitué un moment de plus où fiction et mythologie ont pris le pas sur la réalité, où la vérité n'a été que cette vision de l'actualité construite et

déduite des arcanes de l'imaginaire collectif. Maîtres de cérémonie, les médias qui plaquent tout un imaginaire sur la réalité ne dramatisent que pour mener au rétablissement de l'ordre. Avec une narration qui tire ses effets d'un mixage du réel et de la fiction, ils ont réussi à canaliser une sorte de fureur à laquelle le peuple s'abandonne dans le désordre affectif pour mieux revenir à l'ordre social, par ce moment d'identification collective. La ritualisation médiatique de la mort de la princesse a laissé surgir les colères, les peurs et les angoisses collectives; elle aura servi de contestation populaire dramatisée et ainsi de libératrice festive d'énergies. Les mythes, et les fresques médiatiques ne sont que des miroirs de nos propres angoisses collectives. Qui va remplacer Lady Di dans cette logique d'accoutumance? Pour l'instant la DIANAMANIE semble avoir encore long feu.

q

Le téléroman québécois*

PAR ROGER DE LA GARDE

PLUSIEURS sociologues s'intéressent aux mass médias pour des raisons évidentes, presque banales : ils constituent un fait social incontournable de la société dite moderne. Certains ajouteront qu'ils sont les précurseurs de la post-modernité et les fossoyeurs de la modernité. D'autre, et j'en suis, s'intéressent aux usages qu'en font les sociétés particulières. Par exemple, pourquoi voit-on apparaître dans la foulée du développement des médias une nouvelle faction de l'intelligentsia (journalistes, animateurs vedettes, dramaturges)? Pourquoi a-t-on confié aux médias des mandats aussi larges (éducation, culture, divertissement,

information, industrie) et lequel est principe de hiérarchisation? Plus largement encore à qui, de l'espace public ou privé, l'usage des médias est-il le plus redevable? Autant de questions qui demeurent, qui s'alimentent mutuellement et qui ne peuvent être tranchées de façon nette.

Selon moi c'est à travers une production "représentative", une oeuvre médiatique particulière, qui peuvent être abordées ces questions. Parce que les médias jouent un rôle éducatif et divertissant, économique et culturel, public et privé, les oeuvres qui sont populaires risquent de porter, à la fois et à degrés divers, toutes ces

ROGERDELA GARDE
est professeur
au Département
d'Information et
Communication de
l'Université de
Laval (Canada)

dimensions. C'est pourquoi je m'intéresse à une oeuvre des plus populaires, produite par une média don't l'usage par les acteurs sociaux et les citoyens "privés" est quotidien : le téléroman.

Le monde en bulles de savon

PENDANT les années 1930 et 1980, les radiodiffuseurs états-uniens (radio et télévision) ont diffusé pendant le jour près de 100.000 heures de production sérielle (les *soap operas*), soit près de 2.000 heures par an ou 5,5 heures par jour. Quelque 200 univers fictifs, ou *communities*, et leurs innombrables habitants (*residents*) se sont partagé ces heures d'antenne pour s'introduire dans l'univers quotidiens de plusieurs dizaines, sinon de centaines, de millions de Nord-Américains¹. La popularité de ce genre naratif se laisse deviner quand on se rappelle qu'en 1941 il remplissent 90 pour cent de la programmation radiophoniques diurne et qu'au tournant des années 1980, il représentait un sixième de profits des trois grand réseaux de télévision privés aux États-Unis. Il n'est pas inhabituel de voir un soap fêter ses 20, 25 ou 30 années d'existence, souvent en présence des comédiens et commédiennes de la première heure toujours à l'oeuvre, ce qui signifie,

au bas mot, qu'entre 5.000 et 8.000 épisodes d'une demi-heure ont été écrits, dirigés, réalisés et diffusés pour chaque série (Allen 1985 : 3).

Au Québec, un premier bilan comparable est disponible (Croteau, 1993) et nous commençons à mieux cerner les dimensions de ce corpus qui constitue la production/consommation téléromanesque au Québec : plus de 600 titres de 1952 à 1992. L'une des toutes premières analyses des téléromans québécois, et encore aujourd'hui la plus complète, porte sur un corpus de 56 titres diffusés, entre 1952 et 1977, par l'un des quatre réseaux de langues française au Québec, la Société Radio - Canada (secteur public)², et qui représente "près de 200.000 pages de texte de fiction" (Eddie, 1985:4).

Le téléroman est un descendant en ligne directe du roman-feuilleton, "ces récits de fiction originaux à suivre au jour le jour " publiés dans les journaux populaires au milieu du XIXe siècle afin de fidéliser, et d'accroître, leur lectorat. Aussi est-il fort intéressant de noter que les premiers téléromanciers québécois (Françoise Loranger, Jean Desprez, Jean Filiatrault, Germaine Guèvremont et Claude Jasmin) ont également

publié des romans - feuilletons dans la presse populaire et "qu'un des deux téléromans qui furent des adaptations de textes non-québécois, Monsieur Lecoq d'Émile Gaboriau, adapté par [le Québécois] Jean-Louis Roux et diffusé en trente-cinq épisodes en 1964-65, fut d'abord le feuilleton qui, en 1869, avait monté le tirage du Petit Journal parisien". (Eddie, 1985 17-18)

Au Québec le téléroman est né un an après la télévision, contre la volonté ferme de la direction générale. Comme nous le rappelle Christine Eddie (1985), "avant l'inauguration de CBFT [première station de télévision au Canada] [...] l'idée même de produire des téléromans avait été carrément évincée" (p. 14). Et de citer le premier directeur général : "Nous avons étudié les émissions qui étaient présentées alors en Europe et aux États-Unis, et nous avons trouvé, à notre grand désarroi, que nos amis les Américains s'approprièrent à produire des romans-fleuves qui seraient une sorte de compromis entre le *roman-savon* de la radio et les films que le cinéma nous montrait par tranches il y a plusieurs années. Que le ciel nous en préserve, disions-nous. Nous n'avions pas prévu que les romans épisodiques allaient devenir les pièces de résistance de la télévision d'expression

française". Les premiers téléromans seront commandités par l'entreprise privée (Imperial Tobacco et la compagnie pétrochimique CIL) et diffusés au réseau public. Notons toutefois que le téléroman québécois et la série états-unienne (roman-fleuve ou saga) se situent à l'intersection de deux autres productions sérielles qui influenceront chacune à leur manière : le radiroman et les *movie serials* une oeuvre cinématographique présentée en 15 tranches hebdomadaires de courte durée et dont les plus mémorables ont pour héros Pearl White, Dick Tracy et Superman.

Les années 1934 - 1935 marquent la naissance du radiroman québécois. La première grande oeuvre radiomanesque, *Rue Principale*, diffusée en 1937, durera 22 ans "au rythme d'un quart d'heure quotidien, du lundi au vendredi" (Eddie, 1985: 18). Le succès de ce roman-feuilleton des ondes est immédiat et on estime à près de 258 000 pages de texte le corpus de ce genre radiophonique, entre 1930-1970, sous la plume d'une trentaine d'auteurs et à une époque où "la littérature québécoise se cherche encore".

L'arrivée de la télévision en 1952 et du premier téléroman en 1953 marque le retour du

roman-feuilleton selon la terminologie de MacLuhan (McLuhan, 1977) dans un environnement médiatique "chaud" (*hot*). Né d'un média qui privilégie l'oeil et la perspective linéaire (la presse écrite), le roman-feuilleton bénéficie de l'environnement cool de la radio pour susciter, grâce à la "cécité" de l'auditeur, une plus grande participation de sa part à la création de l'oeuvre qui est alors diffusée en direct. La trame des récits devient sonore. C'est la parole qui remplace l'écrit et qui sert maintenant de guide à travers le labyrinthe des intrigues. Or la parole est magique en ce sens qu'elle montre au lieu de démontrer, suggère plutôt que par ligne droite, en aller-retour, en parallèle ou par angles croisés. De plus le radiroman transforme l'acte solitaire de lecture en un acte communautaire d'écoute en raison du contexte familial de réception des contenus radiophoniques diffusées en soirée.

Au moment où est né le radiroman le coût de l'appareil, la structure de famille nucléaire et le "tissu social" - la reconstitution du sentiment communautaire villageois dans les confins du quartier urbain - font en sorte que l'écoute devient, à la fois, texte et contexte (Filion, 1993 : 112 ss.). On se réunit autour

l'appareil familial pour écouter le texte diffusé et les commentaires, qui précèdent et suivent l'écoute, enrichissent ce premier texte uniforme en créant un texte nouveau, unique, collectif et inséparable de son contexte de réception. Le phénomène de la fidélisation dépend moins de la seule qualité du texte produit (énoncé) et de sa richesse polysémique que de travail d'adaptation, d'invention et de sustentation qu'ajoutent les auditeurs lorsqu'il resituent l'épisode dans sa trame générale de narration et en essaient, en devenant eux-mêmes narrateurs, de prévoir quelle "tournure" ou détour tel ou tel récit.

Avec l'apparition du média télévision le roman - feuilleton effectuera un retour à un environnement technologique "chaud" où domine le visuel (l'oeil). Ce n'est pas un retour en arrière mais un bond en avant, car le domaine du visuel, et de l'écrit sera "contaminé" par l'oral au point où il est tout à fait légitime de prétendre, comme le fait Florence Dupont, que le feuilleton télévision relève de la culture orale (oralité) et non de la culture écrite (Dupont, 1991).

La télévision renvoie donc à une autre mémoire, la mémoire vive, et situe du côté de la "lecture" et non de l'écriture

l'énonciation, c'est - à - dire cette dimension symbolique "attachée à toute action humaine". Le séjour relativement court du roman - feuilleton dans les studios du son, à l'époque de la diffusion radiophonique en direct, a eu pour conséquence de l'extraire de son habitat "naturel", celui de l'écriture-lecture, pour le plonger dans l'oralité, dans cette culture où le "sens de l'énonciation ne peut être déduit de celui de l'énoncé [mais] qu'il faut pour le retrouver passer dans le contexte dans lequel l'énoncé est produit et reçu renvoient chacun à un "contexte culturel spécifique" dans lequel se retrouvent producteur, créateur et téléspectateur. Nous touchons là un élément fondamental du feuilleton télévisuel en général et du téléroman québécois en particulier. La télévision et plus spécifiquement le téléroman, sont devenus un lieu public où le sens ne serait pas réifié pour être transmis d'un centre à la périphérie mais où le sens se fait et, se faisant, se dit. Cela signifie que le travail de "dire" des histoires (production, création) est sunordonné au travail de "faire" des histoires; les téléspectateur s'approprient les histoires pour en extraire un sens particulier à leur contexte, à leur quotidienneté, à leur histoire de vie.

Critères de définition

IL existe dans la littérature québécois un certain consensus entourant la définition du téléroman : d'une part, l'affirmation que le téléroman contient les éléments structurant du feuilleton et, d'autre part, la croyance qu'il représente un genre romanesque distinct et "typiquement" québécois. Le téléroman posséderait une structure narrative "classique" mais un contenu spécifiquement québécois".

Christine Eddie insiste sur le caractère spécifiquement québécois du téléroman et, à partir de la définition qu'on donne Gérard Laurence (Laurence, 1980 : 74)³, y greffe trois critères de reconnaissance. Puisque le téléroman est une oeuvre québécoise, l'auteur doit obligatoirement être québécois. Il est également considérée comme téléroman, l'adaptation par un Québécois d'une oeuvre étrangère. En deuxième lieu un téléroman est constitué minimalement de treize épisodes de 30 ou 60 minutes chacun lancés au début du "nouvel an" télévisuel, soit en septembre. Et en dernier lieu, pour se qualifier de téléroman le texte doit être diffusé hebdomadairement en soirée, c'est-à-dire s'adresser à un public "familial"⁴. À la télévi-

sion états - unienne les radio-diffuseur présentent en reprise durant les après-midi certains des grands succès sériels. En règle générale cela se priduit quand l'oeuvre originale entame sa cinquième saison. Ces opération, très rentables financièrement, sont très rares au Québec, la première remontant à l'automne 1985.

À ces critères il faut en ajouter un quatrième: les études de marché. Concurrence oblige, l'industrie de la télévision au Québec a adopté très tôt une pratique commerciale des entreprises états-uniennes. Lorsque la première télévision québécoise (la Société Radio-Canada) vit son monopole de fait (1952-1961) disparaître avec l'arrivée d'un concurrent du secteur privé, la station TéléMétropole, l'industrie adopta la pratique maintenant bien établie des études d'auditoires et de programmation : "sondages-maison, analyses saisonnières des cotes d'écoute, pré-visions auprès d'auditoires cobayes, orchestration de campagnes publicitaires, compilations très attentives de réactions du public, font en sorte qu'il existe un véritable marketing autour des émissions susceptibles d'être le plus populaires et donc, particulièrement, des téléromans. (Eddie, 1985: 30)". Cette pratique, même si elle n'est pas

exclusive à la production du téléroman, doit s'ajouter aux critères institutionnels de reconnaissance auxquels je propose de lier des éléments de structure et de contenu.

La structure

LES téléromans, comme le *telenovela* le *soap opera*, le *drama serials*, les télé-feuilletons et les séries télévisées, sont des "oeuvres dramatiques de longue durée où la permanence des personnages et la récurrence des actions dépassent la fragmentation des émissions hebdomadaires" (Pagé et Legris cités dans Eddie, 1985 : 22). Les téléromans québécois empruntent, à la manière des oeuvres dramatiques télévisuelles dans d'autres pays, diverses formes. Une première distinction permet de départager les "téléromans a épisodes indépendants" des "téléromans à continuité". Les premiers seraient "constitués d'épisodes renfermant, chacun, une seule intrigue complète en elle-même et totalement indépendante de celle de l'épisode qui suit ou qui le précède; malgré la discontinuité du discours, l'unité est maintenue par la présence d'un ou de plusieurs personnages centraux". (Eddie, 1985: 23) Cette forme narrative est également désignée, selon les

auteurs, de “séries” (Legris et Pagé, 1977). De “structure en succession” (Méar, 1981) et de “feuilleton sérialisé” (Laurence, 1980). Elle correspond également aux sitcoms états - uniens et peut se réclamer des “scénettes” du temps des films muets dont les Laurel et Hardy, les Charlots, les Fantomas demeurent les références incontournables.

Le téléroman à continuité contiennent “une intrigue qui se poursuit, d’un épisode à l’autre, sur une longue période, et dont la fin est sans cesse reportée” (Eddie, 1985 : 23). On distingue alors deux types de continuité: la continuité linéaire, plutôt rare et d’inspiration européenne, et la continuité ramifiée, très utilisée par les auteurs des téléromans québécois, des soap et des prime-time serials états - uniens⁵. Les feuilletons à continuité linéaire relèvent d’une tradition européenne “essentiellement littéraire qui suscite l’adaptation, pour la télévision, des romans, nouvelles et pièces de théâtre et d’une tradition d’inspiration historique qui génère de grandes sagas, reconstitutions d’époques ou biographies des gens célèbres. Ces deux tendances caractérisent en particulier les feuilletons européens” (Eddie, 1985: 23). Deux exemples d’un feuilleton québécois

à continuité linéaire sont *Le Matou* et *Les Filles de Caleb*. Je réserve à ce type de production le terme de “télé - feuilleton” au sens d’un roman livré par tranches. Un exemple plus récent, hybride, est l’oeuvre *Au nom du père et du fils*, inspirée du roman du même nom mais qui épouse davantage la forme traditionnelle du téléroman (bloc de 13 épisodes) que celle de télé-feuilleton.

Les feuilletons québécois à épisodes indépendants et à continuité ramifiée sont redevables à la télévision états-unienne. Ils se distinguent par une “écriture originale pour la télévision, dont le scénario, le plus souvent, est tout à fait inédit même s’il arrive que le cadre de départ soit donnée par un livre” (Eddie, 1985 : 32). Dans certains cas, les oeuvres québécoises donnent naissance à un livre (par exemple, *Scoop*) ou à une pièce de théâtre (par exemple, *Jamais deux sans toi*). Je réserve au feuilleton télévisuel à continuité ramifiée le terme de téléroman, au sens d’une oeuvre de fiction originale télévisuelle qui s’intègre dans la structure du roman saga dont la closure n’est jamais évoquée⁶. “[Ce] type de récit a pour le monde contemporain [des personnages et des téléspectateurs], pour rythme, celui de la vie quotidienne et pour héros

un témoin, c'est - à - dire monsieur et madame tout - le - monde à qui l'on donne la parole. Il/elle devient alors un "personnage", la figure centrale d'une histoire, et celle de son temps (Eddie, 1985 : 32 - 33).

Une oeuvre de fiction originale télévisuelle à épisodes indépendants et qui n'épouse la forme du roman serait le *sitcom* ou la télé-série (à la limite le téléthéâtre), c'est-à-dire une oeuvre où chaque épisode, même si certains personnages sont évoqués en permanence, est un récit complet en soi (par exemple, l'émission états-unienne *Columbo* ou les nombreux *sitcoms* tels *Cheers*).

Les autres éléments structurants tels la durée (15, 30, 60 et 90 minutes), l'insertion publicitaire (maximum de 12 minutes à l'heure par tranche ne dépassant par deux minutes) et les coûts de production⁷, complètent la liste des critères. Même ajoutés aux critères de reconnaissance mentionnés ci-haut, ils ne constituent pas pour autant l'essentiel des caractéristiques vraiment spécifiques du téléroman et qui le distinguent, comme oeuvre de fiction, des autres tels le soap, le télé-feuilleton et les serials. Pour cela, semble-t-il, il faut se tourner vers le contenu.

Le contenu

LE leitmotiv de la plupart des historiens, analystes ou critiques des téléromans québécois c'est que le téléroman "[s]il s'inspire à la fois du genre américain et du genre européen, n'est totalement, ni l'un, ni l'autre" (Eddie, 1985 : 37). C'est comme si l'on disait : prenez le téléroman, isolez les parts états-uniennes et européenne et celle qui restera sera québécoise. Cette approche "mosaïque" laisse entendre que l'on puisse retrouver, sous une forme presque tangible, ces influences extérieures.

Il ne s'agit pas de nier ces influences, car elles existent véritablement, mais de proposer une approche plus holistique. Au-delà de son mode de production - une oeuvre inspirée, écrite, produite et recue par les gens du Québec -, le caractère québécois du téléroman réside d'abord dans ses interconnexions avec les autres lieux publics où se produit et se reproduit, à coups de stratégies et de tactiques, le discours social hégémonique. Dans la mesure où le téléroman participe de et à l'effort de lutte pour "dire" ce qui est ce qui devrait être pour la majorité des gens du Québec, dans cette même mesure le téléroman sera québécois. Dans la

mesure où le téléroman, avec tant d'autres "forums publics", contribue à déplacer les limites du tolérable dans cette société, soit en les élargissant soit en les rétrécissant, à privilégier certaines "questions du jour" (selon le modèle de l'agenda setting de McCombs et Shaw, 1972), à reléguer au silence certaines "opinions" (selon le modèle de la "spirale du silence" de Noelle-Newmann, 1974) ou à rendre invisibles certains "problèmes", sous-groupes et sous-cultures, alors, oui, le téléroman sera québécois. Bref, dans la mesure où il participe à l'effort plus ou moins concerté de re-présenter le réel, de fabriquer pour consommation et sous la figure d'une marchandise cette re-présentation, de construire des réalités au sens d'une représentation sociale selon les modes organiques de production de type industriel alors, oui, le téléroman comme tant d'autres produits culturels de grande consommation sera québécois.

Le succès et la culture visible

RÉPRENONS quelques évidences. Pour comprendre et expliquer le succès du téléroman il faut, d'une part, le situer par rapport au feuilleton et par rapport à son évolution en

Amérique de Nord. D'où, à mon avis, l'importance du soap radiophonique états-unien et du roman québécois. D'autre part, il faut le situer par rapport à la télévision en tant que moyen de diffusion collective, d'industrie et de place publique. En d'autres mots il s'agit moins d'expliquer le succès du téléroman comme produit culturel de grande consommation que d'essayer comprendre, à l'aide du téléroman, le phénomène du "succès" dans la culture de grande consommation. À mon avis, le succès est à la culture de grande consommation ce que sont les classiques pour la culture savante; à la fois un modèle à reproduire mais aussi un point de référence à dépasser. Non seulement faut-il faire mieux mais autrement pour devenir un classique de la culture savante ou un succès dans la culture à grande consommation.

Comme toute culture, cette nouvelle culture de grande consommation est née parce qu'elle annonce et énonce des nouvelles pratiques sociales et elle s'est imposée tantôt en concurrençant les autres cultures plus anciennes tantôt en s'y alliant. Il faut donc chercher quelles pratiques cette nouvelle culture encadre et sur quel terrain elle a choisi de s'installer. Mais, plus encore, comme pour

toute culture, il faut interroger le biais qui traverse cette culture de grande consommation, à son histoire, à ses institutions et à ses mythes. Ils participent également aux rituels et aux "chants" qui le célèbrent et qui célèbrent ceux qui vivent.

Le téléroman participe donc d'une culture "visible" publique, d'une culture qui célèbre la quotidienneté et ses pratiques consommatoires, qui fête ceux et celles qui réussissent leur vie quotidienne, qui propose comme modèle culturel des figures visibles qui produisent et reproduisent l'idéal de cette culture même.

Le téléroman participe à l'histoire d'une culture très unitaire, presque sans faille, parce que redondante. Et elle est redondante parce que cette culture historique vise à devenir une culture a-historique, une culture exclusivement préoccupée de définir la norme du jour.

Le succès et la normativité

LE téléroman, comme j'indiquais plus haut, est l'une des nombreuses pointes de visibilité de cette culture du quotidien et de grande consommation. Il est l'un des nombreux points de relais dans ce travail perpétuel, visible et public, de définition des pratiques nor-

males et, ultimement, idéales de la vie quotidienne. En privilégiant ainsi ces pratiques, la culture de grande consommation nous propose, à travers elles, une identité ; celle qui désigne les personnes qui se comportent selon les normes de cette culture lesquelles conditionnent à participer au jour le jour l'élaboration... des normes de comportement ⁸.

C'est dans ce sens que je dis que le succès est un élément clé de la culture de grande consommation et que les « produits » à succès sont autant de relais d'un circuit intérieur de cette culture moderne. Les succès sont des succès dans la mesure où ils réussissent mieux que d'autres, ou à des degrés divers, à faire le relais dans le « débat » public sur la normativité, c'est-à-dire ce-qui-est-entraîné-de-devenir-normal. Le téléroman a réussi à devenir l'une des genres télévisuels à succès, à devenir l'un des relais visibles, parce qu'il participe mieux que d'autres au travail public de normalisation. C'est dans ce sens que j'associe le travail de normativité du téléroman à son succès.

Le succès et le métissage

MAIS puisque les différents produits à succès sont les relais d'un circuit intérieur don't l'unique et l'ultime préoc-

cupation est la recherche de la norme des pratiques quotidiennes, il va de soi que les différents succès médiatiques, les différents points de relais... se relaient. C'est dire qu'il se tisse entre les produits à grand succès, dans toutes les domaines, des renvois et des emprunts qui, au lieu d'amputer, ne font que renforcer le succès acquis et à acquérir. C'est ce que j'appelle le métissage. Le téléroman en général et un téléroman en particulier doit, pour devenir un succès, être indentifié comme l'un des nombreux points de relais et pour cela il doit rendre plus transparent, plus visible, le débat public sur la normativité et sur ses autres points de relais. Pour ce faire, le téléroman doit continuellement « dire » le débat pour que les gens puissent y participer, ne serait-ce qu'emphatiquement. Le jour où le téléroman cessera de dire publiquement le travail de nominalisation qui se poursuit dans la société, il ne connaîtra plus le succès et sera, peut-être, muté à la périphérie de la culture savante, c'est - à - dire qu'il deviendra moins "branché" sur la culture du quotidien et, par conséquent, moins accessible.

Le téléroman à succès sera celui qui fera écho aux « dire » des autres succès (par exemple, les sujets de la vie quotidienne

qui dans d'autres produits font rire, pleurer, rêver, agir, discuter, etc.). Le téléroman est métissé parce qu'il porte ouvertement les traces de ses croisements et de ses errances médiatiques.

De quelques exemples

EN terminant je voudrais offrir en guise d'indications de ce que je recherche - et non en guise de preuve de ce que j'ai trouvé - ces quelques éléments tirés de mon analyse de *Scoop*, un téléroman à grand succès pendant les saisons d'hiver 1992 et 1993.

La normativité

L'UN des auteurs du téléroman *Scoop* est le journaliste sportif Réjean Tremblay, du journal montréalais *La Presse*. Il avait campé son premier grand succès Lance et compte dans le monde du hockey professionnel. Pour son deuxième téléroman, en collaboration avec Fabienne Larouche, il s'appuie sur sa carrière journalistique de 22 ans pour présenter aux nombreux téléspectateurs - 2,7 millions à l'hiver 1992, ce qui représente près de la moitié de la population francophone du Québec, tous âges confondus - l'univers grouillant de la presse écrite. Ses principaux personnages, une douzaine, ont pour cadre

d'action la salle des nouvelles d'un grand quotidien montréalais, *L'Express*, dont la facture ressemble, à s'y tromper, à celle de *La Presse*. Propriétaire, personnel cadre, journalistes, personnel technique et personnel de soutien y travaillent, s'aiment, se jalouent et se réconcilient. Le réalisateur Georges Mihalka est un ancien apprenti-journaliste devenu cinéaste dans la longue tradition du documentaire à l'Office National du Film, à Ottawa.

J'ai procédé à un découpage thématique de la première série et ai relevé, entre autres sujets, les « reportages » suivantes :

- une scandale politique-le ministre fédéral de l'Environnement et, laisse-t-on faire, futur premier ministre de Canada 13 a eu deux relations sexuelles avec une prostituée d'âge mineur ;

- le crime organisé et la boxe - une jeune boxeur de talent met sa carrière en jeu lorsqu'il se voit obligé de plaider coupable à un délit qu'il n'a pas commis en retour d'une somme d'argent qu'il avait acceptée de la pègre pour payer les frais de son camp d'entraînement ;

- la drogue et la prostitution - le cercle infernal des jeunes filles

qui se prostituent pour acheter de la drogue et qui se droguent pour supporter le métier de la prostitution ;

- la violence familiale - un avocat qui violeent physiquement et psychologiquement sa femme et son enfant est poignardé par celle-ce lorsqu'il attaque son fils ;

- les sans abri - la drame des itinérants de plus en plus visibles et surtout des jeunes familles itinérantes ;

- l'expulsion d'un réfugié politique - un réfugié politique latino-américain qui s'est bien intégré à la communauté francophone de Montréal, en manque d'immigrants pour contrer un taux de dénatalité qui menace son avenir, est renvoyé dans son pays où une morte certaine l'attend.

Voilà autant des sujets qui font assez régulièrement la manchette des journaux québécois. Dans chacun des cas le téléroman choisit un angle d'approche pour que le sujet soit abordé en tant que problème et que l'intrigue se dénoue de manière à suggérer quelle pourrait être une action appropriée.

À travers les histoires d'amour des principaux personnages

sont soulevées des questions "d'intérêt public" dont voici quelques exemples : la syndicalisation des journalistes et le droit du public à l'information; le sensationnalisme et les atteintes à la vie privée des citoyens; la propriété privée des entreprises de presse et la liberté d'expression; la concentration des entreprises de communication et la promotion des intérêts capitalistes; la formation journalistique.

Dans une société où 90% des entreprises de presse sont entre les mains d'une multinationale québécoise (Québecor) et de deux multinationales canadiennes (Power Corporation et Hollinger) et où la vie politique est ballottée entre un parti fédéraliste pro-Canada et un parti indépendantiste depuis les années 1970, il n'est guère surprenant que soient « discutés » les pratiques journalistiques, les modes de production de l'information et l'éthique. Ici encore il n'y a aucune prise de position très claire mais une mise en scène publique des arguments exprimés dans les cercles professionnels à ce sujet.

Le Québec, à l'instar des pays occidentaux grands et petits, subit les contrecoups d'une soi-disante « mondialisation ». Les classes politiques et industrielles doivent se concerter

pour soutenir une économie défaillante et relancer la consommation des biens et services. Au Québec, l'hydro-électricité est l'un des principaux secteurs-clés du développement économique en termes non seulement d'investissement étrangers (usines de transformation, par exemple l'aluminerie) mais aussi d'exportation (la vente de mégawatts aux États de la Nouvelle-Angleterre). Symbole du génie québécois en matière d'ingénierie et de gestion de méga-projets tels la construction des barrages dans le Grand Nord et de puissantes lignes de transmission sur une vaste territoire, Hydro-Québec est aussi le symbole d'une profonde remise en question de l'avenir du Québec. La gestion des ressources hydro-électriques soulève des questions de juridiction provinciale-fédérale, de droits ancestraux des peuples autochtones, de protection de l'environnement, de relance économique et de crédibilité du présent gouvernement. La grande question qui plane au-dessus de ce débat public est de savoir qui de la faction politique ou industrielle de la classe dominante va « orienter » ce débat. Le téléroman Scoop propose un scénario tout à fait réaliste : le journal L'Express est la propriété d'un holding qui possède des intérêts dans plusieurs médias

écrits et électroniques, une agence de relations publiques, des compagnies de transport et de construction et des institutions financières. En tant que président et principal actionnaire, Émile Rousseau a ses entrées dans le monde politique aux niveaux fédéral, provincial et municipal, et il en dépend pour l'obtention des contrats. Sa méfiance à l'endroit des politiciens ne l'empêche pas de les manipuler avec soin.

Dans le contexte d'une réelle économie en difficulté, tel que nous présentent les médias, on voit dans ce monde « parallèle » un industriel aux goûts raffinés en matière de gastronomie, de musique et de peinture mettre en place un projet de société de façon machiavélique. Son idée est de faire construire, par son entreprise, sur un terrain délabré dans l'Est de Montréal une centrale électrique nucléaire capable non seulement de satisfaire les besoins du marché local mais aussi d'exporter l'hydro-électricité aux États de la Nouvelle-Angleterre. Pour réaliser ce projet,

1. il tente de faire élire « son homme » à la mairie de Montréal afin de modifier les règlements de zonage. Pour cela il « suggérera » à son éditeur de L'Express de mener une enquête

journalistique sur l'administration du maire sortant;

2. il verse une aide philanthropique, par l'entremise de son agence de relations publiques, aux peuples autochtone qui s'opposent aux projets de développement hydro-électriques sur leurs terres ancestrales. Non seulement il affaiblit son concurrent du secteur public mais, en empêchant le projet de se réaliser, il prive les autochtones d'un argument de taille dans leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits. Bref, il les relègue dans l'ombre des projecteurs et des caméras de télévision;

3. politiquement, il est « couvert ». si un parti indépendantiste prend le pouvoir au Québec, il pourra jouer la carte du nationalisme car l'usine sera montréalaise donc québécois. Si le parti au pouvoir sera fédéraliste, il jouera la carte de la création d'emplois et de la rentrée des revenus. D'une manière ou d'une autre il est assuré de continuer de bénéficier des largesses du gouvernement. C'est, à n'en pas douter, un scénario irréel mais non irréaliste, imaginé mais non impensable. Le téléroman fait vivre une « communauté imaginée » très semblable à la communauté québécois de langue française où les

personnages discutent ouvertement la possibilité de remettre entre les mains du secteur industriel privé le développement d'un des grands secteurs de l'économie rendu stagnant sous le gouvernement d'une bureaucratie gouvernementale inefficace. Il est à parier que les téléspectateur de la veille qui lit dans son quotidien du matin de la "dernière" à propos des retards qu'éprouve Hydro-Québec dans son projet de construction d'un barrage à Grande Baleine, de la perte des contrats d'exportation d'hydro-électricité aux États-Unis en raison de ces retards mais aussi en raison des gains importants qui remportent les Cris dans leur guerre de relations publiques pour bloquer le projet hydro-électrique et du peu de progrès que réalisent les études sur l'impact environnemental imposées par le gouvernement fédéral sous les pressions des lobbies écologistes, le téléspectateur de la veille, dis-je, fera peut-être une lecture autre que celle que s'imaginent les tenants de la libre circulation de l'information.

Un dernier exemple. On ne peut s'empêcher de noter la présence quasi-paritaire des personnages masculins et féminins de premier plan. À cela il faut associer la très forte présence des rapports père-fille et de la quasi-absence, dans le

téléroman, des rapports père-fils. Dans une province où la législation pro-femme est reconnue comme l'une des plus progressistes au Canada et où la question du pouvoir patriarcal fait souvent l'objet des débats syndicalistes, politiques et universitaires, cet aspect du téléroman est significatif dans le contexte d'une mouvance des rapports hommes-femmes.

q

NOTES

* La difficulté première d'une analyse de ce genre c'est que le chercheur doit construire son objet d'analyse et que cette construction est une re-construction d'un objet symbolique qui est lui-même une re-construction d'un objet réel. Ce qui rend cette tâche plus difficile c'est que la constitution de l'objet symbolique obéit à des règles de l'art mais aussi, et surtout, à des conditions de production matérielles qui répondent à des objectifs industriels de type capitaliste dans le cadre d'une société où se pratiquent la marchandisation des idées et la spectacularisation de la politique et du social. Ce que j'ai tenté d'indiquer dans ce texte c'est :

1. que l'analyse des communautés (ou sociétés) "imaginées" est inséparable de l'analyse des vraies communautés nationales, ethniques, régionales, etc;
2. que le rapport entre ces communautés n'est pas un de miroir, déformé ou non, mais d'inter-action;
3. que l'analyse des sociétés réelles doit inclure les conditions matérielles de leur émergence (Histoire) et de leur reproduction (l'économique, la politique et l'idéologie) et qu'il en va de même pour l'analyse des sociétés imaginées.

Vouloir étudier la production téléromanesque en vase clos, c'est-à-dire en négligeant ses rapports réels d'inter-action avec les autres formes de production symbolique et avec ses conditions matérielles de reproduction constituerait une forme d'autopsie. On saurait expliquer la constitution du sujet mais on ne saurait ce qui le faisait vivre.

1. Au moment où Robert Allen écrit son ouvrage, au début des années 1980, on estimait à 50 millions l'audience des soap opéras, composée aux trois tiers de "femmes au foyer".
2. Lors de son 40e anniversaire, on a dressé l'inventaire des téléromans diffusés par la Société Radio - Canada : les 125 téléromans dont la durée totale représente 9000 heures, soit 375 jours de visionnement ininterrompu.
3. "une oeuvre dramatique (...) découpée en épisodes et s'étirant généralement sur une longue période".
4. Selon Eddie (1985), "un texte d'une durée de deux heures, présenté en quatre tranches d'une demi-heure, est beaucoup plus proche du téléthéâtre que du téléroman". Nous pouvons ajouter qu'il en est de même pour les textes de six heures diffusés par tranches de deux heures et qui sont, à proprement parler, des mini-séries. Contrairement au téléroman québécois, le *telenovela* brésilien est diffusé quotidiennement pendant plusieurs mois (Klagsbrun, 1992 : 2). En cela, il se rap-

proche davantage du soap états - unien sauf que ce dernier poursuit une carrière s'étalant sur plusieurs années et dans certains cas, sur plusieurs décennies.

5. La continuité linéaire "présente une intrigue serrée; la progression du récit est rapide; les différents épisodes se suivent sans hiatus, selon une parfaite linéarité jusqu'au dénouement final d'une histoire centrale. D'un bout à l'autre, c'est la même action, le même "cycle" dramatique qui se déroule. Même si parfois se dessinent des méandres, ce ne sont jamais des actions secondaires qui distrairaient (...) le téléspectateur de l'histoire centrale (Laurence, 1980 : 74 - 75). La continuité ramifiée fait référence à "une intrigue très lâche; l'action avance selon un rythme lent et comme par à coups. C'est qu'en effet ce type de récit peut être ramifié à l'extrême. (...) L'oeuvre est découpée en "cycles" dramatiques successifs de longueur variable, pouvant être enfermés dans une seule émission, mais se déroulant, le plus souvent, sur plusieurs semaines, voire une saison entière. On peut ainsi accumuler les cycles, ramifier les intrigues et étirer, dès lors, le feuilleton, saison après saison, sur plusieurs années (laurence, 1980 : 75).

6. Il n'y a pas lieu ici d'ouvrir le débat à savoir si le téléroman contemporain se serait transformé en un *prime - time serial* Ou, selon l'expression consacrée, si le téléroman se serait "américanisé". Qu'il nous suffise de dire qu'il subsiste suffisamment de nuances pour distinguer les téléromans québécois des *Dallas* états-uniens des années 1980 mais qu'on peut argumenter qu'il existe de moins en moins de différences entre les productions québécoises et états-uniennes des années 1990 (par exemple entre *Scoop* et *L.A. Law*). Cependant, il faut aussitôt ajouter que la production du genre est en chute libre aux Etats - Unis, au profit des sitcoms et des télé - feuilletons à épisodes indépendants tels *Law and Order*, *Civil War* etc. Au Québec le taux de production de téléromans demeure constant et élevé. Pour nous, cela indique bien qu'il y a une réelle différence entre les feuilletons télévisuels québécois et états-uniens et qu'elle se situe dans leurs rapports avec leurs milieux respectifs et dans leurs usages sociaux.

7. Quelques exemples de coûts de production pour une épisode de 30 minutes.

Année	Dollars canadiens
1956	2530
1963 - '64	4200
1966 - '67	8500
1969	19 060
1975	48 630
1978	25 000
1992	315 000

8. Nous reprenons ici, à notre compte, l'idée centrale de la thèse de Jean Pierre Desaulniers (Desaulniers, 1982). Nous portons seul la responsabilité de l'interprétation que nous lui faisons subir.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLEN Robert C. (1985), *Speaking of Soap Operas*, University of North Carolina Press, Chapel Hill

ANDERSON Benedict (1983), *Imagined Communities*, Verso, Londres
Berti Raffaele de, Alberto Negri et Paolo Signorelle (1990), *La popularité du téléroman québécois: le cas de "Lance et compte"*, mémoire de maîtrise (communication), Université du Québec à Montréal

CROTEAU Jean-Yves (1993), *Répertoire des séries, feuilletons et téléromans québécois*, Québec: Publications du Québec

DAYAN Daniel (1992), "Les mystères de la réception", *Le Débat*, sept-oct, no. 71: 146-162

DESAULNIERS Jean-Pierre (1982), *La télévision en vrac. Essai sur le triste spectacle*, Éditions Saint-Martin, Montréal

DUPONT Florence (1991), *Homère et Dallas. Introduction à une critique anthropologique*, Hachette, Paris, (Coll. "Les essais du Xxe siècle")

EDDIE Christine (1985), *Les conditions de production et de réception des téléromans diffusés à Radio-Canada (CBFT, Montréal), 1952-1977*, thèse de doctorat, Université Laval, Québec

FILION Michel (1993), *Le problème de l'américanisation et de la radiodiffusion québécoise depuis ses origines jusqu'à la réglementation du contenu canadien (1922-1959)*, thèse de doctorat (histoire), université Laval, Québec

GEERTZ Clifford (1986), *Savoir local, savoir global: les lieux de savoir*, traduit de l'anglais par Denise Paulme, Presses Universitaires de France, Paris

HORNE Donald (1986), *The Public Culture. The Triumph of Industrialism*, Pluto Press, London

KLAGSBRUNN Marta (1992), "The Brazilion telenovela: A genre in development" communication présentée au Congrès biennuel de l'Association internationale des études et recherches sur l'information (AIERI), Sao Paolo, Brésil

LAURENCE Gérard (a980), *Le contenu des médias électronique. Méthode d'histoire quantitative*, Saint-Hyacinthe (Québec), Edisem

LEGRIS, Renée et Pierre Pagé (1977), *Répertoire des dramatiques québécoises à*

la télévision 1952-1977. Vingt-cinq ans de télévision à Radio-Canada. Vol. III Archives québécoises de la radio et de la télévision. Montréal: Fides.

McCOMBS M. E. & D. L. Shaw (1972), "The agenda-setting function of mass-media", *Public Opinion Quarterly*, 36: 176-187

McLUHAN Marshall (1977), *Pou comprendre les médias: les prolongements technologiques de l'homme*. Traduit de l'anglais par Jean Paré. 2e édition, Paris: Seuil

MÉAR Annie (1981), *Le téléroman québécois. Élaboration d'une méthode d'analyse*. Québec: ministère des Communications. Cahiers des recherches et d'études socio-culturelles, MA81A

MÉAR Annie, dir. (1980), *Recherches québécoises sur la télévision*, Éditions Saint-Martin, Montréal

MORIN Edgar (1962), *L'esprit du temps*, Névrose, Grasset, Paris

NABOKOV Vladimir (1990), *La Vénitienne et autres nouvelles*, Paris: Gallimard

NGUYÉN-DUY Véronique (1990), *Le téléroman québécois: études des stratégies référentielles comme contrats de lecture et figures contractuelles*. Mémoire de maîtrise (communication), Université du Québec à Montréal

NGUYÉN-DUY Véronique (1993), "Le téléroman québécois de 1980 à 1993: vers un décloisonnement des univers de discours." *Communication 14* (1): 261-272.

NGUYÉN-DUY Véronique (1994a), "Du téléroman de cuisine à supermarché médiatique: l'évolution du téléroman depuis 1980", *Québec, Studies*, 18:45-62

NGUYÉN-DUY Véronique (1994b), *La récupération commerciale et touristique des téléromans québécois*, Musée de la civilisation, Service de la recherche, Québec, 33 p.

NGUYÉN-DUY Véronique (1994c), *Le téléroman québécois: bibliographie thématique*, Musée de la civilisation du Québec, Service de la recherche, Québec, 47 p.

NGUYÉN-DUY Véronique (1995a), *L'évolution de la critique sur le téléromans*, Musée de la civilisation du Québec, Service de la recherche, Québec, 51 p

NGUYÉN-DUY Véronique (1995b), *Le réseau téléromanesque: analyse sémiologique du téléroman québécois; de 1980 à 1993*, thèse de doctorat (communication), Université du Québec à Montréal

NGUYÉN-DUY Véronique (1995c), *Le téléroman québécois et la production mondiale des feuilletons télévisés*, Musée de la civilisation du Québec, Service de la recherche, Québec, 71 p.

NGUYÉN-DUY Véronique (1996), *L'évolution de la stylistique du téléroman québécois*, Musée de la civilisation du Québec, Service de la recherche, Québec, 49 p.

NOELLE-NEUMANN E. (1974), "The Spiral of Silence: A theory of public opinion", *Journal of communication*, 24: 43-51

PAGÉ Pierre et Renée Legris (1977), *Répertoire des dramatiques québécoises à la télévision 1952-1977*, Fides, Montréal

PIEMME Jean-Marie (1975), *La propagande inavouée. Approche critique du feuilleton télévisé 10/18*. Paris: Union Générale d'Éditions

ROSS Line et Hélène Tardif (1980), *Le téléroman québécois, 1960-1971. Une analyse de contenu*, 2e édition, Laboratoire de recherches sociologiques, université Laval, Québec (Série "Rapports de recherche", cahier 12)

Les femmes dans le triangle des Bermudes...

De l'information télévisée au Québec

PAR JEAN-PIERRE BOYER

L'histoire commence par une question

COMMENT expliquer que dans nos sociétés dites d'information et de communication, les femmes aient encore très peu accès aux médias et doivent toujours se battre pour y faire entendre leurs voix, ou rectifier les représentations parfois défavorables et même discriminatoires que l'on diffuse à leur sujet ?

Bien qu'elles constituent 52% de la population québécoise et en dépit de leur contribution impor-

tante à l'organisation de la société, les femmes demeurent encore largement absentes de l'agenda et du discours social des médias, leurs expériences de vie et leurs points de vue spécifiques sur plusieurs questions d'intérêt public étant, le plus souvent, marginalisés.

Comme d'autres groupes sociaux tels les jeunes, les personnes âgées, les membres des communautés culturelles ou ethniques, les gens des régions ou les citoyens "ordinaires", les femmes seraient -elles considérées comme une quantité négligeable du point

JEAN-PIERRE BOYER
est professeur au
Département de
Communications
de l'Université du
Québec à Montréal

de vue de l' "establishment" qui contrôle l'accès à nos médias et le contenu de nos informations publiques ?

C'est ce que nous avons essayé de vérifier dans le cadre d'une recherche portant sur la qualité de l'information télévisée, menée en collaboration avec l'Institut Canadien d'Education des Adultes (ICEA)¹. Un des objectifs de cette recherche consistait justement à vérifier dans quelle mesure les émissions d'informations accordaient une place égale ou équitable aux femmes, tout en évitant d'en présenter une image stéréotype ou une vision sexiste ?

Or, après avoir procédé à l'analyse d'un important corpus de journaux télévisés et d'émissions d'affaires publiques, il apparaît que la place des femmes dans l'information télévisée au Québec est très restreinte et que les représentations que l'on diffuse à leur sujet, sans être défavorables, demeurent pour le moins ambiguës.

Pour étayer ce premier constat, nous proposons ici quelques éléments de réflexion autour des processus inhérents à la production des informations télévisées, soit la sélection des sujets ou des thèmes, la présentation des informations et

l'attribution de parole, l'interprétation et la réception éventuelle de ces mêmes informations.

Les femmes ont-elles la parole dans les émissions d'information ?

SOU LIGNONS d'abord que ce sont surtout des hommes (pour 69,4%) qui agissent à titre de présentateurs - vedettes ou de "chefs d'orchestre" des émissions d'informations télévisées au Québec. Ces derniers disposeraient-ils d'une meilleure "compétence communicationnelle" ou d'une plus grande "crédibilité" que les femmes, pour ce qui est de livrer l'information à l'ensemble de la population ? Une chose est sûre, c'est que le cycle de vie des femmes est généralement plus court que celui des hommes de mêmes fonctions. Le critère d'âge semble jouer d'ailleurs très fortement contre les femmes quand elles paraissent "trop vieilles" à l'écran, au contraire des hommes qui deviendraient simplement "plus matures" au fil des ans.

D'autre part, pour ce qui est des personnes auxquelles les animateurs et journalistes donnent la parole dans le cadre des reportages ou dossiers d'informations télévisés, il est très clair que ce sont encore en

majorité des hommes (80%), d'âge moyen (61%), québécois francophones (81,9%) et provenant surtout des milieux gouvernementaux (46,6%), du secteur des services sociaux (13,7%), du monde des affaires (11,6%) ou des médias (8,9%). On peut déjà en conclure que les femmes occupent une place très marginale et n'ont, en réalité, que très peu la parole dans les émissions d'information télévisées au Québec.

Cela dit, lorsque des "sujets féminins" accèdent malgré tout aux "actualités" (pour 10% des 702 reportages analysés dans le cadre de notre étude), il arrive que la parole soit effectivement donnée à des femmes, mais surtout à des représentantes institutionnelles du secteur de la santé ou de l'éducation ou à des femmes - ministres provenant des deux ordres de gouvernements. Dans l'ensemble toutefois, il faut bien constater que les femmes, en tant que groupe social spécifique, demeurent largement exclues du "portrait de famille officiel" de l'information télévisée au Québec. Mais qu'en est-il tout de même des quelques rares "sujets féminins" susceptibles de "faire la nouvelle" et d'être finalement portés à l'attention du public québécois ?

La sélection des informations concernant les femmes

ON peut se demander tout d'abord si les femmes ont véritablement une existence sociale... en dehors de ces événements qui font inmanquablement l'"actualité" télévisée au Québec : le 18 mars ou le 14 février, le dimanche de la fête des mères, le jour de la rentrée scolaire ou bien la semaine des secrétaires ?

Au delà de l'échantillon restreint (10% du corpus) que nous avons analysé, si l'on essaie de reconstituer la trame de fond des "actualités" télévisées concernant les femmes depuis le milieu des années '80, on peut dégager au moins trois constellations thématiques qui façonnent, pour ainsi dire, l'identité socio-télévisuelle des femmes.

Dans une **première constellation** de l'information télévisée au Québec, nous retrouvons surtout des événements dramatiques, spectaculaires et plus ou moins chargés de connotations à caractère conflictuel, judiciaire ou criminel. À titre d'exemples, il faut mentionner l'"affaire" Daigle - Tremblay (interminable imbroglio juridique autour du droit à l'avortement d'une femme brutalisée par son ex-

conjoint), la tragédie de Polytechnique (assassinat de quatorze étudiants en ingénierie), les pratiques "illégales" des sages - femmes, la question de l'avortement, de la violence conjugale, des meurtres, des viols ou du harcèlement sexuel à l'endroit des femmes, mais aussi, de la prostitution, des bars érotiques ou de la pornographie. Bien que ces problématiques recoupent certaines préoccupations ou revendications exprimées (plus souvent en dehors des médias) par divers groupes de femmes, il reste à voir comment ces événements, ces questions ou problèmes de société sont traités dans le cadre des reportages télévisés. On y reviendra plus loin.

Une **deuxième constellation** thématique, nous donne à voir plutôt les réussites, les exploits ou les "audaces" de certaines femmes "exemplaires" oeuvrant soit dans les milieux institutionnels (femme - ministre, femme - juge, présidente), soit dans les domaines d'emploi non-traditionnel (l'armée, l'ingénierie, l'aéronautique) ou encore, dans l'univers surtout masculin du sport. Il s'agit donc ici de "femmes emblématiques" et connotées d'ailleurs "exceptionnelles", telles Sylvie Fréchette (athlète olympique), Roberta Bondar (femme-astronaute)

ou Virginie Larrivière (adolescente ayant initié une pétition contre la violence à la télévision), et d'autres femmes ayant "réussi à prendre leur place" dans l'armée canadienne ou occupant des postes importants aux gouvernements ou dans les entreprises privées, mais aussi potentiellement... "celles par qui le scandale arrive" comme l'ex-ministre Lisa Payette, la juge Andrée Ruffo, l'attachée - politique Diane Wilhelmy ou la comédienne Diane Jules.

Enfin, dans une **troisième constellation** mettant en scène surtout les interventions, les gestes ou manifestations publiques de divers groupes de femmes connotées "rebelles", nos médias électroniques exposent, sans toutefois les contextualiser, les revendications plus spécifiques des femmes soit en matière d'emploi ou d'égalité des salaires, soit au chapitre de harcèlement sexuel au travail ou sur la place publique, soit au niveau de la discrimination dont elles sont l'objet de la part des magistrats au cours du processus judiciaire. Que l'on pense ici à la réaction pour le moins légitime des divers groupes de femmes aux propos carrément machistes des juges Dionne et Bienvenue par exemple, à la manifestation des Femmes - la nuit sans peur, à la bataille syndicale menée par

les infirmières ou encore, aux revendications persistentes de plusieurs groupes de femmes en matière d'emploi, d'égalité des tâches et des salaires ou de respect de la personne humaine. Il faut signaler toutefois que ces "actualités" demeurent très ponctuelles ou éphémères sauf... lorsque ces "femmes - rebelles" acquièrent, aux yeux des médias, une valeur spectaculaire (comme ces "féministes ontariennes aux seins nus manifestant devant le parlement d'Ottawa"), auquel cas, elles risquent fort ici de passer de la troisième à la première constellation (potentiellement "criminelle") et alors, la boucle est pour ainsi dire bouclée.

Voilà donc le prisme à trois faces, ce triangle des Bermudes... à travers lequel nos médias électroniques sélectionnent leurs "sujets féminins" et construisent en quelque sorte l'identité médiatique des femmes, tout en ré-interprétant stéréotypiquement les réalités humaines et sociales auxquelles les femmes sont confrontées au quotidien.

Mais il y a plus encore, car ce qui est finalement sélectionné ne représente, en fait, qu'une très faible part (pas plus de 10%) de l'ensemble de nos actualités télévisées et, à vrai dire,

ne rend aucunement compte des principaux aspects de l'existence sociale des femmes. Parce qu'il y a bien, comme le suggère Colette Beauchamp, tout ce silence des médias² qui fait globalement impasse sur la réalité vécue des femmes. Et la liste pourrait tout de même être assez longue, car il y est bien peu question de la réalité du travail des femmes, tant dans les divers secteurs d'emploi rémunéré que dans les "merveilleux mondes" de la reproduction domestique³. Pas question non plus de l'implication et de la contribution très importante des femmes dans les divers milieux sociaux et notamment communautaires au Québec. Et encore moins finalement, des efforts entrepris par différents groupes féministes en vue d'élaborer un projet de société plus juste, égalitaire, respectant les personnes, les groupes humains et leur environnement⁴.

Bref, sauf le 8 mars et pour quelques rares émissions d'affaires publiques traitant plus en profondeur de la situation des femmes, on aurait plutôt tendance dans nos journaux télévisés à confiner les femmes dans les rôles sociaux fortement connotés (en trois constellations) ou étroitement associés aux fonctions "maternelles" de l'accouchement, de la santé ou de l'éducation des

enfants (sages - femmes, infirmières ou enseignantes).

L'interprétation des informations concernant les femmes

RAPPELONS d'abord que l'information ne tombe pas du ciel... et que sa production implique inévitablement un processus de sélection, de hiérarchisation et d'interprétation de la part des personnes ou des groupes qui en assurent la production et la diffusion publique. Par ailleurs, l'information n'est pas qu'une simple production de sens ou de savoirs éventuellement utiles à la société, elle est aussi un lieu de négociation du pouvoir dont disposent (ou non) les divers groupes humains pour définir leurs priorités sociales ou politiques et décider de leur avenir collectif. Et c'est ici précisément que la question de l'information rejoint celle des "valeurs" pol-éthiques ou des choix de société face aux problèmes et aux défis auxquels les femmes mais aussi l'ensemble des citoyens et citoyennes se trouvent éventuellement confrontés. L'information publique télévisée n'est donc pas une simple "marchandise comme les autres", ni une "chose" banale en regard de l'évolution et du devenir même de nos sociétés.

La question de l'interprétation des réalités humaines et sociales concernant plus spécifiquement les femmes en tant que groupe social, constitue certainement un enjeu collectif de la plus haute importance. Or, sans entrer dans le détail des biais spécifiques à l'égard des femmes dans le cadre des reportages télévisés, nous suggérons tout de même que l'interprétation des "sujets féminins" tend à varier en fonction de certains facteurs critiques. Tendanciellement, selon "le sexe de la personne appelée à produire ladite interprétation" et aussi, "en fonction de son groupe d'âge et de son type d'insertion sociale (profession, classe, statut, perception de leur rôle). Mais ces facteurs n'ont pas un poids absolu et l'on ne peut exclure totalement la possibilité qu'une femme d'âge moyen par exemple, et même victime de violence conjugale, puisse adopter à la limite une posture légèrement voire carrément antiféministe.

D'autres facteurs, relevant plutôt des contraintes organisationnelles propres aux divers métiers de l'information, peuvent aussi entrer en ligne de compte dans l'interprétation des sujets d'"actualité" concernant les femmes. Notamment, aux niveaux de "la sélection des sources privilégiées d'information ou d'expertise (à 80 %

d'hommes, selon nos estimations) et du choix déterminant des mots-clés et des lexiques utilisés pour décrire une situation particulière (comme dans ce texte journalistique qui soulignait ainsi les circonstances atténuantes... d'un viol : "jeune fugueuse de 15 ans... qui raconté son aventure... à sa mère") ou encore, selon le degré de contextualisation des informations de base, mettant en lumière les causes, les enjeux ou les conséquences d'un événement, d'une déclaration ou d'une décision concernant directement les femmes.

Enfin, il semble bien que la "conjuncture particulière dans laquelle sont produites les informations" puisse également conditionner les schèmes d'interprétation des sujets d'"actualité" concernant les femmes ? Ainsi, à partir du milieu des années 80, ne pouvait-on pas déceler en filigrane des questions d'entrevues adressées aux militantes féministes, cette présupposition insistante : "Oui mais... les femmes ne seraient-elles pas allées trop loin au cours des années 70?". On pourrait même avancer ici l'hypothèse à l'effet que certaines de leurs revendications ont été finalement récupérées par les médias, soit par détournement spectaculaire des visées initiales de leurs protagonistes, soit par

simple désaveu des revendications estimées trop "utopiques" des militantes féministes de la première heure.

Mais il faut quand même apporter ici quelques nuances, car l'univers des médias n'est jamais monolytique et l'information télévisée concernant les femmes ne se présente, en réalité, ni tout en noir ni tout en blanc. Certains journalistes et artisans cherchent en effet à favoriser ou à susciter l'expression libre des femmes, même s'ils ou elles ne contrôlent pas toujours les conditions de production et de diffusion de leurs propres reportages. A titre d'exemple, mentionnons l'édition du "Montréal ce soir" du 6 décembre '90, où la journaliste Ruth Loiselle, après avoir rappelé les événements tragiques de l'École Polytechnique, ne pouvait sûrement pas imaginer que son excellent dossier allait être immédiatement suivi d'une publicité de la poupée... Barbie. L'irruption sauvage d'un tel message publicitaire dans le corps même de l'information télévisée (depuis au moins 1986 au Québec) ayant eu pour effet, à notre avis, de banaliser les efforts de la journaliste pour ré-actualiser tout le problème de la violence à l'endroit des femmes dans notre société.

À propos de la “faible réceptivité” des femmes à l’information

DANS un étude réalisée par les membres du GRIDEQ de l’Université du Québec à Rimouski, et pourtant sur la consommation des mass médias⁵, l’on y apprend que le groupe des femmes, comparativement à celui des hommes, semble démontrer un intérêt beaucoup moins grand pour l’information publique, ainsi qu’une capacité moindre de mémorisation du contenu proprement dit des nouvelles diffusées à la télévision. Est-ce dire que les femmes seraient “moins capables” que les hommes de s’informer, de comprendre, de décider et ultimement d’agir sur la base des informations qui leur seraient accessibles ?

Aucunement, répond l’auteure du chapitre qui traite des informations télévisées, et qui soulignent notamment le fait que bien peu de ces informations concernant ou donnent directement la parole à des femmes dans le cadre des émissions de télévision. En somme, le vrai problème se situerait plus en amont du processus, c’est-à-dire au niveau de la sélection et de la mise en forme des informations.

Dès lors, on peut se demander comment notre information

publique télévisée peut-elle contribuer à ce que les femmes s’y voient davantage représentées et s’y reconnaissent éventuellement comme des protagonistes actives de l’organisation sociale et du devenir historique ? Bien que la réponse semble déjà trop évidente, il ne faudrait cependant pas minimiser la capacité de résistance des femmes aux images stéréotypées que qu’on leur renvoie d’elles-mêmes, ni exclure ici la possibilité qu’elles reconstruisent leur identité sociale sur la base même d’une réception critique et active des discours médiatique les concernant. Et c’est d’ailleurs de ce côté plutôt qu’il faut chercher éventuellement des avenues et des pistes d’action alternatives.

Mais existe-t-il encore vraiment des alternatives ?

LES luttes pour l’accès à l’information publique et la démocratisation de la communication sociale sont indissociables, à notre avis, de la recherche d’un modèle alternatif de développement. La connaissance de notre histoire collective, une meilleure information sur la nature et les enjeux des mutations en cours à l’échelle de la planète, ainsi que la possibilité pour les citoyens et citoyennes d’intervenir régulièrement dans le

débat public, ne sont-elles pas les conditions premières de la négociation d'un nouveau "contrat social" à l'aube du 21e siècle ? Mais comment et par quels moyens d'action y arriver ?

Du point de vue des femmes, on peut déjà compter sur l'expérience acquise au fil des luttes historiques pour la reconnaissance de leur droits légitimes, considérant ici leur contribution active au fonctionnement et l'évolution de nos sociétés. C'est pourquoi toutes les initiatives visant une plus grande autonomie des personnes (femmes et hommes) ainsi que la participation consciente et créatives de tous et toutes à l'organisation démocratique de la vie en société, nous paraissent absolument positives et fondamentales dans le présent contexte.

Plus concrètement, il s'agirait d'abord de prolonger les efforts déjà entrepris en vue d'accroître la présence et la participation active des femmes dans les secteurs névralgiques de l'information, de la culture et de la communication sociale, mais aussi de rendre plus effectif leur pouvoir de choisir, d'élaborer

et de diffuser leurs propres représentations aussi bien d'elles-mêmes que des autres et du monde social dans lequel elles vivent ou souhaiteraient même vivre éventuellement. Partant de leurs acquis dans ces domaines et sur la base de leurs besoins et intérêts spécifiques, les femmes pourraient sans doute utiliser ici leur créativité pour investir et transformer les lieux et les pratiques touchant à la conception, la production et la recherche en matière d'information, de culture et de communication.

Dès lors, en ce qui concerne un premier champ d'intervention, des plus névralgiques pour la reconnaissance du droit des femmes à l'information et à la communication sociale, il s'agirait d'abord d'approfondir les luttes que mènent déjà quelques individus et groupes de femmes (Evaluation-Médias, ICEA etc.) pour infléchir la législation ou la réglementation en matière de la publicité sexiste ou raciste et plus largement au chapitre de la radiodiffusion. Ces luttes importantes se situent donc

au niveau institutionnel ou juridico-politique et visent surtout à transformer les conceptions et les pratiques dans les domaines de l'information publique, de la culture de masse et de la communication sociale.

Au niveau organisationnel des entreprises publiques ou privées oeuvrant dans l'un ou l'autre des trois domaines concernés, il s'agirait d'élargir les revendications actuelles en vue d'aménager un meilleur accès des femmes à l'emploi, de sauvegarder leur autonomie réelle et d'améliorer les conditions d'exercice des divers métiers de l'information et de la création culturelle dans lesquelles elles oeuvrent déjà. À cet égard, les luttes au sein des associations professionnelles ou des organisations syndicales dans le secteur des médias s'avèrent de la plus haute importance.

Un troisième champ d'action tout aussi névralgique, concerne plutôt le soutien à apporter aux initiatives des divers groupes de femmes visant à développer les pratiques alternatives ou comunautaires de création

et de diffusion dans les domaines de la presse écrite, de la radio, du cinéma, des arts de la scène et de la vidéographie, conçus et pratiqués en fonction des besoins et intérêts spécifiques des femmes.

Quant aux enjeux se situant davantage au niveau de la réception de l'information et des productions culturelles, il s'agirait de prolonger la réflexion et les initiatives concrètes déjà entreprises par diverses enseignantes ou groupes de femmes, en vue de développer des programmes d'éducation critique aux médias, tout en incitant les femmes à imaginer des stratégies inédites pour mieux intervenir et porter plainte auprès des responsables des médias.

Enfin, au niveau académique, il s'agirait d'améliorer les programmes de formation des futures journalistes mais aussi, des étudiants intéressées par les divers métiers de la communication sociale, puis, de susciter des recherches de pointe dans les domaines de l'information, de la culture et de la communication humaine et sociale, de manière à pouvoir alimenter la réflexion

**et renouveler les pratiques
actuelles dans ces
mêmes domaines.**

**En espérant que ces quelques
propositions ou pistes d'actions
puissent trouver écho auprès
des celles et ceux qui portent
déjà en elles-eux cette utopie
concrète de reconstruire
une société civile, plus juste
et égalitaire, il faut sans
doute pour cela rester toujours
des utopistes debout !**

q

NOTES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Pour plus d'informations concernant la problématique, la méthodologie et les résultats détaillés de cette recherche, voir les deux rapports - synthèse Sur la "qualité de l'information" télévisée au Québec (juin 1989 et juin 1990) ainsi que mon texte final : "L'enjeu démocratique et culturel de l'information dans le contexte de crise des télévisions de service publique" (octobre 1992), tous déposés à l'Institut Canadien d'Éducation des Adultes (ICEA) de Montréal.

2. Beauchamp, Colette, *Le silence des médias*, Les Éditions du Remue - Ménagement, Montréal, 1987.

3. D'autant plus que la seule référence, un peu consistante, à la réalité de ces tâches et de ces responsabilités domestiques (encore largement assumées par les femmes dans notre société), entrerait virtuellement en contradiction avec le contenu plutôt sexiste des publicités "féminines" diffusées à l'intérieur même des émissions d'information à la télévision.

4. Voir à ce sujet les documents préparatoires au Forum national des femmes de mai 1992 : *Un Québec féminin pluriel, pour un projet féministe de société*, Fédération des femmes du Québec, mars 1992.

5. Jean, Bruno, Lafontaine, Danielle et Lévesque, Benoît, *Consommation des mass médias, régions et classes sociales*, Cahiers #15 du GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, 1985, 375 pages.

ARTICLES

ARTICLES

Mass Communication in Poland after the Collapse of Communism

BOGUSLAWA DOBEK - OSTROWSKA —————

**Conditions of transformation
process of media systems in
Central - Eastern Europe**

THE transition of political system results in changes in many areas of social life. One of them is mass communication, based on mass media. The transformation of media system is taking place in the same time as the transition of political system and is determined by this transition. The part taken by media and mass communication in the time of transition is not studied sufficiently. The events in Central and Eastern Europe in 80's and 90's of XX century provide inter-

esting empirical data, and progress in communication theory in countries of this area give new prospects of studies. One of the first steps in process of democratisation is liberation of mass - media from the rule of state government. This process is taking place in different rates (for example Spain, Portugal, Poland, Czech Republic, Romania etc.), meeting serious obstacles, mainly political and economical, but not only. Although transformation of press is taking place rather without difficulties, the common problem of the most of democratising systems is still the electronic media - mainly television. New political elite, being aware of the

BOGUSLAWA DOBEK-OSTROWSKA is professor at the Department of Political Science of the University of Wrocław (Poland)

role played by media in process of formation of public opinion does not want to lose control over the media. The second important factor, which has an influence on the process of change of media system, is money needed to start and maintain independent media. This problem is connected mainly with television, regarded as the one of the most money absorptive industry in the modern world.

As a result of transformation of media system in the period of transition of political system toward democracy, the state - owned mass - media, submitted to authoritarian or totalitarian power, are being superseded by market of private (commercial) and public media. In post - communist countries, where process of changes in media system are far advanced, as for example in Poland, Czech Republic, Hungary, the process of formation of media - model, typical for Western Europe is observed.

The change of legal status of mass - media, and mainly liberation (real or not) from political power, results in transformation of media in the new, independent actor of political arena. Their role is even more apparent, regarded together with rootedness of democratic rules of politics and with creation of

the new forms of communication between government and citizens. Besides media, it is born new category of political actors, which was not present in the period of non - democratic system, such as institutes of public opinion surveys (in period of communism they were submitted to government) and specialist agencies of political marketing and Public Relations. The turn to democracy and its consolidation is accompanied by transformation and modernisation of the political area under the influence of independent mass - media¹. This results in, well known in mature Western democracies, phenomenon of mediatization of politics, society and political elite.

Mediatization of politics

THE process of democratization in Central - Eastern Europe coincides with intensive technological progress of electronic media, mainly television and so called new media, that is modern cable, satellite, computer and other networks.

The speed of mediatization of politics, and the society as well, is influenced by following factors: pressure of the new technologies in the field of media, and the wide access to receivers of different kinds, which allows the reception of messages, too.

Because of this reason, the significance of mass communication in democratically transformations in 90's of XX century is much greater than in Mediterranean countries in 70's. The processes of transformation of media systems there were much slower, and they lasted from ten to fifteen years (for example, Spain began the process of political transformation in 1975, the act which gave the access for commercial broadcasting was put into force fifteen years later, in 1990. In Poland, it took place after three years after the fall of communism).

The intervention of media in field of politics resulted in changes in strategy of communication of political actors. Classical political senders to exist on mediatized political arena systematically leave the room previously reserved for power elite. It is becoming usual to employ political consultants, directors of election campaigns, surveys, marketing and advertisement specialists, etc. With the support from all those professionalists modern political debate is taking place. H. Cazenave called this debate "electronic agora"². It gives the possibility of participation in political dialogue not only for political elite, but also for whole society. Here we have got communication from

government to citizens and, in the opposite direction - from citizens to government. Independent media, in the time of transition, force the people of power to change their public behaviour. Their work is observed, controlled, commented, discussed, judged and criticised. According to J. - M. Cotteret an election is no longer the only way of government justification. Thank to mass - media the process of justification is constant and uninterrupted³.

Democratising societies at the end of XX century are very fast going to the phase of media communication of masses. Politics is becoming the show, where politics play the parts of heroes. This phenomenon is stronger in periods of election campaigns, and because of that some scientists (e.g. G. Thoveron) compare them to TV serials. Media becomes the most important source of information on politics and politicians, on programs and candidates. Television becomes the privileged medium. R. Caryol stresses that TV is on the highest level interclass, intergenerational and the most widespread mean used in campaigns. Thank to television it is possible to turn to very different people in the same time, to supporters, to opponents and to indifferent. So, it is under-

standable, that candidates (e.g. A Kwaœniewski in election in 1995) attach importance to media strategy, mainly TV strategy.

There is no data on spendings of political parties and candidates on TV advertisement in post - communist Europe, so it is impossible to deeply analyse the importance of TV campaigns. Although, careful observation of political life allows for thesis, that new political actors in post - communist countries positively value the importance of television and they learn how to use TV very quickly. Even the general analysis of the election campaigns in Poland in 1989, 1990, 1991, 1993 and 1995 shows the process of professionalization of these campaigns, the involvement of wider range of professional political consultants. The subsequent campaigns consumed more money, and the results of elections showed, that candidates and parties without the suitable financial background, are notable to reach their goal. But in the time of transition to democracy this mechanism does not work in the same way as in the mature mediatised democracies. This is the result of following factors: the high level of political insecurity, the lack of strong connections between political parties and

society and, as a result, the lack of stable electorate, political volatility. The example of the above state of affairs might be election to Parliament in 1993, and in particular, the casus of two parties: Kongres Liberalno - Demokratyczny and Unia Pracy. KL-D employed, as the first party in Poland after 1989, The marketing company "Saatchi and Saatchi", which has successfully supported campaigns of British Conservative Party since 1978⁵. This KL-D campaign cost about 13 milliard zloty. Despite this fact, the party did not reach the barrier of 5 %, required by electional law, and did not win any seats in Sejm. The second case is the result of Unia Pracy. The campaign of this party was one of the most unprofessional ones, with low budget. The most of candidates (apart from some party leaders) did not have political experience, and they were placed on electional list without any previous selection. The success in election (9 % of votes and the fourth party in Sejm) were a surprise even for the party and their leaders.

Mediatization of society

UBIQUITY of media and their indisputable influence on politics is confirmed by results of studies of French theorist of political communication -

J. Gerstlé (1992)⁶. According to the author, the development of television results in intensification of the process of mediatization of politics and citizens. There is no such a studies for democratizing Central - Eastern Europe. However, it is possible that there, where the transformation of media system is well advanced, and where mental changes in society are observed (e.g. Poland, Czech Republic, Hungary), the level of media influence is close to the state of affairs in Western Europe. Very interesting case is the case of Spain, which went through similar political and social evolution. The studies of J. Gerstlé show the great importance of media in the process of forming public opinion and in modification of attitudes and behaviour of citizens, regardless of the type of media system⁷.

The pressure of media in 80's and 90's of the XX century is so great, that more and more frequently the opinions of leading sociologists, theorists of communication, publicist and other people, afraid of media - centric vision of public life, which means reduction of political order to mediatic order, are heard. This problem starts to refer also to post - communist area. In authoritarian and totalitarian systems mass - media are submitted to

absolute control of authorities. They are basic means of propaganda, and create positive picture of the state, system, political elite etc. In democratic states, media are autonomous, independent of authorities and state structure, or at least they are not under control of one political power, what is the basic condition of the freedom of speech. In the condition like that, they are oriented especially on mass - media audience. They depend on this audience and also their success or failure depends on the audience. Social psychologists and sociologist discovered long ago, that individual being, what means also the mass - receiver, are ready to receive and to include in system of values negative rather than positive messages. The revolution of audio - video mass - media, in which the citizens of Central - Eastern Europe take part, has led to intensification of negative deviation in picture of the reality. The influence of this tendency on the cognitive powers and emotion of human being is stressed by many scientists, for example S. M. Lipset, R. P. Hart ("Seducing America", 1994) or K. Hall Jamieson ("Dirty Politics", 1992). Phenomenon just described is also present in countries of Central and Eastern Europe, where political systems are in the phase of

transition to democracy. Apart from difficulties connected with transformation of institution of political power and economic changes, the biggest problem in this area is the change of post - totalitarian (post - authoritarian) consciousness. The problems with mentality are often the serious obstacle in solving the dilemmas of the time of transition, for example pretensions of working class, incompetency on the free market, habits from the state controlled market, authoritarian attitudes born in non - democratic system etc. Independent mass - media have to play important part in process of transformation of consciousness of post - communist societies. But they sometimes do not play the positive educational role : the role, which might be useful in modification of attitudes and which, throw light on the idea of democracy.

We do not have yet any deeper studies on the role played by mass - media in the time of transition after the fall of Yalta order. The beginning of such a studies might be concept of "the effect of visibility", proposed in a publicistic version in 1995 by L. Balcerowicz⁸. The author defines "the effect of visibility" as a change in minds of millions of people, caused by concentration of mass - media

on, real or not, negative phenomena and events. In consciousness of people, for many years used to receiving messages positively describing the reality, the cognitive dissonance arises. This dissonance is bigger, when bigger is the crisis of individual knowledge of changing life condition and the difficulties of life after the fall of socialism. However, Balcerowicz stresses the difference between the post - socialist "effect of visibility" and negative deviation of the picture of reality, caused by media in mature democracies. First of all, the author thinks, that the phenomenon in Central - Eastern Europe is much stronger. Here we have to deal with "the fast jump in the way of activity of powerful 'perception producers'", when in mature democracies there is "intensification of well known tendency". Secondly - in strong political systems there is no need of system change, and the post - socialist "effect of visibility" deals with phenomena, considered as negative, which arise during the transition toward the better system, and in minds of many people it might lead to association of these phenomena with the change⁹. It is known, that the most of this negative phenomena were present in the previous period, but they were hidden under the cover of propaganda.

Many people, mainly badly educated and less resistant to changes, start to think that the new state of affairs is caused by democracy.

We have to agree with the thesis of L. Balcerowicz, that the state of minds of society in the time of transition to democracy, is determined, from the one side by described above "the effect of visibility", and from the other side - by the level, on which the independent mass - media carry on educational and democracy - promoting activity. The concentration of media on the negative phenomena and lack of forming activity is the cause of set - back of political, economic and, mainly, mental changes.

When we analyse the problem of mediatization of post - socialist society, it is very difficult to ignore the problem of importance of so called gate - keepers. On the free market of media, its participants fight with others, trying to keep the attention of bigger audience. They more often use the gossips, slanders, scandals and information about private life of public people. They use incidental or non-real facts, and create so-called "news" or "media facts". The activity of broadcasters is not always ethical. They try to satisfy the curiosity of common people,

and they devastate the people's minds spreading biases, stereotypes, intolerance, deformation of reality, disinformation etc. Many of the serious, even the fundamental, problems of the period of transition, are treated roughly, or presented in emotional and subjective way, according to political option of "gate - keeper". This practice is potentially and really dangerous, because they extend the time of transition to democracy and delay the process of its consolidation.

The background of transformation process in Poland

THE transformation of the mass communication in Poland is inseparably connected with political turn in 1989. The transition to democracy and deep system transformation have forced the change in media system and, as a result, influenced the processes of transformation of mass communication.

One of the first important events, which formally started the process of changes, was the proceedings of Round Table, and the agreements on the mass - media. The governmental side decided "to leave the system of licences of press and to replace it by the system of application [...]"¹⁰. This agree-

ment actually started the process of demonopolization of press market. The second agreement concerned radio and television. Despite the demand of opposition side, requiring "evolutional passing from the monopolistic to social model of pluralistic radio and television [...]"¹¹, the governmental side, being aware of the propagandistic power of these media, keep "the position of the legal and structural integrity of Komitet ds. R i TV (Committee of Radio and TV) as a state institution under the administration of government [...]"¹². The opposition gained only the possibility of broadcasting of programs in the frame of the broadcasting time for the opposition, NSZZ "Solidarnoœæ", catholic Church and other religions and the national minorities. Soon, just after the elections in June, 1989 and after the appointment of the first non-communist Prime Minister, this solution, i.e. the retention of the President of Radiokomitet (Committee of Radio and TV) in the structure of the government, turned to be very beneficial from the point of view of the interests of post-oppositional elite. Alternation of the power, done as a result of parliamentary election and the change in governmental area of the power system, paradoxically froze the process of changes of the market

of state electronic media. It did not succeed to stop the spontaneous and very dynamic process of creation of private, commercial radio broadcaster and TV channels. The main tendency in transformation of mass media in Poland is the transition from monopoly to pluralism. However, it must be stressed, that these processes are very complicated and multileveled. The mass media, despite of the seven years lasting transformation, are still in the transitional stage. However, we may observe the first signs of the consolidation of the media system.

R. Filas tried to analyse the stage of transformation of Polish mass media after five years after the fall of socialism. He distinguished three phases in this period, but stressed also, that the borders between them are floating is rather conventional. The author says about phases:

- (1) "spontaneous enthusiasm" and forced changes;
- (2) pretended stabilization and subsoil changes;
- (3) stiff competition on market.

The first phase is placed by the author from May, 1989 to about the half of the 1991, the

second - about from the half of 1991 to the end of 1992, and the last one - from the beginning of 1993 up to today¹³. If we accept the concept of R. Filas, we must stress that the process of changes in the market of press-media and in the market of electronic media ran and are running with different speed. The result of this is unequal stage of transitions of the different parts of the media system. In the first two phases, i. e. from the half of 1989 to the end of 1992 the basic changes in press were made. The revolution in electronic media started only after The Act of Radio and Television from December the 29th, 1992 was put into force.

The press and publishing market

THE press and publishing market was that part of the media system, which first and the most efficiently started to fit to political and economic changes. Undoubtedly, the serious impulse toward the demopolization the agreements of the Round Table were. However, it must be stressed, that long before this event, there were the press titles, which were not connected with RSW "Prasa-Ksi1ka-Ruch", as for example: "Wprost", "Tygodnik Powszechny", the

press of the church etc. They had their readers and the position in non-democratic press system (about 10%). Because of that we can say, that there were three groups of press titles which were related to the process of transition:

- (1) the press connected with communist party (RSW);
- (2) the titles published before 1989, and not connected with RSW;
- (3) new titles created after the Round Table.

In the process of transformation of the Polish press we may point three phases:

- (1) between the Round Table and the act of liquidation of the Robotnicza Spółdzielnia Wydawnicza "Prasa-Ksi1ka-Ruch" in March, the 22nd, 1990;
- (2) after putting the Act into force to the end of the work of the Commission to liquidation of RSW, and the process of liquidation, i. e. to the half of 1991;
- (3) from the beginning of 1992 until today.

The character of the first period was the spontaneous creation of new press titles. Until the end of 1991, the provincial courts were registering

monthly about 100 of the new titles. The country register, kept by the Provincial Court in Warsaw, stated 7 thousand titles, from which the half had started an activity (data from the half of 1992). From the very beginning of their existence they were the subjects of the market mechanism. One of them have used the gap in the press market and gained the readers, the others, because of the lack of interest, went bankrupt and disappeared from the market. It was much easier to stay in the market for the weekly and monthly magazines than for the newspapers. Definitely succeeded the magazines for women, guiding and tabloids, as "Skandale", "Nie", "Poradnik Domowy" and others. It was more difficult to find their place for the newspapers. The exception here is "Gazeta Wyborcza" which was created in May, 1989, and very fast gained the great part of the market. Up to today it keeps the leading position between nation-wide newspapers (21,9 % of all readers). The activity of "Glob 24" or "Nowy Ćwiat" failed.

The activity on the press market in this period was so intensive, that it is difficult to say, how many periodics was issued in this time. According to GUS, in 1991 Poles read over the 1,5-billiard copies of newspapers,

weekly and monthly magazines. There were over the 70 newspapers, in this number 20 nation-wide¹⁴.

The second period of press market transformation is characterised by spontaneous process of creation of the new periodics, from the one side, and the process of liquidation of RSW, which owned 244 press titles, 82 companies such as publishing houses, printing houses, distribution, spreading and external trade. It employed 100 thousand people, in this number 60% of all Polish journalists. The Act included two possible ways of transformation:

- (1) free of charge transfer of the press titles for Spó3dzielnie Pracy Dziennikarzy (journalist co - o p e r a t i v e s) a n d
- (2) adjudication of the press titles by tender.

The transformation embodied 172 press titles. In the first way of transformation it was created 62 new publishers, organized in journalist co-operatives. To the end of 1991 there were transferred 59 titles. Three others "Gazeta Robotnicza" and "Zwierciadlo", were adjudicated by tender, and "ycie Literackie" was waiting for the rights to the title. One of a few standard co-operative remains until today the

editor of "Polityka", which according to the surveys of Krakowski Instytut Prasoznawczy has the second position (After "Nie") between the nation-wide weekly magazines (7,6 % of Polish readers)¹⁵. The second way was the sale by adjudication by tender. It was left for these titles and publishing houses and parts of the organization, which were not transferred to the co-operatives. For the general number of 106 press titles there were given 220 offers, between them 16 from the abroad. to the October 1991 there were 68 titles sold, 6 changes the owner without the auction, 19 titles remained unsold. The remaining twelve waited for the terminal solution.

In the third phase of transformation of the press market (from the half of 1991) we have to deal with the new quality. There is no monopolist, which forced the readers to their view of the reality. The press started to comply with the usual mechanisms of the market, became the good, which should be sold as good as possible. Otherwise they got out of the play. It was impossible, despite the best of intentions of the Komisja Likwidacyjna (Liquidation Committee), to protect the press market from the atomization and to gain control on the spontaneity of the process of

changes. In the third phase it is clearly visible the stabilization of the market. Titles have found their readers, and these which did not do that, stopped their activity. However, not all of the segments of this market are developed to the same level. The system of distribution clearly does not gain the demanded, European level.

The market of radio and television

THE transformation of the radio and television ran in the other speed that the transformation of the press. This state of affairs was determined, among the other things, by the two groups of factors : political and economic. As I said before, new political elite was very interested in delay of the changes in radio and television. These two powerful media had, according to the governing politicians, to serve them in the presidential and parliamentary, and also in local, elections, and to be the ground for the reforms and policy of the next equips. The government of T. Mazowiecki, J. J. Bielecki as well as J. Olszewski did not decided to lost control over these media. It was the government of H. Suchocka, which got quite the good results in surveys of public opinion (in November 1992 - 51 %)¹⁶, did

not blocked the passing of *Ustawa o radiofonii i telewizji* (The Act of Radio Television). The other factor, which determined the speed of development of the radio-television system in Poland, is, undoubtedly, the lack of big capitals. In the process of transformation of the electronic media we can distinguish three phases:

(1) from the moment of political break in 1989 to promulgation of the act of radio and television in December the 29th, 1992;

(2) from the promulgation of the act to the end of the 1994,

(3) from the beginning of 1995 until now.

(4) the phase from the half of 1989 to the end of 1992.

According to the proposal of R. Filas, this phase may be divided on two sub-periods: from the half of 1989 to the half of 1991 and from the half of 1991 to the end of 1992.

The first of these sub-periods was characterised by the lack of changes in etatist radio and television (the President of Radiokomitet was subordinated to the Prime Minister and was included in the Cabinet) and the beginning of the activity of the first

private broadcasters. The important part was played by the Act from November the 23rd, 1990 of telecommunication. Its provisions influenced the activity of the market for radio and television. It, mainly, eliminated the state monopoly for these media. Catholic Church, other churches and religious communities got the right to broadcast their own programs and to creation and use of their own telecommunication installations for broadcasting of radio and TV programs. At the beginning, the minister of telecommunication was given the right of giving the licenses for use the installations and for the broadcasting of programs for these subjects, which lodged proper applications.

At the end of 1990, thank to the Act of telecommunication, the offers of the four channels of the state radio was enriched by three local broadcasters : in Cracow - Radio Malopolska Fun (later RMF FM), and in Warsaw - Radio Zet and Radio "ES" (later Radio "ESKA"). In the same time it was made the attempt to open the first commercial local television - PTV Echo in Wroclaw.

The lack of attractive Polish media, the Poles started to compensate by the satellite programs. It was observed the

fast growth of the number of the satellite aerials and audio-video equipment, what puts Poland to the European leaders. The easiest access to the modern technology allowed also for the wider use of cable TV. The second sub-period, i. e. from about the half of 1991 to the end of 1992, is a phase of spontaneous and uncontrolled opening of the new private broadcasters of radio as well as television. Except for only a few subjects, which had the time-limited licenses from the minister of telecommunication, the rest of them broadcasted their programs illegally. At the end of 1992 it was noted the existence of 24 pirate radio broadcasters and 10 commercial TV channels¹⁷.

On the television market, they could observe it the process of ingression of the foreign broadcasters and the attempt to dominate the market. The example of this tendency is the TV network Polonia 1, controlled by Nicola Grauso, who was connected with Silvio Berlusconi. From the ten existing in this time TV stations, he subordinated in the short time the half of them. Because of the character of the transformations and the unusual similarity to the processes in Italy in 70's, it was called "italianization" of the Polish television. In this period many negative

phenomena appeared, which might have been the serious danger for the quality of the electronic media. It has begun the real war on the air. The private radio and TV broadcasters started the close competition with each other, taking sometimes the very extreme activities (for example jamming the competitive broadcasters, taking the frequencies of other subjects or used by the other broadcasters, etc.). Broadcasters did not care for the quality of programs, broadcasting the programs of low or very low quality, the bad action or erotic films, etc. There was a lot of reservation as to the programs for children and teenagers. In this situation only the passing of the Act of radio and television and its efficient fulfilment could stop this negative tendency.

(2) From the beginning of 1993 to the end of 1994. The Act from December the 29th, 1992 is the very important step in the process of ordering of the Polish law in the matter of the mass media. It opened the new period in the transformation of the Polish media and it shows the way for this transformation. Despite the many weak points, as for example the lack of precision in some conditions, the lack of some questions and preferences for the public radio and televi-

sion, the act is of the great importance in the process of shaping of democratic media order. It must be stressed, that it is the second, after the Czechoslovakia (1991) act, which is giving the access to the commercial broadcasters and changing the previous status of the state radio and television in the post-socialist countries.

a) Public mass media of communication. Krajowa Rada Radiofonii i Telewizji (KRRiT) (The National Council for Radio and Television) took steps towards transformation of the state radio and television in the public ones. In September 1993 W. Walendziak was appointed to the post of the President of television and K. Michalski - to the President of the radio. On December the 1st, 1994 it stopped existing the institution of the Radiokomitet. Two joint-stock companies took its place: "Telewizja Polska S. A." (two channels) and "Polskie Radio S. A." (four channels). On the persons of W. Walendziak and K. Michalski, and also on boards and deliberative assemblies the responsibility for the process of transformation of state media and taking their companies to the world, and mainly Western European, standards, was put. The changes in the structure included the 1 and 2 channel of

nation-wide television, eleven local branches of TVP S. A. and the four nation-wide radio channels and seventeen local broadcasters. In the half of 1994 seven of the Local Centres TVP (Katowice, Warsaw, Wroclaw, Cracow, Lodz, Gdańsk and Szczecin) possessed the channels, which provided the own production, or the satellite transmission of the TV Polonia, started by "TVP S. A." in May 1994. Formally, the *Act of radio and television* says on the same treatment of private and public broadcasters. In reality, it prefers the public mass media. It is present, beside other things, in the system of frequency assignment, in control and in imposing to the fulfilment of the given tasks. The Act says "public radio and television" what has to suggest that these media ran through the process of socialization. But it arise the question - if the transformation of Radiokomitet in the joint-stock companies of radio and television owned only by the Treasury means that they are not of the character of the state institutions?

b) Private mass media of communication. The Act from December 1992 has given the legal rigours not only for the public media, but also for private broadcasters. They may work only on the ground of the

given license. Despite the fact, that activity of the illegal broadcasting was the burden for the broadcaster and lessen their chance for license, a lot of them did not stop broadcasting. From the beginning of 1993, Nicola Grauso continued the building of the nation-wide television network, started in the second half of 1992. Using different methods, mainly taking advantage of the financial problems of the local TVs, he gained the control over them. There were 13 previously independent pirate TV station in the network of the Sardinian businessman. From March 1993 these stations, in the time of the best audience, broadcasted the common program block of POLONIA 1. The own production was usually reduced to the local news. Sales and profits from advertisements was taken over by agency of Nicola Grauso. Outside the network of Italian businessman remained only a few local private TVs. They included TOP CANAL in Warsaw, TV SKY ORUNIA in Gdańsk and TV VIGOR in Gorzów. The offer of television was in this time enriched by nation-wide program of POLSAT. The station began broadcasting, by satellite from Holland, in February 1993. Without any legal problems and spontaneously the development of the cable TV took place. Some of them prepared

their own programs, the other ones used the production of other subjects.

The very important changes took place on radio market. Spontaneously arising local radio stations efficiently gained the audience of Polish Radio. From the spring 1992 to spring 1993 the number of listeners of local stations has risen from 9 % to 26 %¹⁸. The interest in the catholic radio also has risen. In the half of 1993 they had about 7 % of listeners¹⁹. There were several dozens of these local catholic stations, in this number 38 broadcasted the program of the Radio Maryja from Toruń. Some stations, as Radio Plus in Gdańsk, "As" in Szczecin, Radio Mariackie in Cracow or Radio Legnica, were subordinated to local curies and worked in the style close to the commercial model. In the second half of 1993 KRRiT announced the first process of licensing. In December, the announcement of KRRiT was published; it included all the names of subjects applying for license. There were 400 applications, in this number 250 for local radio stations, 89 for local TV stations, 28 for the regional and over-regional radio stations and 26 - for the same kind of TV stations. There were 11 applications for nation-wide TV licenses and 7 for radio

licenses²⁰. Until the end of the year the one TV two radio licenses and were given: to Radio RFM FM from Cracow, Radio ZET from Warsaw and POLSAT television. The emotions and discussions arose because of license for POLSAT. It led to the conflict between L. Walésa and KRRiT, and in consequence - to removal M. Markiewicz from the position of the President of the Council by the President. The year 1994 is the period of continuation of the fight for the market of the electronic media. The firm position of the political powers led to elimination of illegal broadcasters. In their place the subjects went, which had the licenses from the next license processes. At the beginning of May of 1994, KRRiT gave another licenses. In the contrary to the pirate TV broadcasters, they were given to most of illegally broadcasting local and regional radio stations. The next license process was announced in December 1994. In this process 25 TV channels and 150 radio frequencies was given, as well as these not given in the previous processes. At the end of 1994 the program offer was enriched by the first in Poland payable coded TVs : FilmNet and Canal Plus.

(3) From the beginning of 1995. This is the period, which can be

called the phase of relative stabilization of the electronic media market and of "the new deal in the air". We observe in this period some characteristic tendencies. The fight for survival replaced the fight for licenses. The aim of the legal broadcasters became the audience of the mass-media and the market of advertisements. The reflection of the new reality is a group of advertising magazines and fast developing advertising agencies. In this period it shaped the actual structure of radio and television audience. The public mass-media lost their monopoly. The local and regional broadcasters (often previously illegal) took over the great part of the audience. Also, the commercial radio "ZET" and RFM FM are now listened to by the more Poles, mainly in the big cities. This process is slower on the level of nation-wide television. The only private TV POLSAT has not become dangerous for the position of two channels of "Telewizja Polska-S. A.". There is an increase in the number of receivers of payable TV channels, as Canal Plus and FilmNet, and also the Polish language satellite TV RTL7, initiated in December 1996. The enrichment of the offer of programs shook the monopolistic position of the public television, which systematically loses its audience, and caused

the loss of audience of foreign Polish language broadcasters, as Radio Wolna Europa, Radio Watykan, etc.

Media and politics

THE process of the transformation of Polish electronic media market should be, according to the Act, controlled by *Krajowa Rada Radiofonii i Telewizji*. It was created in April, 1993 and work in the composition of nine members. Their members are: M. Markiewicz, M. I33owiecki, S. Bender (nominated by the President), L. Dymarski, M. Siwec, B. Sulik, A. Zarêbski (nominated by Sejm) and J. Szafraniec and R. Miazek (nominated by Senat). From the beginning of the existence of this institution its independence was in danger. The Council was the subject of the political plays. Here clashes the interests of different groups and centres of political powers. The special role Lech Walêsa played, who wanted to influence the decisions of KRRiT, applying pressure on "presidential" members of the Council. In April 1993 the President nominated M. Markiewicz for the President of Council. He recalled him, before the end of tenure and against the law, at the beginning of 1994. The main reason of this decision lies in the eagerness of the

President of council and KRRiT for keeping the independence and staying against the political influence. In the place of M. Markiewicz was nominated, regarded as not competent in the matter of media - S. Bender. After a few months he resigned from the function and membership of the KRRiT, in the atmosphere of disapproval. During the two years of the council work the three "presidential" members tried to keep the independence and to stay firm against the pressure of the President. L. Walêsa decided for the next, widely discussed, step. He recalled all three persons and nominated the three others: J. Zaorski, H. Andracki and T. Kwiatkowski. For the President of Council was nominated, publicly declaring his loyalty to the President - Janusz Zaorski. In April 1995, after the time of the office (J. Zaorski was put in the place of M. Markiewicz, elected for two years), L. Walesa nominated for the period of six years and for the President Marek Jurek. This decision was very controversial. It caused discussion and disapproval of the media professionals as well as of the public opinion, and mainly antagonistic to Marek Jurek political elite. It was put into doubt his qualifications to this function. The atmosphere of the political tension was rising in relation of the presidential

election campaign in 1995. To stop the next conflicts related to activity of the Council, at the end of 1995, Sejm took the amendments to the Act of Radio and Television. On the ground of this amendment in December 1995 KRRiT, for the first time, choose the President from its members. Boleslaw Sulik was elected for the President, the person known for his professionally and experience. New legal solutions will not, for sure, stop the disputes on the Council. It is responsible for the shape of the media policy, and in the times of revolution of the mass-media every political group and centres of state power want to have the influence on the "fourth power".

The pressure of the political elite is concentrated mainly on the public television, practically from the inauguration in December 1994. This state of affairs publicists call: "the war with television" or "the war for television".

The resignation of the President of "Telewizja Polska - S. A." In the first half of 1996 and nomination of Ryszard Miazek in April 1996 caused the visible growth of the influence of the coalition of SLD - PSL. Every campaign causes the sharpening of the atmosphere around media. It is usual for the place of mass media.

The pressures of power elite on institution of this kind are not anything unusual in the countries of Western Europe. The conflicts of that kind were present in Great Britain (between M. Thatcher and BBC), in France (between F. Mitterand and TF1, before privatisation of the channel in 19887), or in Germany (protest of H. Kohl against ARD).

AFTER the seven years of transformation of the mass media, we can say about the formation of the new media system. The process of transition, which is still in motion, id given the shape and the direction. Although the form and the net of relations between the subjects of primary and secondary market of media system are evolving all the time, we can put the thesis, that Polish media system is going in the phase of relative stabilisation and consolidation. The existing law and the deep transformation, which took place, allow for assumption, that the direction of this system will not be changed. It evolves clearly to the dualistic model of Western European media systems, characteristic for the existence of two types of media broadcasters - public and commercial. Still forming Polish system is more and more similar to o called third group of European

countries, where the commercial broadcasters went latest¹⁵. This group, according to the researchers of the media systems, includes Spain, Portugal and Greece (apart from the other countries), that is these countries, which took the way of democracy in 70's.

q

NOTES

1. H. Cazenave, *Medias et la vie politique*, [in:] *La communication. La documentation française*, Paris, n0 258, p. 62.
2. *Ibidem*, p. 67.
3. *Ibidem*, p. 67.
4. R. Cayrol, *Le role des campagnes electorales*, [in:] D. Gaxie (ed), *Explication du vote*, Paris 1985, p. 43.
5. M. Herreros Arconada, *Teoria y tecnica de la propaganda electoral*, Ed. PPU, Barcelona 1989, p. 43.
6. J. Gerstle, *La communication politique*, Ed. PUF, Paris 1992, pp. 36-45.
7. *Ibidem*, pp. 55-56.
8. L. Balcerowicz, *Efekt widoczności*, [in:] *Wprost*, Poznań, the 24 October, 1995, p. 39.
9. *Ibidem*, p. 39.
10. *Porozumienia Okr1g3ego Sto3u*, Warszawa 6 luty - 5 kwiecień 1989 r., Ed. NSZZ „Solidarność”, Olsztyn 1989, p. 72.
11. *Ibidem*, p. 80.
12. *Ibidem*, p. 80-81.
13. R. Filas, *Pięć lat przemian mediów masowych w Polsce: bilans wstępny*, [in:] *Zeszyty Prasoznawcze*, Kraków, n0 1-2, 1994, p. 60.
14. *Polskie media w okresie przemian*, Warsaw 1991, p. 112.
15. *Ibidem*, p. 115.
16. *Biuletyn Informacyjny CBOS*, n0 11, 1992.
17. J. Mikos, *Trwa wojna w eterze*, [in:] *Nowa Europa*, Warsaw, the 13-15 November 1992.
18. R. Filas, *op.cit.*, p. 63.
19. *Ibidem*, p. 63.

Where in the World

is *Szesám Utca* ?

Children's Television in Eastern Europe and the Arrival of *Sesame* *Street* in Hungary

BY RITA CSAPO - SWEET

"Shall we just carelessly allow to our children to hear any casual tales which may be devised by casual persons, and to receive in their minds ideas for the most part the very opposite of those which should wish them to have when they are grown-up?"

THE year 1989 is the dividing t i m e l i n e between the old and new Hungary. That year, Hungary underwent massive changes in its social structure including the system of educational television. Before 1988, the year it was for the first time tested in Hungarian class-

rooms, SESAME STREET was totally unknown to the Hungarian public (Csapó-Sweet, 1992). The tests discovered that Hungarian school children acquired English Words by viewing the original American television program. Outside of Eastern Europe, for more than two decades SESAME STREET was regularly seen by enthusiastic audiences in more than seventy five countries. Yet, the program was not broadcast on Hungarian television program to assist in t e a c h i n g English as a S e c o n d L a n g u a g e (E S L) .

RITA CSAPO-SWEET is assistant professor of communication, fellow at the Center for International Studies of the University of Missouri - St. Louis (USA)

Accordingly, this is the context in which the present report describes the early efforts to take *SESAME STREET* behind the Iron Curtain.

Educational television in Hungary preceding *Sesame Street*'s arrival

THE first television broadcast in Hungary took place in 1958 (U.N.E.S.C.O., 1981). Despite its modest beginnings, Hungarian television grew very rapidly in the 1960s and 1970s. The organization of Hungarian television under the jurisdiction of the Council of Ministers was similar to other East European countries. All television production, programming and broadcasting was controlled by the State radio and Television Broadcasting Committee. Educational and cultural programming were administratively under the authority of the Ministry of Education and Culture. Television broadcasting in Hungary, like all other communication functions, was the responsibility of the postal service.

In the late 1980s, cable and satellite television greatly increased the variety of programming available to Hungarian viewers. Indeed, by then most high rise housing developments bristled with clearly visible satellite dishes that could receive foreign programs. In part, this study with *SESAME STREET* was conceived because severe financial limitations caused the National Institute of Pedagogy and the Soros Foundation to investigate less expensive, non-traditional ways of teaching English with A/V sources. Since foreign programs delivered by satellite were becoming both popular and accessible to the Hungarian public, it was believed that programs from the cable channels (Sky Channel, Super Channel, and Euro Channel) may be a source for future ESL material.

During the 1970s and 1980s, the budget for broadcasting in Hungary was entirely state financed. During this period, television advertising had a very minor effect on financing and industry. Indeed, free enterprise, market forces were not really felt in Hungary until 1990. Before 1989, television advertising

rates were divided into three categories :

- 1) advertising for health and education was free;
- 2) advertising for cultural products (e.g., books, school materials) were allowed a fifty-percent discount; and
- 3) only other types of advertisements, especially for consumer goods, had to pay the full rate" (U.N.E.S.C.O. 59).

Television broadcasting has always been centralized in Budapest, Hungary's capital city. However, production also occurred in regional studios (such as in the cities of Szeged and Debrecen) that evolved into the local public access cable television studios of today. Programming from Hungarian Television (Magyar Televizio, MTV) was received by Hungarian speaking people in the five surrounding countries of Austria, Czechoslovakia, Romania, the former - Yugoslavia, and the former USSR. Reaching their neighbors with expanded programming was an important goal of Hungarian television. Through the 1980s, about 10% of Hungarian

families watched television broadcasts originating in neighboring countries (U.N.E.S.C.O., 1981). These cross-border telecasts were in fact an important ingredient in the pro-democracy revolutions that swept Eastern Europe between 1989 and 1993. For example, in the Hungarian speaking area of Romania (Transylvania) the population received and regularly watched Hungarian television, that was at times, specifically targeted at this population. Post-World War II communist society in Eastern Europe made both education and the communication media extremely high priorities. The effects of broad policies originating in the USSR were felt throughout Eastern Europe. The education policies under four decades of communism in Hungary resulted in a centralized education bureaucracy, a virtual elimination of illiteracy, and children who consistently ranked among the highest in the world in science and math scores. Hungary also produced during this period, a generation of technocrats that rivaled their counterparts in the West; and two generations of children raised

according to the "socialist model". Indeed, the Soviets too developed a generation of two-subject specialists. They combined technical skill in fields such as computer science with a knowledge of English and the U.S. system (Cullen, 1982). Children's television in the former Soviet Union and Eastern Europe was designed to entertain children and at the same time provide social education.

Another result of the high priority placed on education under communism was allocating large budgets for educating teachers, educational media, curriculum development and collateral educational areas. In all socialist countries, film and television were nationally well subsidized. Moreover, during the past four decades, production of children's film and television was an oasis for artistic creativity. By contrast, other areas of television production such as news and documentary programs were routinely subjected to strict government censorship. Consequently, controversial artists often sought refuge in production of children's film and television while freedom of expression

was curtailed in other areas. Pre-school television programming in Hungary and elsewhere in the region, liberally employed the rich and diverse folkloric traditions of Eastern Europe's cultural history. Accordingly, children's film and television helped sustain the East European gift for combining humor and insight, poetry and social satire on a level that transcended generational boundaries.

Between 1950 and the early 1970s, Hungarian children's television was a safe haven for talented filmmakers, who were kept out of other kinds of film and television production for political reasons. Television production for children often involved collaborations among several professions: filmmakers, teachers, educators, psychologists and sociologists. This multidisciplinary collaborative method for producing children's programs was similar to the way in which the Children's television Workshop produced *SESAME STREET* and their other programs.

Pre-school television for children in Eastern Europe under

communism encouraged pro-social attitudes, like those on the American program *SESAME STREET*. This plan of creating good “socialist citizens” was characterized by projecting the values of: “diligence, friendship, courtesy, cordiality, neatness: understanding the beauty of nature; the conduct of people; and the creative arts” Bronfenbrenner, 33). On paper at least, this was similar to the progressive values. The Children’s Television Workshop (CTW) sought to instill children through their programming. Among those were; sharing, cooperation, empathy and self-reliance (Palmer, 1988).

Television for children in Hungary and indeed all of Eastern Europe developed under state-controlled conditions. By contrast, TV programming for children on commercial television in the United States developed under the influence of the erratic fluctuations of the free market system. Unless there was money to be made from it, children’s educational interests were a low priority. According to Edward Palmer of CTW, since the 1970s, the priority of the television industry in the United States is “not to sell programs to viewers, but to sell viewers to adver-

tisers” (Palmer 23). In such an environment, producing quality programs for children takes a back seat to selling products to their parents.

One of the best and most successful American models of entertaining and also educational children’s television programs are those produced by the Children’s Television Workshop in New York City. The responsibility for producing educational television programming for children in the United States has for many years been specifically stated by the broadcasters and the Federal Communications Commission. Joan Gantz Cooney, President of the Children’s Television Workshop, repeatedly stated in the early 1960s, “...Many more people need to ask and demand answers to questions about the nature of television’s responsibility to children and how this responsibility can be fulfilled.” (Lesser 1974 [xxiii]). Examples of more recent high quality American programming for children include: Nickelodeon’s cable television channel for children, the Disney channel (also on cable) and programs on

PBS; SQUARE ONE TV, GHOSTWRITER, WHERE IN THE WORLD IS CARMEN SANDIEGO, and SHINING TIME STATION; to mention just a few. For older children the programs BEAKMAN'S WORLD, BILL NYE - THE SCIENCE GUY, MY SO CALLED LIFE (abruptly canceled in spite of critical acclaim) and occasional ABC - AFTER SCHOOL SPECIALS provided high quality television programming on network channels. Nevertheless, today the vast majority of programs for children on commercial American television are little more than thirty minute advertisements. According to Peggy Charren, founder of Action for Children's Television (ACT), the attitudes of regulators such as Mark Fowler, Chairman of the Federal Communication Commission during the Reagan administration, helped turn commercial television for children into "30 minute product advertisements that make a mockery out of the legal requirement of television stations to serve the public interest" (Charren 16). Fowler's own statements reflect this disregard for effective educational programming on TV. He declared that television is "just a business", and that people should disregard "myths about service to the

community". They should rely on the "market-place", because according to Fowler, TV is just a "toaster with pictures" (Charren 17).

Hungarian television program exchange prior to Sesame Street's arrival

THE difference between the United States and Eastern Europe toward education (some might say indoctrination) and television as a tool of that process, is considerable. In Eastern Europe the education of children since the end of Second World War was considered a high priority for building a healthy society. Since all of the countries in the East bloc had the same philosophy, they were able to share much of their children's programming with each other. Among the systems for exchanging television programs among the former communist countries were trading and exchanging programs within the OIRT system; but also trading outside that system with Western or non-affiliated countries. The OIRT system did not apply exclusively to communist East

European countries. For example, even though it was a communist country and an East European country the former Yugoslavia was not part of the OIRT system. Yet many communist, non-East European countries like Cuba, Vietnam, and North Korea were members of OIRT.

The routine exchange of television programming was common among various OIRT members. A substantial portion of OIRT children's programs, especially animation, were produced in Eastern Europe. Television programs, including news services; VISNEWS and UPITIN (Tumola, 1984). In the 1980s, the international exchange of television programs more than doubled in the Eastern European countries. After the fall of the "Iron Curtain", OIRT merged with the European Broadcasting Union (EBU), forming a single system that encompasses Europe, Eastern Europe and the former Soviet Union (Turnstall, 1992).

Western television programs broadcast in Hungary during the 1970s and 1980s were

mostly from the USA and the UK. Hungarian Television broadcast from the BBC; THE FORSYTHE SAGA and THE MASTERPIECE THEATER. Programs from the United States included: THE FLINT-STONES, FLIPPER, MANIX, COLOMBO, KOJAK, STARKY AND HUTCH, ALFRED HITCHCOCK PRESENTS, LEONARD BERNSTEIN CONCERTS, the MUPPETS and others. The MUPPETS were shown during prime time under the category of "entertainment". Ironically, Hungarian children's television producers in 1982 took the position that SESAME STREET may be inappropriate to broadcast in Hungary because of its interracial aspects. Subsequent classroom studies of SESAME STREET in Hungary found the producers' views to be wrong. Rather than "disturbing" or "confusing" them, objective testing for appeal of the program revealed that the interracial scenes in SESAME STREET were especially popular and interesting for

Hungarian school children (Csapo-Sweet, 1992).

Language study, ESL and Hungarian television

DURING the 1980s and prior to the fall of the Iron Curtain, there were significant changes in Hungarian society resulting from the gradual opening up to the West. After 1984, educators in Hungary began to use new linguistic and pedagogical approaches. Teaching English became more practical and stressed vocational as well as the more classical educational needs of children. In the 1980s, the former Warsaw Pact nations introduced English as a Second Language (ESL) in secondary schools. After Mikhail Gorbachev assumed leadership in the Soviet Union in March 1985, the pace of teaching ESL greatly accelerated. Hungary, often serving as a testing ground for new programs and methods, began to accelerate its ESL programs at all school levels. This made Hungary an ideal environment for addressing the question: Can Hungarian children learning English as a Second Language measurably benefit from viewing the American television programs such as *SESAME STREET*?

Major changes in foreign language study in Hungary began in 1987. For the first time since the late 1940s, Russian was dropped as the official, mandatory second language. Now, students were free to choose English, French, German, Italian, Latin, Russian or Spanish as their major foreign language in school. Alternative languages were: Bulgarian, Finnish, Polish, Serb, and Slovakian. In the 1980s, at the secondary school level, 50% of the students chose English, 30% chose German, and 20% selected from the remaining languages that were offered (National Institute of Pedagogy, 1989).

A phenomenal growth of foreign language study occurred during the last two decades in Hungary. While interest in learning Russian remained constant, the growth in studying English increased by 750% between 1972 and 1988 (National Institute of Pedagogy, 1989). During the 1972-1973 school year, 224 schools taught Russian. By 1987-1988, this number increased to a mere 298. By contrast, during the same period schools teaching English exploded from 33 (in the early 1970s) to 249 by the late 1980s. The number of schools teaching

German also dramatically increased from 32 to 184, during the same 15 - year period.

The most significant developments in foreign language study in Hungary occurred in secondary schools and universities. English rapidly became the most popular second language to study throughout Hungary in the 1980s, and the trend continues today. However, the infrastructure did not exist in the 1980s for teaching English in elementary schools. Years of neglect and insufficient numbers of qualified teachers left elementary schools unable to cope with the sudden demand for students wanting to learn English.

Video materials were increasingly used by Hungarians for learning English during the 1980s, and most of it was produced in England. The most popular programs included VIDEO ENGLISH, FOLLOW ME (BBC) and FOLLOW THROUGH (LOLLOW THROUGH was a continuation of FOLLOW ME, but produced independently in the United Kingdom. For years, Hungarian School-TV regularly broadcast FOLLOW ME and FOLLOW THROUGH.

These programs were used in 30 to 40% of Hungarian public schools. The British television series came with curriculum material for students and teachers. There was a great demand for these materials in spite of the fact that they were very expensive.

Another problem with the British ESL materials were their strong "British" bias. Hungarian educators preferred to have students exposed to a variety of English accents and influences, providing some middle ground for learning ESL. Broadcasting Sesame Street to assist teaching ESL provided two important functions :

- 1) high quality programming was brought to a mass audience wishing to learn English;
- 2) the need for ESL materials in American English was fulfilled.

History of Sesame Street prior to arriving in Hungary

SESAME Street was first broadcast in the United States in November 1969. The underlying premise of the program was that television can be effective for teaching important, simple facts and skills to

children between the ages of three and five. The special emphasis of Sesame Street addresses the needs of the disadvantaged, urban child (Ball and Bogatz, 3) which was from the beginning the target audience for Sesame Street. Indeed, the creators of Sesame Street said that the program was, "intended for all children" (CTW, 7). They eventually proved that learning can be universally entertaining and educational.

Sesame Street was broadcast in more than seventy-five other countries before it was introduced to Hungary. More than fifty non-English speaking countries have broadcast the English language version (including Hungary, since 1989). A unique study in Jamaica by Laker (1973) tested the effects of Sesame Street on children (three to five, six to eight and nine to eleven years of age), while testing the impact of television on children never exposed to television.

Researchers brought mobile video-cassette systems to remote mountains, non-electrified regions and recorded children's reactions to Sesame Street. The

video tapes were later analyzed for the children's attention patterns. Similar patterns were found between American and Jamaican children who view Sesame Street.

Sesame Street was used to teach English in addition to entertaining children in Curaçao (Lasker 1971) and Japan (Gotoda 1972, Yamamoto 1976) and French in Canada (Lewis 1983). In the Canadian study, Sesame Street was used to teach new French words while exposing English Canadian children to the French-speaking culture through television (Lewis, 1983).

Aside from the studies cited above, there were very few reports prior to 1988 on comprehensive testing with Sesame Street for teaching English as a second language in countries where English is not spoken.

Introducing Sesame Street to Hungary

ORIGINALLY the author's plan was to bring Sesame Street to Hungary for creating a co-production with Hungarian Television (MTV). At the time, the Cold War was just beginning to thaw, and

Hungary was the most progressive country in the Eastern bloc, allowing a great deal of interaction with the West. In 1987, the author and MTV officials proposed to CTW that a program be developed in Hungary at Hungarian Television that would be later adapted for other countries in the region.

In 1986, Sesame Street was still unknown to Hungarian audiences. By July 1988, the first broadcast tapes of Sesame Street arrived in Budapest at Hungarian Customs. In 1988, while great changes were beginning to overtake communist Hungary, preliminary experiments with Sesame Street were carried out by the author in Debrecen and Budapest schools during October - November. Results from those studies led to improving the test methods for experiments in 1989. Then all of a sudden, during November - December in 1989, the communist system of government in Hungary came to an end! The Sesame Street studies in Hungary involved administering tests to 225 randomly selected school children who were learning ESL in Debrecen and Budapest (Csapo - Sweet, 1992). The

tests measure changes in the children's English vocabulary, word usage, and appeal of the American television program to the Hungarian children. The treatment group viewed segments of Sesame Street in the controlled experimental scheme. Then treatment and control groups were tested on vocabulary from the program segments. Analyzed by a combination of statistical methods, the data showed that those children who viewed Sesame Street had acquired a measurably significant increase in English vocabulary, word usage; and that they enthusiastically liked the program.

In October 1989, Sesame Street was broadcast for the first time in Hungary, but not as a children's program. It was scheduled as a weekly, one-hour program, inserted in a three-hour adult Sunday morning cultural and documentary television magazine show. The premiere did not receive any publicity, prior promotion or advertisements in the local newspapers or television guides. Eventually conditions improved as the popularity of the program grew. However, this required the

intervention of several Hungarian education ministers, educators and the Soros Foundation for Sesame Street to be properly advertised, rescheduled and then seen on Saturday afternoons as a children's program (with one Sunday morning repeat).

Hungary after 1989 and Sesame Street further East in Russia

BRINGING the original English language version of Sesame Street to Hungary in the late 1980s clearly increased knowledge of English vocabulary and word usage for the children who viewed the programs, tested in the original study. These findings demonstrated an important new area for teaching ESL. The ESL beginner home viewers, adults, gypsies and other low SES audiences should be surveyed for potential educational opportunities through the medium of television. These groups are well known to have a strong desire to learn English, but they do not have access to formal classroom environments. In 1996, the Children's Television Workshop announced the completion

of a coproduced Russian language version of Sesame Street. The project cost 6 million dollars with funds coming both from the US and Russia (Simon, 1996). The Russian language program was created similar to the way in which Sesame Street is formatted to prepare American children for school in the US. Although many of the pedagogical issues for the Russian version are similar to those that occurred in the US, the producers at the Russian Television must address the unique cultural situations that Russian school children face.

According to Dr. Gerald Lesser, one of the original creators of Sesame Street, "television can inform children and create visions of what their lives can be. It can also inter them endlessly in Plato's cave, watching removed images of life passing them by" (Lesser 256). In this post Iron Curtain period, as borders disappear, governments struggle to define their ideologies, and free market values appear to reign supreme, the question remains: What will the legacy of television be and how will it affect our children? As Edward R.

Murrow once remarked about television, "this instrument can teach, it can illuminate : yes, and it can even inspire. But it can do so only to the extent that humans are determined to use it to those ends. Otherwise, it is merely lights and wires in a box" (Lesser 257).

q

REFERENCES

Ball, S., Bogatz, G. A., (1970). *The First Year of Sesame Street : An Evaluation*, Princeton, NJ : Educational Testing Service.

Ball, S., Bogatz, G. A., (1970). *A Summary of the Major Findings in the First Year of Sesame Street : An Evaluation*. Princeton, NJ : Educational Testing Service.

Ball, S., Bogatz, G. A., (1972). *The Impact of Sesame Street on Children's First School Experiences*. New York : Children's Television Workshop.

Cantor, J. R., Bryant, J. Zillmann, D., (1974). Enhancement of Humour Appreciation by Transferred Excitation. *Journal of Personality and Social Psychology*, 30 : 812 - 821.

Csapo-Sweet, R.M., (1992). Preliminary Results from a Study of the Effects of Sesame Street on Hungarian ESL Students. *Speech and Theatre Association of Missouri*, 22:14-20

Csapo-Sweet, R.M., (1994). Sesame Street in Hungary : Implications for Teaching ESL in a United Europe. *The Journal of Applied Linguistics. Communications*, 1:33-41

Csapo-Sweet, R.M., (1997) Sesame Street. *Communications: The European Journal of Communication*, 22(2): 175-190

Cullen, R., (1982) Wanted Soviet Scholars. *Newsweek*, October 25.

Deutsch, F., (1974) Female Preschoolers Perceptions of Affective Responses and Interpersonal Behavior in Videotaped Episodes. *Development Psychology*, 10: 733-740

Flagg, B.N., (1978) Children And Television: Effects of Stimulus Repetition on Eye Activity. In J.W. Senders, D. Fisher, R. Monty, (Eds.) *Eye Movements and the Higher Psychological Functions*. Hillsdale, New Jersey :Erlbaum Associates.

Friedrich, L. K., Stein, A. H., (1973). Aggressive and Pro-Social Television Programs and the Natural Behavior of Preschool Children. *Monographs of the Society for Research in Child Development*, 38.

Laker, H., (1973). *Sesame Street Among the Mountains of Jamaica*, Harvard Graduate School of Education Bulletin, 17.

Laker, H., (1971). *Report on the Impact of Sesame Street in Curacao, Netherlands Antilles*, New York : Children's Television Workshop.

Lesser, G.S., (1974). *Children and Television*. New York : Vintage Books, Random House.

Palmer, E.L., (1988). *Television and America's Children*. New York : Oxford University Press.

Solomon, G., (1979). *Interaction of Media, Cognition and Learning*. San Francisco : Jossey Bass.

Simon, S., (1996). *More than Education on Bert and Ernie's Russian Agenda; Television : A Version of Sesame Street aims to Teach Children Basic Values Along with Concrete Skills*. The Los Angeles Times, February 1.

Tunstall, J., (1992). *Europe as World News Leader*. *Journal of Communication*. 42 : 84 - 99.

Tuomola, O., (1984). *International TV and Video Guide*. London : the Tantivy Press Ltd.

Yamamoto, T., (1976). *The Japanese Experience*. *Journal of Communication*, 26 (2) : 136 - 137.

This issue was financially
supported by :

***The Romanian Trade
Bank***

and

Freedom House

PREVIOUS ISSUES / DES NUMEROS ANTERIEURES

No. 9 - 10 / 1998

PETER GROSS • The first nine years - a reappraisal of Romania's media

MIHAI COMAN • Romanian Media in Post-Communist Era: 1990-1997

CRISTINA SIMION • Media Concentrations in Romania

NICOLAS PELISSIER • L'information contre la communication?

MIHAELA POPOVICI • Local Elections in Romania

VALENTINA MARINESCU • Le marché médiatique en Roumanie

MARIAN PETCU • La législation des medias en Roumanie



No. 8 - June / Juin 1997

CLAUDE-JEAN BERTRAND • La déontologie des médias

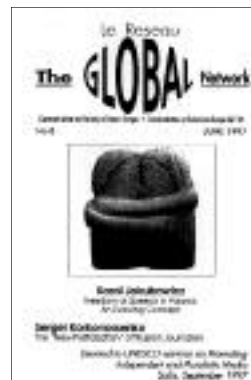
KAROL JAKUBOWICZ • Freedom of Speech in Poland: An Evolving Concept

RICHARD SHAFER • The Press and the Preservation of Yugoslavia Before 1990: TANJUG's Leadership of the Non-Aligned News Agencies Pool

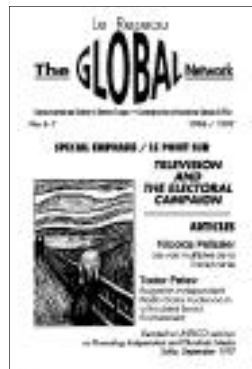
CHRISTOPHER BENNET • Media in Bosnia and Herzegovina : How International Support Can Be More Effective

SERGEI KORKONOSSENKO • The "New Politicization" of Russian Journalism

M. COULOMB-GULLY • L'Humour politico-cathodique russe. Kouklis et Guignols: a chacun sa marionette



No. 6-7 - 1996/1997



THIERRY WATINE • La productivité et la complexité comme contraintes de la production journalistique

SPECIAL EMPHASIS / LE POINT SUR
Television and the Electoral Campaign

DANIELA LEIDNER, IRENA REIFOVA, LUTZ M. HAGEN
• The Czech Election Campaign of 1996 on Public and Private Television Stations

BRUNO STEFAN • The Broadcasting of Political Agents and Actors on TV News in the 1996 Elections in Romania

M. COULOMB-GULLY • Le corps en politique: Incarnation présidentielle et démocratie cathodique

NICOLAS PELISSIER • Les voix multiples de la Transylvanie

TODOR PETEV - Bulgarian Independent Radio Gains Audience in a Troubled Social Environment

No. 4-5 - March-June / Mars-Juin 1996



TAPIO VARIS • Global Communication in the Age of Cyberspace

PETER GROSS, RAY HIEBERT • Departures on an Old Fashioned Track. Broadcasting Laws in Romania, Poland and the Czech Republic

MARIUS LUKOSIUNAS, SKIRMANTAS VALIULIS • Lithuanian Mass Media and its Legal Regulation Between 1991-1995

VESELLA TABAKOVA • Women and Media in Bulgaria: Access to Expression and Decision Making

DANIELA ROVENTA-FRUMUSANI • New Role Models for Journalists in Eastern European Countries

TERESA SASINSKA-KLAS • Transformation of the Polish Media System

FILE / DOSSIER

Detailed Presentation of Some Central & Eastern European Schools of Journalism

No. 3 - September / Septembre 1995

KENNETH STARCK • The Whole World as a Foreign Place. Journalism and Culture

MARIAN STAN • High School Journalism in Romania

RICHARD SHAFER • Romania's Image Through Segments Contributed to CNN's World Report

ROMY FRÖHLICH • Coping with the New System

NICOLAS PELISSIER • Roumanie: Une nouvelle génération de "professionnels" de la télévision

STEFANA STERIADE • Double distorsion d'une réalité - l'image de la Roumanie dans la presse française: 1989-1990

LULIVERA KRASTEVA • The Verbal Violence Phenomenon

SERGEI KORKONOSSENKO • Media Pretends to Be a Social Control

JURAJ VOJTEK • The Media in Slovakia

BRIEF / DOSSIER

CRISTINA COMAN, MIHAI COMAN • Owners, Editors and Reporters: Ways of Recruitment



No. 2 - May / Mai 1995

MARIAN STAN • Editorial

GINA STOICIU • Le post communisme en deroute mythologique

MEDIA ELITE IN TURMOIL

(Papers presented at Brasov, Romania, November 24-26, 1994)

KENNETH STARCK • Media Elite: A Contradiction in a Democratic Society?

MARIO PLENKOVIC, VLASTA KUCIS • Structuring Media Elite in Croatia

ZOLTAN A. BIRO, JULIANNA BODO • Hungarian Media elite in Romania

ZHYDI DERVISHI • Mass Media Elites within the Spectrum of the Albanian Elites

PEETER VIHALEMM • Media Elite in Estonia

DANIELA ROVENTA-FRUMUSANI • The Woman in Post-Communist Society and Media

ANTAL ORKENI • Social Mobility and the New Elite in Hungary

CARINA LOUART • Du post-communisme au capitalisme sauvage

IOAN DRAGAN • Les medias roumains: la crise de credibilite

